

n° 420
FÉVRIER
2014

4,60 €
7 FS

silence



QUAND JARDINER SOIGNE

COMMENT LES AGROCARBURANTS DÉTRUISENT L'AMAZONIE

CULTURE AFRICAINE : DÉCOLONISER NOTRE REGARD

écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À...

Erwan Lecœur,

co-auteur du livre *Face au FN, Comprendre et agir*.

Face à la montée du vote pour le Front National, vous estimez que les modes d'opposition traditionnels (argumentaires, "cordon sanitaire", accusations morales...) ne sont pas les plus efficaces. Pourquoi ?

Je pense en effet que ce ne sont pas les meilleurs outils pour faire "face" au FN et à sa nouvelle égérie médiatique, la fille Le Pen. L'antiracisme et l'antifascisme ont été utiles pour endiguer la progression du lepénisme dans la société. Ils ont pu avoir un intérêt, à une époque, mais sont aujourd'hui de moins en moins efficaces, voire parfois contre-productifs, quand ils dressent un tableau caricatural, que de moins en moins de gens comprennent et acceptent tel quel.

Le vote FN ne peut être traité comme une simple "déviance morale" d'une

partie des électeurs. C'est là que le discours lepéniste a gagné des points : lorsqu'il explique qu'on l'a "diabolisé" pour empêcher les Français de voir les problèmes... Et il y a des problèmes, de toute évidence. En caricaturant, je dirais qu'on ne peut se résoudre à préparer des argumentaires du niveau de : "Votez pour nous, sinon c'est le monstre Le Pen". Ce simplisme rassure et rassemble les convaincus, mais n'est plus efficace pour beaucoup d'autres, dans les faits.

Face à un FN qui joue sur la contestation du système politique, la crise des valeurs, et qui propose une vision du monde plus qu'un programme, en quoi estimez-vous que l'écologie politique a des atouts pour lui faire face ?

Face à une vision du monde, même chimérique et incapable de répondre aux véritables problèmes du temps (la crise des ressources, notamment), on ne peut se contenter d'opposer des arguments moraux, au nom de la préservation de notre système, en crise(s). Il va falloir trouver autre chose que le conservatisme de la droite et de la gauche actuelles pour lui faire face. Il faut proposer une alternative, une vision qui sorte du modèle actuel, qui a montré son incapacité à résoudre les problèmes.

L'écologie politique apparaît comme la seule véritable idée neuve depuis la fin du 20^e siècle. Elle puise à plusieurs sources et incarne une possibilité "idéologique", au sens plein du terme : elle porte une vision et des pistes de solutions pour la mettre en œuvre ; comme le libéralisme et le socialisme en leur temps.

Pouvez-vous nous donner des exemples d'attitudes qui marchent au niveau local pour décrédibiliser le FN et faire baisser ses voix ?

Deux pistes, en résumé : poser une alternative, une autre critique du monde tel qu'il est et dysfonctionne, qui sera porteuse de "rassurance", face à la peur de perdre (son emploi, son statut, ses biens...) Le "lepénisme" se nourrit principalement de cette angoisse d'une portion de la population qui se sent fragilisée, abandonnée, ou méprisée, par une certaine élite politique et intellectuelle. Il faut aller plus loin que l'anathème, proposer à la fois une vision globale, mais aussi poser des actes, des exemples, plutôt que des leçons.

La réponse, on le voit dans les exemples qu'on a, c'est donc à la fois du global (des idées) et du local (des actes). La première attitude, c'est d'échanger, écouter, pas toujours vouloir convaincre. Ce qui nous manque, c'est de bonnes raisons de vivre ensemble, pas des certitudes. Une action efficace doit donc être exemplaire, génératrice de confiance, de rassurance et d'interdépendance au plus proche, dans la rue, le quartier. Cela n'a rien d'original, mais les sociétés fonctionnent et se perpétuent ainsi : faire avec les gens, plutôt que contre. Coopérer, mutualiser... plutôt que convaincre.

Erwan Lecœur est sociologue, auteur de plusieurs ouvrages sur le FN et l'écologie politique. Il vient de publier, avec Enzo Poultréniez : *Face au FN. Comprendre et Agir*, éditions du Passager clandestin, Paris, août 2013.

CRISE EN UKRAINE



HOLLANDE ET SARKOZY EN AFRIQUE DU SUD SÉPARÉMENT



ÉQUITAXE : LA FIN DES CENTRES ÉQUESTRES ?



MUNICIPALES : SÉRIE DE DÉFECTIONS AU FRONT NATIONAL



■ DOSSIER

Quand jardiner soigne

5 Le jardin comme acteur du soin

Denis Richard

8 Un jardin de petits miracles

Alice Le Roy

11 Des jardins pour mémoire

Marie-Pierre Najman

12 Se soigner à la ferme

Rebecca Bilon

Dossier coordonné par Guillaume Gamblin

■ CHRONIQUES

15 Jouer avec le vent (Michel Scrive)

16 On filtre nos eaux usées avec des lombrics (On passe à l'acte)

17 Un nouveau label "écologique" pour les cantines (Pascale Mugler - Reporterre)

23 Une bombe nucléaire sur Lyon ? (Dominique Lalanne)

24 Catastrophe de Fukushima (Michel Bernard)

■ ARTICLES

30 Décoloniser notre regard sur les cultures africaines

Propos recueillis par Rebecca Bilon

32 50 % de nucléaire en 2030, ça veut dire quoi ?

Michel Bernard

33 Les jeunes ne kiffent plus la voiture

Francis Vergier

34 Comment les agrocarburants détruisent l'Amazonie

Eva Timone-Martinez

36 Ce que pensent certains agriculteurs familiaux du soja en Amazonie

Eva Timone-Martinez

38 Partenariats public-privés : ce sont les entreprises qui gagnent

Michel Bernard

39 Vélo : le casque doit rester facultatif

Francis Vergier



■ BRÈVES

15 Alternatives • 18 Agri-bio • 18 Femmes, hommes, etc. • 19 Climat • 20 Environnement • 22 Santé • 22 OGM • 23 Paix • 24 Nucléaire • 25 Énergies • 26 Société • 27 Politique • 27 Vélo • 28 Nord/Sud • 29 Annonces • 29 Agenda • 40 Courrier • 42 Livres

QUOI DE NEUF ?

■ VENEZ NOUS VOIR LES 20 ET 21 FÉVRIER !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 20 et 21 mars, 17 et 18 avril, 22 et 23 mai...**

■ SILENCE SUR LES ONDES

Chaque mois, Silence présente le contenu de son dernier numéro en direct sur les ondes de CFM radio, dans le Nord Midi-Pyrénées. Si vous aussi vous souhaitez réaliser des entretiens téléphoniques avec l'équipe de Silence ou présenter ses dossiers sur votre radio, vous pouvez prendre contact avec la rédaction le lundi ou le mercredi au 04 78 39 55 33.

Prochain dossier :
Amours libres



■ QUE DEVIENNENT NOS LIVRES ?

Silence reçoit en service de presse la plupart des livres que nous présentons, soit plus de 300 livres par an. Ensuite, nous les conservons pendant deux ans au cas où nous aurions besoin de les consulter. Ensuite nous les donnons. Jusqu'en 2005, c'était à la bibliothèque municipale de Lyon. Depuis son ouverture, le CEDRATS, Centre de ressources sur les alternatives sociales récupèrent nos livres. Ils sont donc consultables ensuite chez eux (27, montée Saint-Sébastien, Lyon 1^{er}, tél : 04 78 29 90 67, l'après-midi)... sauf les livres pour enfants que nous offrons à ATD-Quart-Monde pour leurs bibliothèques de rue.

■ BELFORT, NOUVEAU RELAIS LOCAL

Silence dispose d'un nouveau relais local à Belfort. Vous pouvez contacter l'Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél : 03 84 58 18 84.



Entretien d'un bac aromatique...

Anne Girard



Préparation des légumes...

Anne Girard



Travail de la terre

Anne Girard



Plantation en pleine terre

Anne Girard



Préparation des semis

Anne Girard

ÉDITORIAL

Prendre soin des plantes, prendre soin de soi

Quand nous sommes en situation de maladie ou de souffrance ce n'est pas seulement de pilules et de gélules dont nous avons besoin. Nous sous-estimons parfois le pouvoir de transformation et de guérison du contact avec la nature.

Depuis quelques années, la pratique du jardinage thérapeutique a fait son apparition en France. Lentement, elle se diffuse au sein d'institutions qui sont en charge de l'accueil d'enfants, d'adultes ou de personnes âgées, malades ou touchées par des atteintes physiques ou mentales. Des hôpitaux comme des maisons de retraite se sont ainsi mis au travail. Les résultats sont parfois étonnants. Comme si prendre soin de la terre, des plantes, était également une manière de prendre soin de soi.

Ce sont parfois des paysans eux-mêmes qui se lancent dans l'accueil de personnes fragilisées ou blessées par la vie. C'est là que l'on voit que le travail du paysan, c'est aussi l'entretien de la terre et de la relation nourrissante avec le vivant.

Silence est allé rencontrer les pionniers de cette manière de se soigner au contact de la nature, et a enquêté dans des lieux qui accueillent des personnes blessées ou malades.

Y a-t-il un jardinier dans la salle ?

Guillaume Gamblin ■



◀ Association des jardins familiaux du Fort de Bron (Rhône)

Le jardin comme acteur du soin

D'origine anglo-saxonne, l'hortithérapie constitue une forme d'accompagnement au soin bien spécifique. Elle s'adresse à des personnes souffrant de troubles psychiques autant que somatiques et concerne notamment les enfants comme les seniors.

L'HORTITHÉRAPIE⁽¹⁾ INVITE À CONSIDÉRER le jardin comme un médium d'appropriation physique, psychique, mentale, émotionnelle, sensorielle et même spirituelle de l'environnement. Sa pratique, accompagnant généralement une prise en charge médicale, est susceptible de prévenir l'émergence ou le développement de certains troubles pathologiques, d'améliorer l'autonomie, de modifier les affects, l'humeur, et, plus généralement, de modifier l'approche sensible de la relation au monde. Il faut y associer l'action positive sur le moral, voire sur la spiritualité qu'inspire ce rapport immémorial que l'Homme entretient avec les jardins. L'hortithérapie a pris ses marques aux Etats-Unis et en Angleterre au début du XXe siècle. Depuis une vingtaine d'années, la France s'inscrit timidement dans cette mouvance, son retard étant en passe d'être comblé grâce au dynamisme personnel de soignants et de bénévoles œuvrant au sein d'associations spécialisées.

UN ACCOMPAGNEMENT AU SOIN DIVERSIFIÉ

L'hortithérapeute, en proposant un choix d'activités réalisées au jardin, doit veiller à :

- renforcer les habiletés physiques, améliorer la coordination motrice, l'équilibre postural et la résistance à la fatigue au moyen d'efforts gradués ;
- faciliter la réalisation d'activités stimulant la cognition, la mémoire, les perceptions sensorielles, le sens de l'orientation, et offrant

l'occasion de prendre des décisions, de résoudre des problèmes techniques, d'organiser un planning de travail, de faire valoir ses critiques ;

- renforcer l'amour-propre du patient vis-à-vis de son propre travail ;
- faciliter la communication verbale (ou non-verbale), la coopération et le partage, l'échange de savoirs ;
- proposer des activités innovantes et divertissantes, privilégiant l'intégration sociale, voire familiale, et, globalement, réduisant l'isolement du participant ;
- le cas échéant, enseigner au patient des techniques de jardinage à domicile ou, pour le moins, d'entretien des plantes en bacs ou en pots.

Les activités doivent faire de patients souvent passivement bénéficiaires de soins, des sujets actifs capables de donner eux-mêmes des soins aux végétaux et d'en tirer un bénéfice substantiel. Mais à qui s'adresse avant tout l'hortithérapie ?

DES PUBLICS MULTIPLES

Handicap mental. L'hortithérapie est un outil bien adapté à la prise en charge des patients souffrant de pathologies mentales, mais cela impose que l'hortithérapeute ait une bonne connaissance de ces pathologies et des réactions de ses patients.

Troubles physiques. L'hortithérapie s'adresse aussi aux patients dont les capacités cognitives sont préservées mais qui, diminués au plan somatique,

(1) Il s'agit clairement d'utiliser une pratique de jardinage ou, simplement, le jardin (hortus, d'où horti-), comme outil d'accompagnement thérapeutique (-thérapie).



◀ Jardinière accessible en fauteuil roulant (Saint Herblain - Loire-Atlantique)



▶ Adaptive Garden (États-Unis)



Quand jardiner soigne : initiation pratique aux jardins thérapeutiques, Denis Richard, Delachaux et Niestlé, 2011, 192 pp, 19 €

doivent modifier leur mode de vie voire faire le deuil de leur pleine autonomie. Diminuant le stress, favorisant les interactions sociales et évitant de penser à une éventuelle douleur chronique, l'hortithérapie peut être proposée après un accident cardiaque, en rééducation orthopédique, et trouve un intérêt spécifique chez les patients atteints de handicaps traumatiques médullaires ou souffrant de maladies neurologiques chroniques (maladie de Parkinson ou sclérose en plaques).

Accompagnement en pédiatrie. Les programmes d'hortithérapie pour enfants et adolescents peuvent avoir une dominante sociale, éducative, environnementale, voire professionnelle. Il peut s'agir de projets thérapeutiques (avec des enfants souffrant de troubles psychiques et/ou moteurs) ou d'un loisir. Dans tous les cas, l'enfant en tire des bénéfices en termes de développement cognitif, de maturation psychologique et d'apprentissage du travail en équipe. Cette activité mime celle des adultes, auxquels elle lui permet de s'identifier. En contact avec la nature, l'enfant apprend beaucoup sur les cycles de développement et les rythmes saisonniers et, par là, sur lui-même et son développement. En cultivant des plantes, il accepte l'idée qu'un résultat puisse être différé et soit soumis aux aléas saisonniers : il devient tolérant à la frustration. L'enfant apprend également à assumer des responsabilités : constatant que les plantes dépendent de ses soins, il comprend qu'un organisme vivant puisse souffrir, être malade, mais aussi guérir si l'on s'en

occupe avec vigilance. Le succès aisément obtenu dans la culture renforce l'estime de soi et rend l'enfant fier de lui-même.

Sujets âgés. Le jardinage constitue un exercice physique de grande valeur préventive sur l'apparition ou le développement nombreuses pathologies chez le senior. Elle l'aide à conserver son autonomie, limite le développement de maladies chroniques (troubles cardiovasculaires, diabète, maladies neurodégénératives, etc.), constitue une excellente stimulation sensorielle et mnésique, un centre d'intérêt intellectuel et contribue à maintenir ou à créer du lien social.

Chez des personnes âgées hébergées en institution et souffrant de pathologies chroniques, l'hortithérapie contribue à réduire le handicap physique, à augmenter les stimulations sensorielles, à permettre d'accomplir des actes simples de la vie quotidienne (la perte d'autonomie est souvent précipitée par le milieu institutionnel qui, plus qu'aider, "fait à la place", ce qui favorise les attitudes purement passives), à réduire l'impact des troubles du comportement susceptibles d'occasionner des désordres dans l'institution.

L'activité peut se réduire à une déambulation (lorsque les handicaps sont trop importants), mais généralement, l'hortithérapie passe par la mise en œuvre d'ateliers suivis et structurés, centrés sur des activités dont le choix respecte la volonté des participants — cela participe de leur autonomisation quand bien même l'implication expose à de petits risques —, personnalisées en fonction des besoins et des capacités : simple maintenance,

« La biophilie expliquerait qu'il soit indispensable à la majorité des gens d'avoir un animal de compagnie, une plante verte sur une fenêtre ou... un jardin empli de vie ? »

➤
Jardin thérapeutique
(Inde)



D.R.

réadaptation, prise en charge d'une démence, etc. Le jardin est souvent dédié et conçu à cette fin : sa structure, et son aménagement paysagé comme bâti contribuent ainsi globalement au bien-être des patients.

LORSQUE LA VIE SOIGNE LA VIE

Parmi les diverses interactions susceptibles d'expliquer l'impact du jardin sur notre bien-être — hormis la pratique d'un exercice physique, bien sûr —, le concept de biophilie⁽²⁾ pourrait revêtir une force singulière. C'est en 1984 qu'un biologiste américain, E. O. Wilson, a formalisé cette théorie reposant sur un postulat somme toute spontané : les êtres humains seraient, d'une façon innée, attirés par les autres organismes vivants, et cette attirance aurait une origine génétique. Allant plus loin, des auteurs postulent qu'un organisme vivant aurait intérêt à protéger les autres organismes dans l'attente d'une réciprocité. Cette interaction ne serait-elle pas le sens même de la biophilie, qui expliquerait qu'il soit indispensable à la majorité des gens d'avoir un animal de compagnie, une plante verte sur une fenêtre ou... un jardin empli de vie ?

Des études montrent que, parmi les paramètres environnementaux, la végétation participe à la qualité de l'équilibre psychique individuel et à la bonne santé sociale. A titre d'exemple, dans un hôpital de Pennsylvanie, on a relevé pendant dix ans les durées d'hospitalisation après cholécystectomie, les demandes en antalgiques, en tranquillisants et la survenue de complications médicales : l'hospitalisation des patients dont la fenêtre s'ouvrait sur des arbres a été significativement réduite et ils ont demandé moins de traitements antalgiques !

Popularisée par Theodore Roszak, professeur à l'université de Californie, l'écopsychologie, science des relations entre l'esprit et l'environnement,

« L'écopsychologie invite à renouer un contact fusionnel avec toutes les formes de vie. »

invite à renouer un contact fusionnel avec toutes les formes de vie. Elle constitue un chaînon entre la psychologie et l'écologie, expliquant que le bien-être de l'Homme ne saurait se réaliser qu'en tant qu'il vit en symbiose avec son environnement naturel. La santé mentale, notamment, ne serait pas liée aux seuls déterminants neurobiologiques ou sociologiques : elle puiserait dans des racines environnementales. Le contact avec la nature offre de façon spontanée, inconsciente, la possibilité de récupérer psychiquement du stress social et technologique. Un jardin peut-il en cela constituer un média susceptible de (ré)ouvrir les portes d'une perception environnementale, que la société industrialisée nous fait perdre ? Jouant ainsi un rôle de succédané, certes idéalisé et artificiel, de nature auprès d'un Homme que sa culture a éloigné de ses sources ataviques, le jardin participe aux liens qui nous attachent au vivant sous toutes ses formes et qui, nous faisant communier avec une nature empreinte de spiritualité, permettent de compenser notre insatisfaction existentielle.

Denis Richard

denis.richard@ch-poitiers.fr ■

Pharmacien, chargé d'enseignement à l'université de Poitiers, **Denis Richard** exerce comme chef de service dans un hôpital spécialisé dans la prise en charge des affections mentales. Ses centres d'intérêt, longtemps centrés sur la place des substances psychoactives dans les sociétés humaines, embrassent désormais les questions environnementales et la connaissance de la nature. Journaliste scientifique, Denis Richard est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages documentaires et d'essais dont plusieurs ont été traduits en diverses langues. Jardinier et paysagiste amateur, il a notamment été le fondateur et l'un des concepteurs du Jardin aux insectes de Poitiers.



◀ Repiquer des salades permet de se tenir debout un moment et de laisser son siège de côté.

➤ Jardiner régulièrement a des effets spectaculaires sur l'humeur des pensionnaires. En offrant un lieu de sociabilité et de contact avec les éléments naturels, le maniement des outils permet aussi d'améliorer la motricité fine.

Un jardin de petits miracles

A Maule, dans les Yvelines, des personnes atteintes de lésions cérébrales se retrouvent chaque semaine pour jardiner dans l'enceinte d'un foyer médicalisé. Engagés depuis plus de quinze ans dans des expériences d'hortithérapie, Anne et Jean-Paul Ribes, qui ont fait germer le projet, apportent la démonstration qu'un jardin peut aider à tenir debout.

■ La Maison des Aulnes,
allée des Orchidées,
78580 Maule

IL EST SOUVENT QUESTION DE MIRACLES dans le jardin d'Epi-Cure. A première vue pourtant, rien ne prédispose la maison des Aulnes à l'exceptionnel. Comme dans tant d'autres résidences médicalisées, une voix qui grésille dans un interphone ouvre le portail télécommandé, et après un parking triste et vide, on pénètre dans un hall d'accueil clair, propre et impersonnel. Pas de jardin à l'horizon. Il faut encore traverser le bâtiment, longer une terrasse, puis descendre vers une clairière, à la lisière d'un bois : voilà l'entrée.

A pied ou en fauteuil roulant, les pensionnaires passent un portique en bois et s'avancent vers la serre. Anne les y attend. Elle a le regard rieur mais le ton ferme : "Allez. On y va."

Helena, jusque-là un peu hésitante, décide de rempoter des boutures sous la serre. Cédric vient chercher des outils, tandis que Bruno est déjà parti plus loin, planter le long de l'allée. Il y a un peu d'ébullition dans l'air : une équipe de la fondation Truffaut, mécène du jardin, est là aussi pour recueillir les témoignages des jardiniers. Jean-Paul, le mari d'Anne, bavarde avec ceux qui sont là mais qui n'ont pas la force ou l'envie de jardiner. Depuis les années 80, Anne et Jean-Paul Ribes habitent la commune de Maule. Jean-Paul est alors grand reporter, Anne est infirmière. Ensemble, en 1997 ils fondent l'association *Belles Plantes*, dont l'objectif est de créer des jardins "guérisseurs" dans

les hôpitaux. "Il y a cinq ans, quand nous avons appris qu'un établissement de soins allait être construit de l'autre côté de la route, nous avons décidé d'écrire au directeur pour offrir nos services. A notre grande surprise, il a tout de suite accepté la proposition."

"CERTAINS ENFANTS SE RETROUVENT COMME 'BRANCHÉS' SUR LES PLANTES"

On devine qu'il n'a pas toujours été aussi simple de franchir la porte des établissements de soins... Le premier "potager fruits-fleurs" porté par Belles Plantes est né à la fin des années 90 dans l'enceinte de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris. "Grâce à la confiance du Professeur Basquin, responsable du service de pédopsychiatrie, j'ai pu démarrer un atelier de jardinage avec des enfants autistes", raconte Anne. Accueillis en hôpital de jour, les enfants passent une ou plusieurs après-midi par semaine entre les quatre murs du service. "A l'époque, en emmenant les enfants dans cet espace de seulement 50 mètres carrés, j'ai vu que le contact avec les éléments, l'eau, la terre, le froid, le chaud, au rythme des saisons, avait un effet vraiment très bénéfique. Certains enfants qui crient tout le temps se retrouvent comme 'branchés' sur les plantes. Un arbre, une fleur, ils trouvent là quelque chose qui les apaise. Et ce quelque chose vit..."



Dès lors, Anne Ribes est convaincue que les personnes hospitalisées, mais aussi les équipes soignantes dont elle fait partie, ont tout à gagner de ce type d'expériences. "Le contact avec la nature améliore la vie quotidienne en créant une médiation entre les soignants et les soignés. Il permet aussi de souffler un peu par rapport à la prise en charge par des techniques médicales de plus en plus sophistiquées." Mais elle constate bien vite qu'en France, les initiatives comme le jardin de la Salpêtrière font figure d'exception. Tandis que les effets positifs de l'hortithérapie sont reconnus depuis longtemps dans les milieux hospitaliers d'Allemagne, d'Angleterre et des Etats-Unis, les médecins français, eux, sont généralement ignorants de ses bienfaits. En 2003, Anne Ribes organise une rencontre voulue comme le point de départ d'un réseau d'établissements pratiquant l'hortithérapie : "Hôpital vert". Mais les échanges restent sans suite : faute de programmes de recherche qui apportent la preuve de l'efficacité des jardins dans le parcours de soins, le choix de créer un jardin à but thérapeutique reste du ressort de chaque hôpital, voire de chaque service. La réduction du temps de travail dans la fonction publique hospitalière, et les contraintes budgétaires de plus en plus fortes qui pèsent sur la Sécurité sociale, balaient ensuite bien des projets qui ne sont pas considérés comme vitaux pour la guérison des patients.

A Maule pourtant, une seule après-midi passée aux côtés des jardiniers de la maison des Aulnes suffit à constater les vertus du jardin. Les résidents, le plus souvent victimes de traumatismes crâniens subis lors d'accidents de la route, ou des conséquences d'accidents vasculaires cérébraux qui ont fait basculer leur vie, retrouvent là une nouvelle forme de mobilité, un nouvel équilibre. Ce constat est partagé par Stéphane Lanel, éducateur au centre, qui photographie chaque semaine les ateliers de jardinage. "Quand

je montre les photos aux kinésithérapeutes et aux ergothérapeutes, ils sont souvent étonnés de voir que les patients trouvent par eux-mêmes de nouvelles positions, dans lesquelles ils sont bien."

CERTAINS PROGRÈS S'APPARENTENT À DE PETITS MIRACLES

Parfois, certains progrès s'apparentent à de petits miracles. Helena, qui ne tient debout qu'en s'appuyant à un mur ou à un poteau, jardine devant nous à pleines mains. "Il n'y a rien de miraculeux là-dedans, affirme-t-elle. Avant l'atelier d'Anne et Jean-Paul, je trouve qu'il n'y avait pas grand-chose à faire. Ici, je me sens vraiment bien." "On ne s'ennuie pas", renchérit Cédric, qui caresse le rêve de devenir jardinier. Plus loin dans l'allée, Laurent, qui ne se déplace qu'en fauteuil roulant, se tient lui aussi debout, penché depuis vingt minutes au-dessus d'un bac surélevé où il repique des salades. Le fauteuil n'est pas bien loin, mais il est derrière lui et ne barre plus l'horizon. Elisabeth, une résidente qui se dit "fan" du jardin, répand sa bonne humeur en lançant des plaisanteries à la cantonade.

Parcourant l'allée en tous sens, Anne, de sa voix chantante, prodigue conseils et encouragements. Elle se comporte en soignante aussi, en veillant à ce que les efforts des jardiniers soient mesurés. Tout a été étudié pour créer un espace facile à occuper pour des personnes qui ont des difficultés à se mouvoir, à mémoriser, parfois même à communiquer. L'allée, en courbe, permet la circulation en fauteuil roulant, et certains bacs joliment recouverts de fascines (fagots de branchage) en osier sont surélevés pour permettre de jardiner assis. Les travaux de terrassement et d'aménagement, confiés à une entreprise, ont été menés selon l'avis des animateurs et des jardiniers passionnés. Mais les promeneurs et les rêveurs n'ont pas été oubliés : la création d'un espace à



◀
"Avant, les jardiniers de la maison des Aulnes regardaient passer les promeneurs avec envie. Maintenant, ce sont les promeneurs qui trouvent que nous avons de la chance."

l'ombre incite d'autres personnes, résidents ou membres de l'équipe soignante, à passer au jardin en dehors des heures de l'atelier.

CHANGER DE REGARD SUR SOI

Le changement de regard des personnes cérébro-lésées sur elles-mêmes est ce qui frappe le plus : une fierté et une joie émanent des jardiniers, loin de l'image de l'aphasie ou de la dépression qui caractérise généralement les personnes victimes d'un accident de la route ou d'un accident vasculaire cérébral (AVC). "Avant, les jardiniers de la maison des Aulnes regardaient passer les promeneurs avec envie. Maintenant, ce sont les promeneurs qui trouvent que nous avons de la chance", raconte Stéphane Lanel.

Si jardiner régulièrement a des effets spectaculaires sur l'humeur des pensionnaires en offrant un lieu de sociabilité et de contact avec les éléments naturels, le maniement des outils permet aussi d'améliorer la motricité fine : l'atelier de jardinage offre une sorte de prolongement des séances de rééducation avec les kinésithérapeutes et les ergothérapeutes et permet d'éprouver, dans une situation réelle, les progrès accomplis.

Le succès d'une initiative comme celle du jardin d'Epi-Cure pose la question de la généralisation de ce type d'initiative à l'ensemble des établissements de soins en France. Plutôt que de donner systématiquement la priorité, comme aujourd'hui, au béton et aux parkings, en ne laissant aux personnes hospitalisées, à leur famille et à leurs amis que quelques bancs posés sur de tristes carrés de pelouse, pourquoi ne pas créer des jardins de soins ? "L'Académie de médecine affirme qu'il manque encore des études apportant la preuve des bienfaits thérapeutiques des jardins, répond Jean-Paul Ribes. Alors, plutôt que de s'en désoler, qu'elle les fasse !", lance-t-il.

C'est la fin de l'atelier. Les pensionnaires et l'équipe des soignants se retrouvent sous la pergola pour bavarder et partager le goûter. Jardiner pendant plus d'une heure, cela ouvre l'appétit : la brioche et les confitures maison remportent un franc succès, tout comme la drôle de boisson rouge sang qu'Anne a apportée : du jus de betterave lactofermenté. "C'est délicieux", dit Elisabeth. "Et ça a un effet miraculeux sur les intestins", précise Anne. Dans le jardin d'Epi-Cure, les petits miracles ne sont jamais loin ...

Alice Le Roy ■

Se former aux jardins de soin

Alors que la pratique des *healing gardens*, ou jardins de soins, progresse aux Etats-Unis et que la "thérapie horticole" est enseignée dans de grandes universités nord-américaines et scandinaves, la France en est toujours au stade expérimental. Mais les demandes de création de jardins et d'activités destinées aux résidents d'institutions de soins augmentent régulièrement.

Une formation est proposée chaque année, début avril, par Anne et Jean-Paul Ribes, dans le domaine de Chaumont-sur-Loire (Loir-et-Cher). Associant plusieurs animateurs de jardins de soin, elle permet d'apprendre à concevoir un jardin et à le faire fonctionner dans la durée.

Renseignements pour la formation 2014, qui se déroulera du 8 au 10 avril : <http://www.domaine-chaumont.fr/pdf/formations/3-AVRIL/3-jardin-sante.pdf>



Anne Girard

Des jardins pour mémoire

L'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes "Les Aurélias" est situé à Pollionnay, dans les collines, à quelques kilomètres à l'ouest de Lyon. Il existe depuis 25 ans et accueille 80 personnes⁽¹⁾.



AUX AURÉLIAS, UN JARDIN ACCESSIBLE humanise et diversifie le lieu de vie des malades et du personnel, avec également un objectif médical : offrir des occasions de stimulation de la mémoire lointaine pour compenser la dégénérescence de la mémoire immédiate.

L'espace est tout en longueur, ponctué par plusieurs arbres. Dès l'entrée, un plan présente les parcours balisés, deux moteurs et deux sensoriels. Une aire centrale avec des bancs et un dallage souple permet des exercices au sol. On a une vue magnifique sur la campagne, des chevaux paissent dans le grand pré d'à côté. "On voit des faisans, des garennes, sans compter les oiseaux qui viennent à la mangeoire."

L'accès en fauteuil est partout possible grâce à des allées pavées sans bordure en relief. Les plantes toxiques ou épineuses sont évidemment exclues.

L'arrosage est automatique et M. Chamel dit utiliser peu de pesticide, juste un peu de désherbant le long du bâtiment et sur les allées pavées... Ceci dit, "beaucoup se fait surtout à la main, et des patients m'aident parfois un moment, par exemple quand je ramasse les feuilles".

DES ACTIVITÉS SENSORIELLES ET MOTRICES

Dans chaque espace sensoriel, de petits panneaux indiquent une activité possible. Par exemple, les "dalles

de sol tactiles", faites de matériaux divers, peuvent aussi bien être touchées au petit bonheur pour stimuler des réminiscences, que servir pour des consignes de parcours ou d'équilibre.

Dans l'espace "vision", les plantes et arbustes sont groupés par couleur. Pour l'ouïe, des carillons sont installés. L'espace odorat propose évidemment des plantes aromatiques : sauge, romarin, ciboule et menthe. Le toucher n'a pas été facile à incarner, il ne fallait rien qui puisse blesser. On a choisi de placer des troncs de différentes textures.

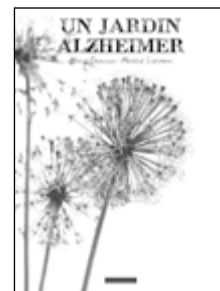
Un potager est situé dans un espace à part. Il se limite à la culture de deux bacs en bois, à bonne hauteur pour les fauteuils, comprenant l'un des fraisiers et l'autre, une succession de légumes tels que radis ou salades, qui seront consommés par les malades.

Le psychomotricien et l'ergothérapeute apprécient beaucoup les possibilités offertes par cet espace et les résultats obtenus. "En général, si un patient est agité, il suffit de le promener au jardin pour le voir se calmer..." Les familles et leur proche y trouvent des occasions d'échanges qui sont limités quand on reste en chambre ou en salle. "On est à peu près sûr que, s'il n'y avait pas de jardin, les gens viendraient moins !"

Marie-Pierre Najman ■

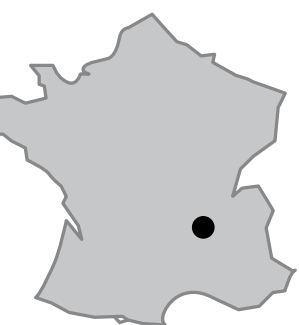
En savoir plus ?

Un jardin Alzheimer, Maryse Grousson (plasticienne certifiée en art-thérapie) et Michèle Isenmann (infirmière retraitée), éditions du Signe, 2012, 18,50 €



(1) En 2006, il a été le premier du groupe Medica à installer un jardin thérapeutique pour ses pensionnaires atteints de la maladie d'Alzheimer. Medica, société anonyme de 220 établissements, est contrôlée par plusieurs fonds d'investissement et cotée en Bourse. "Depuis plus de dix ans, Medica enregistre une croissance à deux chiffres de son activité."

➤
L'arme secrète de Claudette Coquard pour amadouer les enfants qui viennent sur sa ferme : les lapins.



Se soigner à la ferme

Dans sa ferme des monts du Lyonnais, aidée par Accueil paysan et le réseau ASTRA⁽¹⁾, Claudette propose des activités pour apporter du bien-être à des personnes en difficulté. C'est là que les animaux entrent en jeu pour nous soigner eux aussi.

DANS LA FERME DE CLAUDETTE, À quelques kilomètres de Lyon, les ânesses broutent placidement, les chevreaux donnent leur affection aux visiteurs, le taureau impressionne et le lapin reçoit des papouilles. Chez Claudette, si on a du mal à parler, on peut utiliser les pictogrammes. Ces étiquettes, qui représentent des personnages joyeux, tristes ou inquiets, des soleils, des nuages... permettent aux personnes qui ne sont pas à l'aise avec la parole d'exprimer facilement leurs émotions et leurs humeurs. Claudette les utilise pour en savoir plus sur l'état d'esprit des enfants qu'elle accueille dans sa ferme et adapter les activités à proposer. Activités qu'elle construit et améliore progressivement grâce à son expérience d'accueil social.

UN TOURNANT DANS SA VIE

Après une formation de conseillère en économie sociale et familiale et quelques années de travail dans ce domaine qui ne la satisfait pas complètement, Claudette décide de rejoindre son mari à la ferme, à Vaugneray. Elle adopte le statut de conjointe d'exploitant agricole en 1997 et s'occupe de la production de fromage de chèvre et de vache. Au bout de quelques années, au tournant 2005-2006, elle prend conscience de son envie de faire évoluer son activité. Le travail, à plein-temps, est très lourd, les ventes stagnent.

Les enfants, devenus grands, quittent la maison, et Claudette comprend qu'il est temps d'entreprendre de nouveaux projets.

C'est tout d'abord grâce à l'association *Fermes du monde* et à sa formation "Cultivons l'humain sur nos fermes" que Claudette découvre qu'il est possible d'être paysan tout en faisant de l'accueil social. L'association permet à Claudette d'aller au Burkina Faso et d'y constater le courage et le travail des paysannes, ce qui lui met le pied à l'étrier. Elle conçoit donc son projet en s'appuyant sur sa formation initiale, centrée sur le social. Après une nouvelle formation en médiation animale, elle accueille un premier enfant handicapé. L'expérience est une réussite : une éducatrice entend parler de la ferme et contacte Claudette pour lui proposer d'accueillir d'autres enfants. L'activité est alors lancée. Claudette accueille maintenant régulièrement des enfants autistes, déscolarisés ou épileptiques, mais aussi des adultes handicapés ou en réinsertion après des situations d'exclusion lourde.

ACCUEIL PAYSAN ET LE RÉSEAU ASTRA

Claudette souligne qu'elle a été beaucoup aidée dans sa démarche par l'association *Accueil paysan*⁽²⁾. Cette structure, née en 1987 pour aider les paysans à développer des activités complémentaires à l'activité agricole,

(1) Accueil social et thérapeutique en Rhône-Alpes

(2) Au sujet d'Accueil paysan, voir le reportage dans *Silence* n° 364, p. 20.



D.R.



Le contact avec les animaux apaise les visiteuses et les visiteurs.

comme l'accueil touristique ou pédagogique, a développé une branche consacrée à l'accueil paysan social, pour les publics fragiles. Il est proposé à ces personnes de rompre momentanément avec leur entourage habituel et d'aborder des activités nouvelles, en petits groupes ou individuellement. Cela leur offre l'occasion de travailler sur leur confiance en eux, leur autonomie ou tout simplement de souffler un peu, loin des difficultés quotidiennes. *Accueil paysan social* permet aux fermes et autres structures d'accueils du monde rural de se retrouver régulièrement pour échanger. La branche développe actuellement un cahier des charges pour harmoniser les conditions d'accueil. *Accueil paysan* réunit aujourd'hui plus de mille structures en France et dans le monde.

Claudette a aussi été aidée par le réseau ASTRA, qui met en relation les établissements agricoles avec les structures d'insertion comme des ESAT⁽³⁾ et des IMPro⁽⁴⁾. ASTRA a aussi pour but de renforcer les capacités d'accueil en promouvant l'activité et de faire reconnaître l'agriculture sociale et thérapeutique par les pouvoirs publics.

LES CINQ SENS ET LA MÉDIATION ANIMALE

Claudette s'appuie sur des méthodes acquises au cours de sa formation à l'Institut français de zoothérapie et sur son expérience. Une des activités principales est le soin aux animaux. Claudette explique que la médiation animale est une méthode qui se sert de la relation avec l'animal comme un outil pour apporter du bien-être et de la confiance en soi. "Les animaux ont un effet apaisant et peuvent faire s'exprimer des émotions très fortes et de la tendresse", dit-elle. Elle permet aussi aux enfants d'apprendre à réaliser des tâches en devenant progressivement autonomes. Ces tâches sont consignées sur des fiches avec textes

Le Réseau ASTRA

Le programme européen de recherche So Far (Social Farming), mené de 2006 à 2009, a permis de recenser les initiatives d'agriculture sociale et thérapeutique dans sept pays de l'Union européenne et de définir les enjeux liés à ces pratiques. A la fin du programme, la nécessité de poursuivre cette dynamique s'est fait ressentir. Ainsi a été créé ASTRA, le réseau de l'agriculture sociale et thérapeutique en Rhône-Alpes, pour développer de nouvelles voies d'accompagnement des personnes en difficulté (handicap physique ou mental, chômage de longue durée, exclusion). ASTRA met en relation les acteurs de l'accueil social et thérapeutique, propose des rencontres régulières et aide les fermes qui souhaitent débiter une activité d'accueil. Parmi les structures d'accueil, on trouve des fermes indépendantes, mais aussi des ateliers et chantiers d'insertion, des ESAT, des centres équestres... Un réseau utile, qui mériterait de se développer en dehors de la région Rhône-Alpes.

et photos ; ceux qui ne savent pas lire peuvent donc eux aussi se débrouiller. Il s'agit de nourrir les poules, brosser le lapin, se balader avec les ânesses Cannelle et Liloun. Certains enfants aiment tout simplement s'asseoir par terre au milieu des chevreaux tendres et curieux pour se laisser approcher.

Certaines activités se concentrent sur les cinq sens. Par exemple, la vue : le groupe prend place autour d'un bouquet de fleurs, en observe les formes et les couleurs puis tente de s'en souvenir les yeux fermés. L'odorat est travaillé avec la recherche de plantes parfumées autour de la

Pour aller plus loin

- Claudette Coquard
Roche Cocu
69670 Vaugneray
Tel. 04 78 45 82 75
- Fermes du monde
Stéphanie Pivetau
40, rue du Terraillet
73190 Saint-Baldoph
Tel : 04 79 60 49 15
www.fermesdumonde.fr
- Réseau ASTRA
Association Ferme de Belle-chambre
38660 Sainte-Marie-du-Mont
www.res-astra.org
- Accueil Paysan Social
9, avenue Paul-Verlaine
38100 Grenoble
Tél. 04 76 43 44 83
accueil.social@accueil-paysan.com
www.accueil-paysan.com
- Institut français de zoothérapie
Le buisson
1295, route du Mont
38620 Velanne
tel. : 06 12 47 74 11
www.institutfrancais-dezootherapie.com

(3) Etablissement ou service d'aide par le travail. Les ESAT proposent aux personnes handicapées une réinsertion par le travail dans des centres adaptés.

(4) Instituts médico-professionnels. Structures d'accueil de jeunes en situations de handicap mental



Des pictogrammes que les enfants peuvent utiliser pour décrire leurs émotions lors des ateliers animés par Claudette.

D.R.

ferme, le goût avec des dégustations... Cela leur permet de se concentrer sur le moment présent tout en favorisant la fabrication de souvenirs agréables qu'ils pourront reconvoquer dans les moments difficiles. Claudette ne se dit pas thérapeute mais elle s'inspire largement de la psychothérapie du docteur Vittoz⁽⁵⁾. Elle insiste sur l'importance de donner des outils aux enfants et aux adultes accueillis pour qu'ils deviennent autonomes dans leur recherche du mieux-être et puissent réutiliser les méthodes seuls, hors de la ferme.

"ILS REPARTENT CHANGÉS"

Les personnes viennent en groupes très restreints (pas plus de quatre personnes et un accompagnant) pour des séances de deux heures ou une demi-journée. Claudette accueille aussi des enfants individuellement pour des périodes plus longues, pendant les vacances scolaires.

Les personnes s'inscrivent toujours pour plusieurs séances ; cela permet à Claudette de travailler sur la continuité tout en l'obligeant à penser et renouveler les activités en fonction des groupes et des personnes qu'elle apprend à connaître. Elle propose le soin aux animaux, mais aussi le travail au potager, qui permet aux groupes de repartir avec un souvenir : plantes pour des infusions, bouquets...

S'ils ne se montrent pas intéressés par le travail à la ferme, Claudette trouvera d'autres activités, l'essentiel étant de passer un bon moment. La préparation des visites requiert donc beaucoup de temps, mais cet effort est récompensé par les progrès visibles des personnes accueillies : certaines s'ouvrent et s'expriment, d'autres reprennent confiance en elles quand le système scolaire les avait mises en échec... Elle cite l'exemple d'un enfant hyperactif qui a pu retrouver le sommeil et un rythme raisonnable grâce aux activités très

physiques proposées en journée (marche dans les bois avec les ânes, dans la rivière...) et aux moments de détente, en soirée.

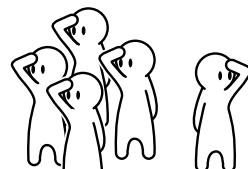
Chaque séance fait l'objet d'un bilan avec les accompagnants afin que Claudette puisse faire part de ce qu'elle a observé et de son ressenti. Quand un enfant est accueilli à la semaine, Jean-Christophe, le mari de Claudette, est aussi impliqué. Elle souligne que cette présence masculine est bénéfique pour certains enfants.

"C'ÉTAIT MON RÊVE"

Claudette travaille beaucoup et les revenus n'ont pas encore permis de rembourser les investissements pour la réhabilitation du poulailler en salle d'accueil et l'achat de matériel et d'animaux, mais elle est satisfaite et confiante quant au développement de ce type d'accueil dans le monde paysan. Ces activités mêlant travail agricole et travail social est en effet en plein essor et Claudette y participe en accueillant des stagiaires pour partager son expérience. Les semaines de Claudette sont très chargées car elle garde l'activité fromagère aux côtés de son mari. Elle n'a pour l'instant pas de salaire mais elle ne s'en plaint pas : "C'était mon rêve depuis toute petite et je l'ai réalisé".

Rebecca Bilon ■

(5) La méthode Vittoz est une psychothérapie conçue par le médecin suisse Roger Vittoz au début du XX^e siècle. Voir www.vittoz-irdc.net et www.therapie-vittoz.org



» Vélo militant

AlterTour 2014, appel à contributions !

La 7^e édition de l'AlterTour, parcours cycliste solidaire et militant, aura lieu du 14 juillet au 17 août*. Cette année, nous traverserons l'Auvergne, le Limousin et le Poitou-Charentes. Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues pour nous aider à construire le parcours. Après le Centre, la Bourgogne et la Franche-Comté en 2013, l'AlterTour, parcours cycliste autogéré qui préfère la coopération à la compétition, revient cette année vers l'ouest. Direction l'Auvergne, le Limousin et le Poitou-Charentes. L'objectif, lui, reste le même : partir à la rencontre des alternatives de société et des mouvements de résistance pacifiques qui fleurissent partout en France dans tous les domaines : agroécologie, économie sociale et solidaire, écoconstruction, énergies renouvelables, etc. Si le parcours n'est pas définitivement arrêté à ce jour, bon nombre d'alternatives ont déjà été contactées.

Parmi elles :

♦ **En Auvergne :** la Brasserie de l'Alagnon et sa filière locale labellisée Nature et Progrès, à Blesle ; l'association *Talent rural*, organisateur du festival Négawatts Lagristock, à Malvières ; la Scic *Le Centre d'ailleurs* (stages, événements culturels, restauration), à Saint-Jean-des-Ollières ;

l'écocité de la Palfichade (transmission des savoirs, agroécologie et éco-construction), à Chambon-sur-Lac ; le *Centre d'accueil de demandeurs d'asile* de Chambon-sur-Lignon ; l'association *SOS Loire Vivante*, au Puy-en-Velay...

♦ **Dans le Limousin :** *l'éco-hameau du Moulin de Busseix* ; *Chemins enchantés, chemins engagés*, festival de cinéma et de contes en pleine nature, à Sardent ; *Le battement d'ailes*, espace agroécologique et culturel, à Cornil ; la ressourcerie *Le monde allant vers* (collecte, tri, réparation, éducation à l'environnement) ; et divers collectifs installés sur le plateau de Millevaches...

♦ **En Poitou-Charentes :** la Scop *La Frénaie* (fabrication et location de yourtes, habitat écologique et animations nature), à Arçais ; *La Gibbeuse*, lieu de vie en permaculture, à Poitiers ; *Le Jardin des Verrières*, à Vasles, où un jeune paysan s'installe en agro-écologie ; la rénovation en éco-hameau d'un village abandonné, à Chalus ; *Le nombril du monde* et son festival militant de théâtre, arts de la rue et contes, à Pougne-Hérissou...



L'AlterTour vise à soutenir et à rendre visibles des collectifs engagés dans des activités ou projets de vie alternatifs.
Fil rouge de l'édition 2014 : "Travailler ? Pour Qui ? Pour Quoi ?"

Pour mettre du liant dans ce parcours aux multiples ingrédients, nous suivrons cet été ce fil rouge : "Travailler ? Pour Qui ? Pour Quoi ?"

L'équipe de l'AlterTour

*Dates à confirmer

Construisez le parcours avec nous !

Vous souhaitez participer à la construction de l'AlterTour ? Vous êtes impliqué dans des alternatives en Auvergne, Limousin ou Poitou-Charentes ? N'hésitez pas à nous contacter. Nous sommes à la recherche de bonnes adresses et de bonnes volontés pour nous aider à construire les étapes et itinéraires à vélo. Contact : altertour@gmail.com. Tél : 06.77.59.30.92 (Mathieu Fromont, coordinateur). www.altertour.net

» CHRONIQUE : Les jeux écolos

Le jeu est bien plus qu'un loisir. C'est une pratique culturelle et un territoire d'enjeux, qui en dit beaucoup sur nos modes de vie : jouer pour consommer ou pour prendre son temps ? Jouer pour mettre en échec ou pour faire ensemble ? Acheter un jeu en plastique ou fabriquer soi-même avec des matériaux naturels... Ce cahier de recettes pratiques, j'espère, vous donnera envie de jouer écolo.

Jouer avec le vent

Il n'y a rien de plus impalpable, étrange et mystérieux que le vent, partout et nulle part à la fois. Jouer avec le vent, c'est un peu s'envoler... C'est aussi s'approprier une énergie renouvelable.

Le premier jeu autour du vent consiste à regarder en l'air : les nuages, les oiseaux, les libellules, les feuilles des arbres qui s'agitent ou encore les fruits de l'érable qui tombent en tourbillonnant.

Ensuite, on peut commencer à manipuler cette matière impalpable :

- en soufflant sur une feuille de houx coincée entre deux doigts ou sur les graines du pissenlit. En réalisant un crabe de terre avec des plumes piquées dans une pomme de terre, qui s'envolera le long d'une plage.
- en faisant tourner un moulin à vent avec une feuille d'arbre ou de papier fixée par une pointe autour d'un axe.

Dans le même rayon, une petite girouette vous indiquera toujours le sens du vent, comme une manche à air.

Le vent peut aussi nous raconter une histoire sonore dans un mobile qui fera teinter des bambous ou de petites cloches.

Avec un peu plus de moyens et de patience, on peut construire un cerf volant, jeu très ancien et toujours très populaire. Selon les goûts, il en existe des modèles très différents : colorés, rustiques, sophistiqués, avec des formes originales...

Pour jouer avec le vent et l'air chaud, si vous avez l'âme d'un bricoleur ou d'une bricoleuse, vous pouvez fabriquer une lanterne volante, appelée aussi montgol-

fière (voir dernière page de *Silence* n°416, octobre 2013). Ce rituel est pratiqué depuis longtemps en Asie du Sud-Est, pour les fêtes populaires et les fêtes rituelles comme celles de la pleine lune de fin d'année.

Avec du papier de soie ou de riz (4 feuilles de 1 mètre sur 50 cm), du bambou, du fil de fer, de la colle et une mèche avec de la cire, vous pouvez fabriquer et faire décoller un ballon coloré qui s'élèvera dans le ciel. La lanterne brillera la nuit en s'envolant, dans une atmosphère magique.

Je vous conseille un jour d'aller visiter la très belle « école du vent », située à Saint-Clément en Ardèche, pour découvrir toute la magie du vent, à travers une muséographie ludique et très originale.



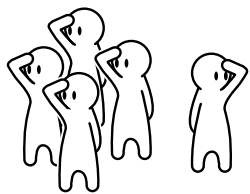
Références

- Christine Armengaud, *Jouets de plantes, Jouets des 4 éléments*, éditions Plumes de Carottes
- <http://www.lejardindekiran.com/fabriquer-une-lanterne-volante-modele-biodegradable/>
- <http://www.ecole-du-vent.com/>

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive

42 rue Hoche, 93500 Pantin,
mishelu@riseup.net



» Récompense

Le Prix Nobel alternatif pourrait être plus alternatif !

Le prix Right Livelihood, surnommé en France "Prix Nobel alternatif" a été créé en 1980 par Jakob von Uexkull, ancien eurodéputé écologiste.

Ce prix a été créé pour "récompenser des personnes ou des associations qui recherchent des solutions pratiques et exemplaires face aux défis les plus urgents de notre monde actuel".

Ce prix fait suite au refus de la fondation Nobel de créer un prix "environnement et développement humain". Il est généralement partagé entre 4 lauréats, chacun recevant une somme d'un peu plus de 50 000 €.

Quelques limites du Prix Nobel alternatif

Le prix Right Livelihood reste-t-il si alternatif que cela ?

Denis Mukwege, lauréat 2013, s'est vu remettre, le 20 novembre 2013, le prix de la Fondation Chirac, des mains de François Hollande. Il a déjà reçu de nombreux autres prix internationaux, certains forts conservateurs. Il est très visible dans les médias dominants.

Paul Walker anime l'Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW), une organisation inter-étatique qui coordonne les inspections sur les sites chimiques suspects. C'est cette même organisation qui, le 11 octobre 2013, a eu le prix Nobel de la paix officiel, deux mois après le Prix "alternatif". Une drôle de coïncidence.

Comment est-il possible que les mêmes personnes reçoivent les prix officiels et les prix alternatifs ? Est-ce un effet de focalisation des médias qui mettent tous en avant les mêmes personnes et/ou d'une évolution des animateurs du prix Right Livelihood qui cèdent à la facilité en ne cherchant pas des personnes aux démarches plus alternatives ?

La *Right Livelihood Award Foundation* critique le peu de femmes lauréates des Prix Nobel officiels. Or cette année, il n'y a que des lauréats masculins (en 1984, il y a eu 4 lauréates). Depuis le début le prix a été remis à 40 femmes... pour 141 lauréats. C'est mieux que les Prix Nobel officiels (40 femmes pour 766 lauréats officiels en 2009), mais c'est loin de la parité. La fondation affirme également chercher à équilibrer les lauréats entre pays du Nord et du Sud. Les lauréats sont actuellement issus de 60 pays — cette année, la Palestine et la Suisse reçoivent le prix pour la première fois —. Ce qui ressort surtout, c'est qu'il vaut mieux parler la langue de la domination économique — l'anglais — pour obtenir le prix. Les pays où il y a le plus de lauréats sont : les USA (14), l'Inde (11), la Grande-Bretagne (8), le Canada (6)... soit quatre pays anglophones.

Un prix stimulant, mais donc encore perfectible...

Michel Bernard

♦ **Right Livelihood Award Foundation**, PO Box 15072, 104 65 Stockholm, Suède, tél : +46 (0)8 702 03 40, www.rightlivelihood.org

Les 4 lauréats 2013 :



Shira Berge

♦ **Denis Mukwege**, 59 ans, médecin gynécologue-obstétricien congolais, dans la région du Kivu, s'est investi dans le soutien aux femmes victimes de violences sexuelles dans les conflits armés.



Henry Arvidsson

♦ **Paul Walker**, 68 ans, est un avocat des Etats-Unis qui se bat pour l'élimination des armes chimiques. Il est à l'origine de plusieurs conventions internationales sur le sujet.



Tom Knutson

♦ **Raji Sourani**, 60 ans, est un avocat palestinien, spécialiste des droits humains, animateur du Centre pour les Droits humains à Gaza.



Peter Lüthi

♦ **Hans Herren**, 67 ans, est un agronome suisse spécialiste de la lutte biologique. Il a notamment réussi à enrayer des attaques de culture de grande envergure en Afrique.

» CHRONIQUE : On passe à l'acte !

On filtre nos eaux usées avec des lombrics

"Le maire d'un village décide d'utiliser des vers de terre dans sa station d'épuration !"

Projet pilote en France, c'est à Combaillaux dans l'Hérault que la lombrifiltration est mise en place par le maire et sa commune d'environ 1500 habitants : *"Ce n'est pas parce qu'on est une petite commune qu'on ne peut pas aller de l'avant en développement durable !"*. L'ancienne station arrivant en fin de vie, le maire a préféré s'orienter, avec le soutien de la population, vers un système d'épuration plus robuste et plus naturel plutôt qu'un raccordement au système d'épuration montpelliérain. Ils ont alors eu l'idée de tester un brevet chilien, et en 1998 commencent les premières expériences en laboratoire.

Deux ans plus tard, un projet pilote est réalisé pour 100 équivalent-habitants et la station en taille réelle est lancée en 2003. La commune expérimente une station d'épuration avec deux voies parallèles de traitement des eaux usées, l'une classique et l'autre par un système de "lombrifiltre". Pour résumer, les vers de terre *"font tout le boulot"* et transforment les eaux usées en molécules de gaz et sous-produits non polluants. Cela fonctionne et c'est même économique, tant sur le plan de l'investissement que du fonctionnement !

Ainsi, le maire et sa commune arrivent à obtenir la même qualité de l'eau que par un système classique, sans avoir le problème des résidus de boues. Cela coûte environ 50 % moins cher à l'investissement et 40 % moins cher au fonctionnement. *"On a essayé les plâtres mais maintenant on a des bases scientifiques solides"*. Cette expérience unique en Europe a pour objectif de faire homologuer le procédé par l'Etat, comme technique possible de traitement des eaux par toutes les communes. Le projet est donc reconnu et la station a reçu plusieurs prix, dont le premier prix des éco-maires de France, et un classement européen dans les meilleurs projets sélectionnés par LIFE Environnement.

Aujourd'hui, il faut poursuivre l'expérimentation pour améliorer le système et encourager d'autres communes à l'utiliser. *"Il faut être tenace ! Surtout quand on amène un concept nouveau. Quand on sort du conventionnel, on doit argumenter beaucoup plus. Il faut s'acharner !"*, dit avec enthousiasme le Maire de Combaillaux.

Ingrédients

- Des partenaires financiers, techniques et scientifiques :
 - Conseil Général de l'Hérault (principal financeur de l'épuration de l'eau)
 - Communauté Européenne (CE)
- Des spécialistes de l'eau et des lombrics : INRA et Agropolis
- Un contexte favorable dans la commune

Christine pour On passe à l'acte.
www.onpassealacte.fr

♦ **Entropia**, Vs, *Le Lauzet*, 05220 Le Monétier-les-Bains, n°15, automne 2013, revue théorique et politique de la décroissance, dossier de ce numéro : l'histoire désorientée. Rappelant que l'histoire s'écrit a posteriori par les cultures dominantes, les différents auteurs présentent une critique de l'Histoire officielle dans différents secteurs : scientisme, mythe du progrès, promotion de la pensée occidentale, etc. Le choix d'un niveau de lecture universitaire particulièrement jargonnant rebute malheureusement de très nombreux lecteurs potentiels.

♦ **Lutopik**, 2, sous la côte, 25340 Fontaine-lès-Clerval. Ce nouveau magazine trimestriel présente de forts bons reportages : un dossier sur les semences, un reportage au Potager des Lentillères à Dijon, une enquête sur les réseaux bio animés par l'extrême-droite, un débat sur le revenu inconditionnel, et la parole donnée aux animateurs de *Sans remède* qui lutte contre les dérives de la psychiatrie. En fin, quelques pages BD. Le tout pour 4 €.

♦ **Revue dessinée n°2**, 109 Rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon, www.larevuedessinee.fr. Après le succès du premier numéro (2 réimpressions), le n° 2 (hiver) propose des reportages dessinés sur le trafic d'armes, Fukushima, le lobbying autour des gaz de schiste...

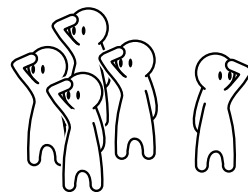
♦ **Nouveau Jour J**, 55, rue de la Hache, 54000 Nancy, tél : 03 83 30 49 38, www.nouveaunjourn.fr. Cette revue nancéenne a eu du mal à paraître après avoir été verbalisée à hauteur de 7000 € pour affichage illégal par le Grand Nancy. Mais ils ont surmonté l'obstacle et propose de nouveau les seules infos de la région à ne pas être contrôlées par le Crédit Mutuel (actionnaire de *L'Est républicain*, *Vosges Matin*, *Dernières nouvelles d'Alsace*...).

» Auvergne

Marcher pour se rencontrer



Jean-Marc Pineau, écrivain-voyageur qui avait notamment rallié Tombouctou en 2002 à pied sur les traces de René Caillié, repart pour une nouvelle aventure, locale, sur son lieu de vie. Toujours à pied, il va relier les 162 communes du Parc naturel régional du Livradois-Forez en Auvergne. Un périple d'environ 1000 kilomètres en 51 jours pour tisser des liens, susciter des rencontres et des échanges. Chacun pourra participer en l'accompagnant un bout de chemin, en l'hébergeant, en organisant la veillée ou en étant acteur de celle-ci. Une aventure ponctuée par des veillées ouvertes où tout un chacun pourra sortir de sa besace : une chanson, un conte, un numéro de jonglerie ou de magie... Jean-Marc Pineau prépare des lectures pour faire découvrir les écrivains voyageurs. Ces veillées investiront des lieux alternatifs comme des cafés associatifs, boutique de commerce équitable, librairie indépendante ou des bibliothèques. Jean-Marc Pineau se veut un colporteur d'un monde plus humain et faire écho aux initiatives



» CHRONIQUE : Bonnes nouvelles de la Terre

En partenariat avec :



Un nouveau label "écolo" pour les cantines

Lagriculture bio, c'est bien. Et les restaurants où l'on sert des mets bio, c'est très bien. La première certification vient de sortir, et plusieurs restaurants en France sont ainsi "labellisés bio".

Le premier cahier des charges dédié à la restauration collective bio pour les établissements d'enseignement, les administrations, entreprises à caractère sanitaire et social, structures d'accueil type crèches, centres de vacances, etc., vient de sortir. C'est Ecocert, l'organisme de contrôle historique de la bio qui a mis au point "En cuisine" dont les critères concernent quatre domaines : le bio, le local, le sain, le durable. Ainsi le restaurant labellisé "En Cuisine" doit proposer toute l'année un choix varié de produits bio pour réduire "l'impact des pesticides dans l'assiette", précise Ecocert. Il doit privilégier les filières courtes ce qui réduit l'empreinte carbone, créer du lien avec les producteurs locaux, être très attentif à l'équilibre nutritionnel, valoriser le "fait maison", limiter les additifs, pouvoir prouver la traçabilité des produits, informer clairement les convives.

Pour la durabilité, les gestionnaires doivent faire preuve de mesures concrètes montrant qu'ils limitent le gaspillage et l'impact environnemental (emballages, vaisselle, détergents...). Ecocert voit dans son référentiel un outil de progression et a défini trois niveaux de labellisation. Par

exemple, le niveau 1 impose de 10 à 20 % de bio au moins et un produit bio et local mensuel et pas d'OGM. Le plus exigeant impose entre autres plus de 50 % de produits bio et au moins dix ingrédients bio et locaux par mois, pas de graisses hydrogénées, des repas cuisinés sur place, des éco-détergents.

D'un coût annuel de 150 à 450 €, selon que l'établissement est en gestion concédée ou directe, la démarche suppose des contrôles annoncés ou inopinés.

Parmi les premiers établissements labellisés, les cinq restaurants municipaux scolaires de Pamiers en Ariège (niveau 3), le restaurant d'entreprise de la Banque de France à Toulouse (niveau 1) ou le restaurant du lycée Gilles Germain à Rochefort en Charente-Maritime (niveau 3).

La restauration collective est considérée comme un des leviers de développement de la bio dans les deux derniers plans bio gouvernementaux. L'arrivée de ce référentiel prouve que la sauce bio prend dans les cantines. Il permet de mesurer la progression des établissements qui de leur côté pourront valoriser et crédibiliser leur démarches.

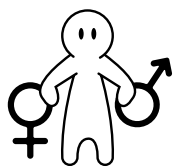
Pascale Mugler,
pour www.reporterre.net

Les niveaux de certification :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
+ bio	10 % de bio et 10 composantes par mois	30 % de bio et 30 composantes par mois	50 % de bio et 50 composantes par mois
+ local	Au moins 1 composante bio et locale de la fourche à la fourchette par mois	Au moins 4 composantes bio et locales de la fourche à la fourchette par mois	Au moins 10 composantes bio et locales de la fourche à la fourchette par mois
+ sain	Des menus clairs et contrôlés Pas d'OGM Des additifs interdits	+ Formation des cuisiniers + de consommation de fruits et légumes de saison	+ Graisses hydrogénées interdites + Céréales complètes + Repas cuisinés sur place
+ durable	Sensibilisation à l'écologie et au gaspillage	+ Lutte anti-gaspillage + Gestion globale des déchets + 1 action écologique par mois	+ Éco-détergents et vaisselle + au moins 1 nouvelle action écologique (au choix)

locales qui développent des pratiques alternatives face au monde de la consommation. Il envisage, à son retour, de réunir à la maison du parc tous les acteurs rencontrés en chemin pour se connaître, pour débattre, pour développer des synergies. Militant associatif et politique, Jean-marc Pineau est aussi un relais local de *Silence*. Départ est prévu le jour du printemps, le 20 mars depuis la maison

du Parc. Le Parc naturel régional Livradois-Forez est partenaire et les associations ABLF (association des bibliothécaires du Livradois-Forez) et RELF (Randonnée en Livradois Forez) soutiennent la démarche. Pour le contacter ou le suivre : pineau.jeanmarc@wanadoo.fr et www.parc-livradois-forez.org



femmes, hommes, etc.



Meilleur partage du congé parental

Actuellement, seuls 3 % des hommes prennent un congé parental. Mi-septembre 2013, l'IFOP a réalisé un sondage pour le compte du Ministère des Droits des Femmes concernant le congé parental. 89 % des Français sont d'accord pour dire qu'il faut mieux partager ce congé entre père et mère. 56 % estiment que les entreprises ne prennent pas en compte les hommes qui désirent prendre ce congé. Le projet de réforme prévoit une meilleure prise en compte par l'Etat à condition que le congé soit partagé entre les deux parents. Un sondage réalisé en juin 2013 indiquait toutefois que 46 % des jeunes pères et 25 % des jeunes mères ne souhaitent pas bénéficier d'un congé parental.

» Suisse

Référendum sur l'avortement

Les opposants à l'avortement rusent : plutôt que de demander son interdiction, ils ont provoqué un référendum pour demander que l'avortement soit du domaine privé... ce qui entraînerait qu'il ne soit plus remboursé par l'assurance maladie... ce qui revient à l'interdire pour les plus pauvres. Le 27 septembre 2013, le conseil fédéral a voté contre cette proposition (155 voix contre 33), le Conseil des Etats a aussi voté contre (37 voix contre 5). C'est maintenant la population qui doit se prononcer : le vote aura lieu le 9 février 2014.

» Europe orientale

Avortement sélectif

L'avortement sélectif des femmes en Asie est bien connu. Une étude réalisée en Europe montre que cette pratique touche aussi des pays plus proche de chez nous. Naturellement, on a la naissance 105 garçons pour 100 filles (la nature tient compte du fait que le sexe faible qu'est le mâle va mourir en plus grand nombre avant l'âge de la reproduction). Dans le sud du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie), le taux monte entre 110 et 117. En Albanie, il est autour de 110. Les démographes expliquent cela par le retard d'évolution de sociétés très patriarcales qui s'emparent des techniques modernes pour renforcer la domination masculine. (source : INED, 11 décembre 2013)

» Création d'entreprises

Les inégalités se transmettent

Seules 38 % des créations d'entreprises en France en 2010 ont été le fait d'une femme, selon une étude de l'Insee publiée le 30 septembre 2012. Dans le détail, les seuls secteurs où les femmes sont majoritaires sont l'enseignement, la santé, l'action sociale et le service aux ménages... là où elles sont le moins présentes : la construction, l'industrie, les transports et l'entreposage. L'étude révèle également que les femmes qui créent une entreprise le font plus tardivement que les hommes. Ceux-ci se lancent souvent après une première expérience salariale, alors que les femmes ne se lancent qu'après que les enfants du ménage aient atteint un certain âge. Autres différences : les créatrices d'entreprises sont moins passées par les grandes écoles ce qui a deux conséquences : un moindre soutien des réseaux et donc plus de difficultés à se faire connaître, et aussi un moindre soutien de la part des institutions financières donc des entreprises de plus petite taille (en moyenne 30 % de moins pour les financements).



agri-bio

Victoire contre l'identification électronique

Une des mesures prévues dans la Loi d'Avenir Agricole de la France de novembre 2013 était la "certification de la voie mâle", c'est à dire l'obligation pour les éleveurs et éleveuses d'utiliser des mâles certifiés pour la reproduction du bétail. Cela signifiait la fin de l'échange et de l'usage gratuit des animaux reproducteurs, une réduction de la diversité génétique et une standardisation des aliments, une fragilité accrue face aux maladies, des risques de consanguinité, la dépendance à des sélectionneurs privés et donc la perte d'autonomie... Suite à une mobilisation paysanne et notamment à des transhumances organisées en octobre 2013 par des organisations paysannes, cette mesure a été retirée de la loi.

Stéphane Le Foll pour l'agroécologie

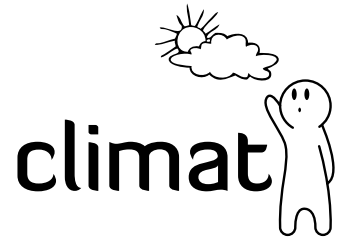
Alors que ses propositions ont été écartées au niveau des négociations de la Politique agricole commune européenne, Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, a présenté le 17 octobre 2013, un plan français pour l'agroécologie en France. Il s'agit, d'ici 2025, de favoriser le passage à l'agroécologie de la moitié des exploitations (contre 25 000 exploitations bio aujourd'hui et 2000 à 3000 qui se définissent par des démarches de qualité autres), ceci en maintenant les rendements, en augmentant les revenus et en favorisant une plus grande autonomie énergétique par le recours aux énergies renouvelables, à la valorisation de la matière organique, à la diminution des produits phytosanitaires et des engrais. Une loi devrait voir le jour début 2014 pour accompagner ce beau programme...

Patrimoine viticole en danger

Alors que son budget s'oriente de plus en plus vers les biotechnologies, l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) est en passe de détruire l'un des plus grands réservoirs de biodiversité viticole, développé depuis 1876. Le conservatoire ampélographique situé à Vassal (Hérault) comporte une collection de vignes unique au monde avec plus de 7000 cépages provenant de plus de 40 pays. Alors que les travaux de sélection ont considérablement réduit la diversité des vignes cultivées, cette réserve constitue une source de richesse pour entretenir la biodiversité viticole, faire face aux maladies du vignoble, aux changements climatiques, cultiver des cépages originaux et recherchés... Ce sont des coupes financières qui amènent l'INRA vers le choix de déménager le conservatoire en réduisant sa taille et sa diversité. On peut lui suggérer de diminuer à la place le budget consacré à développer les vignes OGM. De nombreuses associations de vignerons, sommeliers, etc. appellent l'Etat à s'engager au maintien de l'ensemble de la collection et à la création d'une fondation dédiée à son entretien. (Inf'OGM)

90 entreprises produisent les 2/3 des émissions de gaz à effet de serre

L'Institut Climate Mitigation Services, dont le siège est dans le Colorado (Etats-Unis) a publié au moment du sommet sur le climat à Varsovie, mi-novembre 2013, une étude de Richard Heede qui a essayé de répertorier l'ensemble des émissions des gaz à effet de serre depuis le début de l'ère industrielle (donc de 1751 à 2010). Résultat : les émissions sont estimées à 914 milliards de tonnes équivalent CO₂. Mais ce qui est plus impressionnant, c'est que 63 % de ces émissions proviennent de seulement 90 compagnies. En tête, Chevron à elle seule, a provoqué 3,5 % des émissions, suit ExxonMobil (3,2 %), BP (2,4%), Shell (2,1 %) ... Total arrive en 7^e position avec 0,8 %. Les seules compagnies pétrolières auraient émis 12,5 % des émissions. L'étude montre également que la moitié des émissions ont été faites après 1986, ce qui montre l'accélération de notre consommation : nous avons donc émis autant de gaz à effet de serre pendant les 25 dernières années que pendant les 235 ans précédents. (source : *Bastamag*)



Lobby allemand contre le climat

On pourrait croire que nos voisins fortement écologistes sont à la pointe du combat contre le réchauffement climatique. C'est vrai dans certains domaines, mais pas dans tous. Ainsi, dans le cadre de la bataille qui se déroule cette année au niveau de l'Union européenne pour fixer les normes d'émission de gaz des voitures pour les échéances 2020 et 2025, la position allemande est totalement inféodée au lobby automobile. Comme l'Allemagne produit des voitures de fortes puissances et donc fortement polluantes, elle se bat contre les positions italiennes et françaises où l'industrie automobile est plus prête à baisser ses émissions. Alors que les rapports scientifiques pousseraient à adopter une norme de 80 g de CO₂ au km pour 2020 et 60 g pour 2025, le Parlement européen a adopté le 24 avril 2013 une résolution proposant un objectif "moyen" de 95 g pour 2020 et entre 68 et 78 g pour 2025... c'est déjà moins bien que prévu, mais en plus cela s'accompagne de mesures dérogatoires qui rendent les propositions largement en-dessous des enjeux en cours.

» Réchauffement

Une pause avant le grand bond en avant ?

Alors que le taux de CO₂ dans l'atmosphère est toujours à la hausse, la température moyenne de l'atmosphère reste stable au niveau mondial depuis 1998. Dans son dernier rapport, de septembre 2013, les experts du GIEC mettent en avant plusieurs explications : pour le moment, une partie de la chaleur excédentaire est évacuée dans les eaux profondes des océans. Cette accumulation importante peut être réversible sans que l'on soit capable d'en prévoir la date. Autre explication : le Soleil a une activité moindre et nous chauffe moins selon un cycle qui semble être en train de s'inverser (depuis 2011). Enfin, à un moindre niveau, les éruptions volcaniques ont été nombreuses ces dernières années, provoquant une voile de poussières qui freine un peu le rayonnement solaire. Mais les experts sont quasi-unanimes : cela peut durer quelques années, mais cela n'infirme en rien l'évolution vers une hausse générale de la température.

Printemps précoce

En s'appuyant sur les dates de floraisons d'un certain nombre de plantes, des chercheurs des Etats-Unis ont montré que

le printemps arrivait trois jours plus tôt aujourd'hui qu'il y a trente ans... avec une tendance à l'accélération : si on continue comme cela, le décalage en Amérique du Nord pourrait atteindre un mois en 2100.



CLIMAT: INONDATIONS ET CANICULES VONT SE MULTIPLIER EN EUROPE



Presque plus personne ne doute du réchauffement climatique

Une méta-étude australienne a comptabilisé les publications scientifiques concernant le changement climatique en cours : seules 0,6 % des études réfutent la notion du réchauffement.



» Pays Basque

Les "masques blancs" pour une pollutaxe

Prenant radicalement le contre-pied des "bonnets rouges" bretons, des activistes ont réalisé une action, le 13 décembre 2013, pour réclamer la taxation des transports routiers, au nom de l'intérêt collectif. Ils ont déployé une banderole réclamant moins de camions et plus de trains grâce à une pollutaxe, au-dessus de l'autoroute près de Biarritz. Equipés de masques blancs signifiant l'asphyxie, les membres du collectif dénonçaient le renoncement du gouvernement aux "recettes de l'écotaxe payées par les entreprises routières au moment même où il va augmenter la TVA des transports publics à 10 % (contre 5,5 % en 2011)." Pour Txetx Etcheverry, de Bizil, il s'agit là "d'une double peine pour les secteurs les plus pauvres de la population, qui se déplacent en transports collectifs, et qui devront en outre continuer à payer avec leurs impôts l'entretien des routes abîmées par les poids lourds. Le gouvernement recule devant les lobbies routiers et la FNSEA". Pour Jérôme Teillary, cheminot, le fret SNCF de la côte basque a perdu deux tiers de ses emplois ces dix dernières années. "La pollutaxe doit faire payer aux camions l'usage de la route comme le train paie aujourd'hui un péage pour le rail, sinon la concurrence est faussée entre ces deux modes de transports de marchandises. Elle servira en outre à financer les alternatives de types rail, fret maritime ou fluvial, créant ainsi des emplois de proximité, non délocalisables. Il faut reconverter les chauffeurs routiers en cheminots, et non l'inverse comme aujourd'hui !".

A la suite de cela, le Collectif Pays Basque pour la pollutaxe propose une action facile à reproduire partout : poser des masques blancs antipollution sur des statues dans l'espace public, accompagnés d'un écriteau "Pollueur = payeur. Oui à la pollutaxe !", et envoyer la photo sur <https://www.facebook.com/PollutaxeMaintenant>.



Ecotaxe reportée

A la veille d'une nouvelle manifestation des Bonnets rouges en Bretagne (voir article dans *Silence* n°419), le gouvernement a annoncé le 29 novembre 2013, le report de cette mesure d'un an. Un recul évidemment dénoncé par les associations écologistes, estimant que le gouvernement cède à une minorité au détriment de l'intérêt de tous.

Réduire la vitesse sur la route

Plusieurs associations mènent campagne pour demander que l'on descende à 80 km/h la vitesse autorisée sur les routes et 120 km/h sur les autoroutes. Si l'on a diminué de près de 40 % le nombre de morts sur les routes depuis 2002, c'est principalement parce que la vitesse moyenne de déplacement a baissé de 10 km/h. Baisser encore de 10 km/h permettrait sans doute de descendre à moins de 2000 morts par an, mais ferait également baisser la consommation de pétrole du pays de 2 % et la pollution atmosphérique d'autant.

Le 8 mars 2011, l'Espagne avait diminué de 120 à 110 km/h la vitesse sur ses autoroutes, visant en premier la baisse de la consommation énergétique. Une mesure qui n'a pas résisté aux pressions du lobby des automobilistes : le 28 juin 2011, le gouvernement a annulé cette mesure au prétexte que cela n'avait pas eu les effets escomptés. Le gouvernement français a fait savoir son intérêt pour baisser la vitesse... mais résistera-t-il aux pressions des associations d'automobilistes ?

» Forêts tropicales

La déforestation se poursuit



Le panda roux, une des nombreuses espèces en péril d'extinction à cause de la déforestation dans le sud-est asiatique.

recensé plus de trente méthodes utilisées pour abattre illégalement des arbres et pour ensuite blanchir le bois. Le rapport estime que ce marché noir du bois tropical rapporte entre 30 et 100 milliards de dollars par an.

Rappelons que quel que soit le label et sa charte éthique, il ne garantit au mieux que la plantation de nouveaux arbres à la place de ceux exploités. Or un bois (arbres plantés) ne remplace jamais une forêt (arbres ayant poussé spontanément), la biodiversité initiale est toujours perdue. Le plus "éthique" consiste bien à ne pas utiliser de bois tropicaux et de forêts primaires.

» Lyon-Turin

Agression sexuelle



La photo a fait le tour du monde. Une jeune fille embrassant la visière d'un policier lors d'une manifestation contre le Lyon-Turin, le 16 novembre 2013. Le 16 décembre 2013, un syndicat de police a porté plainte pour "agression à caractère sexuel". Allons-y carrément, c'est même une "atteinte à la sûreté de l'Etat" !

Pêche et chalutage profond

Malgré une pétition-Bande dessinée à succès sur internet, signée par plus de 700 000 personnes, le Parlement européen a rejeté, du fait d'une forte opposition des élus français, le 10 décembre 2013, un projet prévoyant l'interdiction du chalutage profond.

Cette technique de pêche, dénoncée par la BD de Pénélope Bagieu, consiste à racler les fonds marins pour aller y chercher quelques variétés de poissons comestibles. Cette méthode détruit l'ensemble des écosystèmes (corail, autres espèces de poissons) pour une rentabilité qui n'est assurée que par les subventions européennes.

Le lendemain du vote du Parlement européen, le principal armateur de ce secteur, la Scopêche, filiale d'Intermarché, mise en accusation dans la BD, annonçait son intention de réorienter son activité dans un délai de cinq ans. Casino et Carrefour annonçaient l'arrêt de la vente de poissons de grande profondeur.

Les associations écologistes ont dénoncé le manque de courage des politiques qui, en ne décidant rien, laissent de fait cinq ans aux industriels pour poursuivre cette pratique désastreuse.



» Tarn

Résistance au barrage de Sivens

Le barrage en projet dans la forêt de Sivens, dans le nord-ouest du Tarn, provoquerait la destruction de la zone humide du Testet, réservoir de biodiversité et corridor écologique clé du département. Un collectif citoyen lutte depuis 2011 contre sa construction, par la mobilisation et les recours juridiques, et des opposants occupent les lieux de manière non-violente. Ils dénoncent la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) alliée au Conseil Général du Tarn qui finance le projet, ainsi que le rôle du syndicat agricole FNSEA qui soutient un modèle d'agriculture intensive irriguée (maïs) réclamant ce barrage pour une poignée de gros exploitants. Cette retenue d'eau permettrait enfin à l'Etat de soutenir le débit minimum de la Garonne pour éviter les effets des sécheresses estivales sur la centrale nucléaire de Golfech, qui pourraient provoquer des perturbations dans son fonctionnement. *Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet, Saint-Etienne de Vionan, 81310 Lisle-sur-Tarn, www.collectif-testet.org.*



Animation Découverte de la zone humide du Testet en mai 2013. Observations naturalistes avec l'Office pour les insectes et leur environnement (OPIE) et l'association Lisle Environnement.

» Corse

Baisse de l'usage des sacs en plastique

En 2003, l'assemblée territoriale corse décidait d'interdire les sacs en plastique sur l'île. Dix ans après, le pari n'est pas totalement gagné, mais la quantité de sacs a quand même été divisée par 20. Pendant ce temps, dans l'Hexagone, on est passé de 17 milliards de sacs en 1990 à 3 milliards aujourd'hui, soit une division par 6. Les Corses montrent qu'il est possible de faire mieux.

» Notre-Dame-des-Landes

Manifestation à Nantes le 22 février

Faut-il se préparer pour bloquer les déplacements d'animaux protégés ? Le 28 novembre 2013, se terminaient les consultations sur la destruction ou le déplacement des espèces protégées. Le Préfet de Loire-Atlantique a annoncé le 16 décembre 2013, que les derniers arrêtés à prendre seraient promulgués dans les derniers jours de l'année ou tout début 2014. Les travaux du nouvel aéroport pourraient être lancés "début 2014" après épuisement des recours juridiques (il reste 5 jugements en attente sur 52 recours). Le préfet ose même annoncer que l'aéroport fonctionnera en 2019. Les journalistes du *Figaro* n'ont manifestement pas vérifié leurs informations, le quotidien titrant le 15 décembre 2013 : "Les travaux démarrent malgré la contestation du projet".

Les opposants avaient obtenu un moratoire à l'automne 2012 après des semaines d'affrontement sur le terrain. Le préfet semble vouloir annoncer la fin de ce moratoire. Il y a une raison à cela : l'évacuation des animaux protégés ne peut avoir lieu qu'au printemps. Si on laisse passer le printemps, on reporte les travaux d'un an.

Mais ce printemps, ce sont aussi les élections municipales (23 et 30 mars 2014). De nouveaux affrontements à cette période risquent de fortement influencer le résultat des élections à Nantes et dans les environs. Si les opposants au projet d'aéroport (écologistes, Modem, Front de gauche) sont en position de force pour empêcher une majorité des socialistes, il est possible que le projet tourne court. Mais si le PS peut avoir une majorité seule, notamment à la mairie de Nantes, on peut s'attendre à une amplification des hostilités. Cela fait que les élus EELV ont publié un communiqué, le même jour, en réaction estimant que cela ne relève que de la communication, alors que dans la réalité, le dossier est toujours bloqué.

Le 14 décembre 2013, des milliers d'arbres fruitiers ont été plantés en travers des projets de routes et de pistes d'atterrissage et un appel a été lancé pour une nouvelle manifestation à Nantes, le 22 février 2014, un mois avant les élections. (infos : <https://zad.nadir.org> ou acipa.free.fr)



environnement

Incinérateurs, tout feu tout flammes

Le 2 novembre 2013, l'usine de traitement bio-mécanique qui jouxte l'incinérateur de Fos-sur-Mer, d'une capacité de 110 000 tonnes par an, a été victime d'un violent incendie. Cette usine est censée récupérer les déchets organiques compostables, mais produit un compost fortement pollué par les métaux lourds dont l'épandage est ensuite un problème. Le maire de Fos-sur-Mer, opposant au projet, qui s'est vu imposer l'usine par Marseille-métropole a rappelé que ce genre d'usine est le résultat d'un refus de partager entre petites communes et qu'une collecte sélective des déchets organiques permettrait d'avoir à l'arrivée du compost de qualité.

Un incendie s'est également déclaré le 24 août 2013 dans la fosse de réception des ordures de l'incinérateur de Varenne-Jarcy (Essonne). Cet incinérateur comprend également une partie pour le traitement bio-mécanique qui depuis le début du fonctionnement en 2002, a montré son insuffisance : la méthanisation ne fonctionne pas bien, le compost est de mauvaise qualité, la production de méthane est modeste.

Le 12 novembre 2013, c'est l'incinérateur de Rillieux (nord de Lyon) qui a connu un incendie. L'explosion d'une bouteille d'acétylène a mis le feu à une partie de l'installation, détruisant notamment une cheminée d'évacuation, laquelle contient des filtres qui pour l'occasion ont relâché leurs produits toxiques dans l'atmosphère.

Déchets

♦ **373 kg par habitant**, c'est la quantité de déchets collectés en France en 2012. C'est en légère baisse : le maximum a été atteint en 2005 avec 396 kg... soit une baisse de 23 kg en 7 ans. Cela va donc dans le bon sens, mais il en reste encore 37,8 millions de tonnes. (*Chiffre clés des déchets*, ADEME 2012)

♦ **Vers le zéro déchet ?** Certaines collectivités prennent la question de la réduction des déchets au sérieux. Ainsi, dans la province basque espagnole de Gipuzkoa (88 communes, 710 000 habitants), la quantité de déchets collectés a baissé de 70 % en cinq ans. Dans les immeubles, nombreux dans la région, une action efficace a été de placer dans l'entrée des poubelles individuelles pour la collecte des déchets compostables : 88 % de ces déchets sont ainsi effectivement collectés.

La ville de Capannori, en Italie (43 000 habitants, près de Lucques en Toscane) a déjà baissé sa quantité de déchets ménagers de 82 % en cinq ans.

Ces deux collectivités font partie du réseau Zero Waste (www.zerowasteurope.eu) qui vise à supprimer totalement les déchets ménagers d'ici 2020.

♦ **Déchets électroniques.** Signe de l'obsolescence accélérée de nos gadgets électroniques, la quantité de déchets électroniques qui seront collectés en 2017 devrait être en hausse de 33 % par rapport à 2012 selon un rapport publié par l'ONU le 14 décembre 2013.



santé

» Ondes électromagnétiques

Promouvoir des zones blanches

Les personnes électrohypersensibles (EHS) souffrent physiquement de l'exposition aux ondes électromagnétiques (antennes-relais, wifi...) qui baignent notre environnement quotidien. Certaines revendiquent la création de zones blanches non couvertes par les réseaux sans fil, où les personnes EHS pourraient venir se réfugier.

A Pailharès, en Ardèche, les travaux d'installation d'une antenne relais ont commencé à l'automne 2013. C'est au même moment que s'est créée l'association *Le Rayon Vert* pour tenter de bloquer ce projet dans une zone qui était jusque là très faiblement couverte par les ondes électromagnétiques, et où une personne électrohypersensible était venue se réfugier.

Le Rayon Vert se bat également pour la reconnaissance de la nécessité de zones blanches exemptes d'ondes électromagnétiques et pour sensibiliser à ce problème, à travers des réunions publiques et des actions juridiques notamment.

Le lieu-dit Dourbon, sur la commune de Saint-Julien-en-Beauchêne (128 habitants, 2 au km²), dans les Hautes-Alpes pourrait devenir une zone blanche expérimentale. Un refuge pour l'accueil et le suivi médical est à l'étude, sous l'impulsion notamment des associations *Une terre pour les EHS*, *Criirem*, et de la députée européenne EELV Michèle Rivasi. Mais le nécessaire soutien de l'Etat à ce projet n'est pas acquis, tant il reviendrait à admettre le problème sanitaire posé par les ondes électromagnétiques.

• *Le Rayon Vert* : lerayonvert@outlook.fr

• *Une terre pour les EHS*, tél. : 04 75 21 29 78, <http://unetterepourlesehs.blogspot.com>.



Saint-Julien-en-Beauchêne, quartier de la Rochette

Vaccin Gardasil et scléroses en plaques

Le vaccin Gardasil est commercialisé depuis 2006 par Sanofi comme vaccin préventif contre le cancer du col de l'utérus. Ce vaccin est conseillé et utilisé depuis 2010 sur les jeunes filles, au moment de la puberté. Or plusieurs de ces jeunes filles ont aujourd'hui une sclérose en plaques, maladie très invalidante qui ne se déclare généralement pas sur des personnes si jeunes. Plusieurs d'entre elles ont porté plainte contre la firme. Donc encore un vaccin d'ont il faut se méfier.

Tablettes, smartphones et bactéries

Le mensuel britannique de défense des consommateurs *Which* ? a fait une étude sur la présence de bactéries sur les tablettes tactiles et les smartphones. En moyenne, on trouve 7 fois plus de bactéries sur un smartphone que sur une cuvette de W.C... et 30 fois plus sur une tablette tactile ! (note du claviste : je n'ose imaginer ce qui traîne sur mon clavier d'ordinateur conçu pour être innettoiyable)



OGM

» Corruption scientifique

Sur les OGM, la vérité s'achète ?

Dans *Silence* n°419, p. 32, nous informons qu'un membre du lobby OGM et ancien de Monsanto venait de rentrer comme rédacteur en chef associé dans la revue *Food and chemical technology*, après que celle-ci eut publié l'étude critique sur les OGM de l'équipe du professeur Séralini. Nous étions encore bien naïfs d'estimer que Monsanto aurait intérêt à ce qu'une telle affaire "ne se répète pas". En réalité, la revue a carrément demandé le retrait de l'étude qu'elle avait elle-même publié ! Le rédacteur en chef précise que cette étude ne contient ni fraude, ni données incorrectes, ni mauvaises interprétations, et il utilise des arguments fallacieux donnés à l'époque par Monsanto et réfutés par de nombreux scientifiques. Le Criigen (Centre de recherche et d'information indépendante sur le génie génétique) envisage de porter plainte et les scientifiques se mobilisent sur internet pour dénoncer ce retrait.

Université de Caen, CRIIGEN, Laboratoire de Biochimie, IBFA, Esplanade de la Paix, 14032 Caen Cedex, Tél. : 02 31 56 56 84, www.criigen.org.

» Argentine

Militante anti-OGM en danger

L'Argentine connaît une montée importante de l'usage des pesticides après l'échec du développement du soja et du coton Monsanto. Ces plantes OGM devaient repousser les insectes prédateurs ; non seulement cela n'a pas marché, mais les insectes sont plus résistants qu'avant.

On est passé de 34 millions de litres de pesticides en 1990 à 310 millions en 2012. Conséquences : les anomalies génétiques chez les enfants ont été multipliées par quatre en dix ans dans les grandes régions agricoles, et les taux de cancers montent rapidement. Des enseignants

de Concepcion del Uruguay (province d'Entre Rios) ont dénoncé des épandages de pesticides à moins de 50 m de leur école, pendant les heures de cours. Monsanto se dédouane en disant que la firme n'est pas responsable des mauvais usages des pesticides et qu'eux respectent les lois.

Sofia Gatica, enseignante, se bat depuis des années contre Monsanto, depuis qu'elle a perdu sa fille, victime d'une malformation congénitale rare. Après enquête dans son quartier, elle découvre que de nombreuses familles y sont affectées de problèmes de santé anormaux. Le



Sofia Gatica

taux de cancer y est quarante-trois fois supérieur à la moyenne nationale. Or le quartier est entouré de champs de cultures transgéniques arrosées plusieurs fois par an du pesticide Roundup de Monsanto. Alors qu'une première condamnation judiciaire a été obtenue en 2012

contre les responsables des pulvérisations suite à une étude dans son quartier montrant que huit enfants sur dix avaient des pesticides dans le sang, Sofia Gatica a été menacée de mort puis violemment agressée dans la rue en novembre 2013. Quand la justice ne les soutient plus, les multinationales de la mort sortent les dents.

Une bombe nucléaire sur Lyon ?

En février 2014, une conférence internationale sur les "conséquences humanitaires catastrophiques d'une frappe nucléaire" se réunit au Mexique. C'est la suite de la conférence d'Oslo de mars 2013. En France, une étude a été menée pour mettre en évidence l'impossibilité d'apporter une réponse de secours lors d'une frappe nucléaire. Elle sera présentée au Mexique.

Le cas étudié est celui d'une bombe qui explose au-dessus de Lyon. Une bombe de 150 kT (150 kilotonnes soit 150 000 tonnes de TNT, le trinitrotoluène, l'explosif de référence). C'est la puissance de l'une des 96 bombes françaises dans un de ses sous-marins, des bombes en "état d'alerte", prêtes à partir en permanence.

Avec une explosion à 800 mètres d'altitude, l'effet est maximum au sol. La boule de chaleur fait plusieurs dizaines de millions de degrés, et en moins d'une seconde, atteint une dimension de 1 km. La boule de feu a une température en surface de 5000°C, c'est la température de la surface du soleil. Une onde de choc s'en dégage. Et un flux de neutrons et de rayons gamma.

Sur la ville de Lyon la chaleur vaporise tout sur un diamètre de 2 km. Sur un diamètre de 10 km les immeubles sont détruits ou endommagés, l'incendie est en continu sur une grande partie de la surface, les brûlures des habitants sont au 2^e degré, le taux de mortalité atteint environ 50 %, tous sont blessés. Le flux de neutrons et de rayons gamma pourra avoir des conséquences sur la santé de ceux qui échapperont à l'onde de chaleur et à l'onde de choc. Le bilan immédiat est d'environ 200 000 morts et 200 000 blessés.

Par sa population, Lyon est la troisième ville de France, avec près de 500 000 habitants. La région urbaine de Lyon compte 3 millions d'habitants. Toute la région lyonnaise est directement concernée par l'explosion. Tous les réseaux, électrique, téléphonique, gaz et eaux sont détruits, les routes sont toutes inutilisables,



jonchées de débris. Le réseau électrique a disjoncté dans toute la région Rhône-Alpes, les réacteurs nucléaires et les installations chimiques, les stockages de gaz et de pétrole, le centre de virus P4 de Lyon sont en rupture de maintenance. Les hôpitaux sont tous rendus inutilisables. Les services de pompiers et de police sont détruits. Les "accidents secondaires" peuvent être très nombreux.

La panique est totale, les rescapés essaient de retrouver les membres de leur famille et cherchent à fuir. Il n'y a plus aucun moyen de communication, ni téléphone, ni radio, ni télévision. Le réseau routier est totalement paralysé. Les secours de Grenoble et de Genève ne peuvent même pas accéder à la zone. Les personnes compétentes pour les installations à risques ont souvent disparu.

Dans le rapport qui sera présenté à Mexico, les suites de l'explosion montreront que la situation est ingérable pour longtemps. Le nuage du champignon atomique monte à 6000 m et la pollution radioactive va atteindre Genève dans la journée. Par vent plein Nord, c'est toute la vallée du Rhône qui peut être concernée.

La Croix-Rouge internationale présente à la conférence du Mexique compte à nouveau tirer la sonnette d'alarme. Il faut éliminer les armes nucléaires avant qu'elles ne nous éliminent.

Dominique Lalanne
Physicien nucléaire retraité,
co-président de Armes nucléaires STOP
do.lalanne@wanadoo.fr

» Armes nucléaires

Le débat n'a pas eu lieu

Lors de la discussion du budget 2014, fin novembre 2013, interrogé par le groupe UDI qui a proposé de supprimer la dissuasion nucléaire aéroportée pour ne conserver que les sous-marins nucléaires, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a stoppé le débat en affirmant : "Nous avons supprimé la composante sol-sol - les missiles mégatonniques du plateau d'Albion et les missiles de courte portée - ; nous avons, de notre propre chef, considérablement réduit le nombre de nos vecteurs et de nos têtes ; nous avons fermé nos installations de production de matières fissiles ; nous avons démantelé notre site d'essais nucléaires". Mais ces mesures ont été prises sous les trois précédents présidents de la République, pas sous la présidence de François Hollande. Dans un article du *Point*, du 1^{er} décembre 2013, Jean Guisnel rappelle qu'en Grande-Bretagne, un vaste débat a eu lieu à la Chambre des communes en 2006, puis de nouveau cette année, sur la poursuite ou non du programme de sous-marins Trident. Aux Etats-Unis aussi, le débat a lieu : le Pentagone a publié trois rapports sur des débats sur le sujet, le dernier en 2010. En France, on a l'impression que nos élus sont considérés comme trop incompétents pour pouvoir débattre de ce sujet, officiellement domaine réservé du Président de la République, en fait celui de l'Etat-major de l'armée.

L'armée ne paie pas pour l'arrêt des essais nucléaires

En 1995, Jacques Chirac suspend les essais nucléaires. Cela a comme conséquence qu'un certain nombre d'installations liées à cette activité ne servent plus à rien et doivent être démantelées. C'est le CEA qui gère ce chantier, principalement sur le site de Marcoule (Gard). Le CEA a ainsi dépensé de 2002 à 2011, de l'ordre de 4 milliards d'euros et estime avoir encore besoin de 6,17 milliards d'ici 2030 (soit 35 ans pour arrêter des installations radioactives). Le CEA dépend du ministère de la défense donc on peut penser que c'est sur le budget de ce ministère que l'argent est pris. Pas du tout, révèle le journal *Les Echos* du 13 novembre 2013 : ceci fait l'objet d'un programme pris sur le budget du Ministère de l'Ecologie ! C'est ainsi que l'on peut nous dire que l'armée nucléaire ne coûte pas très cher pour l'armée !



Un tricot rose pour recouvrir une arme de guerre indécente

Massacrer un peuple n'est pas un commerce

Le 16 décembre 2013, des militants du collectif *Stop Armes* ont envahi les locaux du groupe Safran/Sagem à Boulogne-Billancourt. Aucun responsable n'a voulu entamer le dialogue avec eux. Ils dénoncent particulièrement la présence de ce groupe d'armement en Russie et la création d'une entité commune sous législation russe avec l'entreprise Rosoboronexport, qui livre des armes au régime de Bachar-el-Assad en Syrie. Une manière habile de contourner l'obligation de demander l'autorisation au gouvernement français pour toute vente d'armes à un pays tiers ? Le collectif demande que le gouvernement français suspende tous les contrats de coopération militaire avec la Russie tant que ce pays soutient l'armée syrienne.

Tricoter pour la paix

Aux Etats-Unis, le mouvement "Yarn bombing" (tricot-graffiti) a été lancé par l'artiste Magda Sayeg en 2005, à Houston. L'idée a été reprise en Grande-Bretagne sous le nom de "Knit the City" (Tricote la ville). Certains, surtout des femmes, ont alors repris l'idée d'utiliser le tricot considéré comme plus doux que la peinture du street-art. Certain-e-s font des œuvres purement esthétiques, mais une partie des activistes essaient de faire passer un message politique : tricoter pour la paix, et parler de "guérilla du crochet". Dans tous les cas, cela permet de mettre de la couleur dans la ville.



nucléaire

» Fukushima

Une nouvelle loi va freiner les risques de fuites... dans les médias.

♦ **26 novembre**, le gouvernement japonais adopte une nouvelle loi prévoyant une peine allant jusqu'à 10 ans de prison pour un fonctionnaire qui rendrait public un document classé secret et jusqu'à 5 ans pour un journaliste qui chercherait à l'obtenir.

♦ **28 novembre**, des chercheurs français du CEA-CNRS alertent sur le fait qu'autour des 20 km, il y a des zones qui dépassent la limite de 20 mSv/an. Il s'agit de lieux où la pluie concentre la radioactivité par lessivage des sols.

♦ **3 décembre**, TEPCO propose au gouvernement d'investir dans des projets à l'étranger pour tenter de faire des profits qui lui permettraient de rembourser un peu ce qu'il doit au Japon.

♦ **5 décembre**, 1000^e jour après le début de la catastrophe. Le gouvernement adopte une loi stipulant que l'indemnisation des réfugiés sera étendue sur une période de 10 ans, et non plus de 3 ans comme auparavant.

♦ **5 décembre**, TEPCO annonce que la piscine commune n'est pas assez grande pour stocker l'ensemble des barres de combustibles provenant des 4 réacteurs accidentés.

♦ **6 décembre**, un taux record de radioactivité a été mesuré par TEPCO près d'une cheminée d'évacuation située entre les réacteurs accidentés 1 et 2 : plus de 25 Sieverts/heure. Une personne exposée à une telle dose meurt en 20 minutes.

♦ **8 décembre**, des scientifiques canadiens estiment que les quantités de césium 137 qui se sont échappées des réacteurs de Fukushima atteignent déjà presque le double de ce qui a été relâché à Tchernobyl.

♦ **9 décembre**, pour rassurer les gens, le gouvernement annonce que 540 kg de riz provenant de la région de Fukushima vont être servis dans les cantines des fonctionnaires des ministères.

♦ **10 décembre**, TEPCO annonce avoir fini un 3^e convoi depuis la piscine du réacteur n°4 et a donc évacué 66 assemblages sur 1533.

♦ **11 décembre**, le gouvernement a prévu 700 millions d'euros dans le budget 2014 pour acheter des terrains pour le stockage des déchets radioactifs.



Zone d'arrivée du poisson au port d'Iwaki, préfecture de Fukushima. Tout est vide et les pêcheurs sont ruinés

♦ **12 décembre**, Toshiba et ses 17 sous-traitants se font rabrouer par l'inspection du travail : quand les ouvriers voyaient leur dosimètre sonner l'alarme, ils se contentaient d'en changer !

♦ **12 décembre**, TEPCO annonce pouvoir assurer le recrutement de nouveaux salariés au moins jusqu'à fin 2015, mais craint ensuite de manquer de personnel. Il lui faut en trouver pour au moins 40 ans.

♦ **13 décembre**, à Miyakoji, à moins de 20 km de la centrale, le retour est autorisé. Seule une trentaine de familles sur 117 ont fait le choix de revenir : les personnes âgées. Problème : n'étant plus en zone évacuée, les familles qui ne rentrent pas verront leurs indemnités stoppées dans un an. Un moyen de chantage.

♦ **13 décembre**, la loi sur le secret d'Etat est promulguée.

♦ **14 décembre**, le gouvernement avait annoncé que le budget des indemnisations pour les personnes évacuées serait limité à 5000 milliards de yens (36 milliards d'euros), mais cette somme est déjà presque dépensée et il annonce une nouvelle limite à 9000 milliards de yens (65 milliards d'euros).

♦ **17 décembre**, TEPCO reconnaît que l'usine de décontamination de l'eau ne devrait pas être fonctionnelle avant deux ou trois ans.

♦ **17 décembre**, le gouvernement publie un nouveau nombre de décès liés à l'accident nucléaire : 1605 au 30 novembre 2013. Cela inclut les personnes mortes pendant l'évacuation, les suicidés, mais pour le moment aucun travailleur du site ou malade d'un cancer.

Une version plus détaillée de cette chronologie se trouve sur notre site www.revuesilence.net

EPR

♦ **Finlande : 7 ans de retard.** Le réacteur EPR construit par Areva à Olkiluoto, en Finlande, devait fonctionner à partir de 2009. Son démarrage est maintenant annoncé pour 2016. A moins que d'ici là, les recours juridiques bloquent tout : TVO, Areva et Siemens se faisant des procès mutuels pour savoir qui va payer le doublement du prix du réacteur et le manque à gagner provoqué par le retard.



♦ **Politique absurde.** Pourquoi EDF cherche-t-il à vendre des EPR à l'étranger ? Le prix annoncé de l'EPR de Flamanville met en effet le prix du kWh bien au-dessus du prix des autres réacteurs nucléaires, au-dessus du prix des éoliennes terrestres et le prix annoncé pour la vente de deux réacteurs en Grande-Bretagne prévoit encore une hausse des coûts... alors que les prix des kWh éolien et solaire sont en baisse rapide. Commercialement, cela n'a aucun sens !

♦ **France : incidents à répétition.** Le Canard enchaîné du 20 novembre 2013 a révélé

que l'installation du dôme du réacteur de Flamanville ne s'est passée sans mal : des pièces de métal se sont détachées et sont tombées sur le couvercle du réacteur, heureusement sans blesser personne. L'ASN est venu inspecter le 16 octobre et a dénoncé la présence de matériel défectueux (43 défauts relevés). Le 13 décembre 2013, le Ministère du travail a sommé EDF d'arrêter le chantier : deux treuils installés pour soulever des charges pesant jusqu'à 500 tonnes peuvent se percuter, ne disposent pas d'arrêt d'urgence et leur mode d'emploi est uniquement en anglais.

» Bure

Nouvelle manipulation pour les débats

La commission nationale du débat public (CNDP) n'ayant pas réussi à organiser de débat public, elle a annoncé le 13 décembre 2013, une nouvelle astuce pour essayer de répondre aux obligations de la loi : elle va organiser une "conférence de citoyens" en invitant une vingtaine de citoyens à s'exprimer. Ces 20 personnes "naïves" seront choisies en-dehors des pro et anti-nucléaires (8 de Meuse, 8 de Haute-Marne, 4 d'ailleurs). Mais comme elles ne connaîtront rien à la question, elles devront d'abord suivre une formation de deux week-ends qui sera selon la CNDP "contradictoire et équilibrée". Le tout permettra de justifier qu'un débat a bien eu lieu, avant la date prévue de remise du rapport, le 15 février 2014. Former des "naïfs" à la problématique du nucléaire en 4 jours, un défi qui fait sourire — jaune — tout enseignant de physique ! Ce processus manipulateur honteux est organisé avec la bénédiction d'EELV puisque la vice-présidence de la CNDP est assurée par Jacques Archimbaud, d'EELV.

Photopiles

♦ **Le photovoltaïque au niveau de prix du nucléaire.** Le parc photovoltaïque de Rion-des-Landes raccordé au réseau le 9 décembre 2013 (35 000 panneaux pour une puissance de 10,5 MW, 9 hectares) vend son électricité au prix de 11,08 centimes le kWh. Ce prix est similaire à celui annoncé pour l'EPR de Flamanville. A noter que le parc photovoltaïque a été construit en moins de trois ans alors que l'EPR lui ne fonctionne toujours pas après dix ans de chantier.

♦ **Menaces sur les terres agricoles.** Le record de surface occupée par des photopiles est pour le moment la centrale de Toul-Rosières (Meurthe-et-Moselle) installée sur une ancienne base militaire aérienne. Elle est mise en route progressivement par EDF et occupera à terme 367 hectares. Chaque tranche de 12 MWc est vendue à des sociétés privées. Avec une puissance de 115 MW, c'est actuellement la 3^e plus grande au monde (après une centrale de 214 MW en Inde et une de 200 MW en Chine). Elle produira à terme 139 GWh par an. La deuxième plus grande centrale en France est celle de Losse dans le Gers (Landes) qui a nécessité le déboisement de 317 hectares. 872 300 panneaux fournissent depuis 2011 une production annuelle de 84 GWh. Elle appartient à EDF. Rappelons qu'il existe suffisamment de toits en France pour mettre les photopiles sur des constructions existantes sans avoir à artificialiser des terres agricoles ou naturelles. Cela suppose seulement de penser la production électrique de manière plus décentralisée... une idée qui choque nos grands technocrates avides de records en tout genre.



Si on peut apprécier que la centrale photoélectrique de Rion-des-Landes produit de l'électricité moins chère que le futur EPR, son installation sur des terres agricoles est scandaleuse ! Occupons d'abord les toits d'usines.

énergies



» **Sortie du nucléaire en Allemagne**

Les mensonges des médias français

A en croire les médias dominants français, l'arrêt brutal de la moitié des réacteurs nucléaires allemands en 2011 aurait provoqué en Allemagne un recours massif aux centrales thermiques (et une pollution importante) et des importations massives d'électricité depuis les réacteurs nucléaires français. Qu'en est-il vraiment ?

Selon les données du Ministère allemand de l'économie et des technologies, en 2012, la production nucléaire a baissé de 40 % en deux ans (100 TWh au lieu de 140 TWh en 2010)... et a été remplacée principalement par le recours aux photopiles (passant de 15 à 25 TWh), à la biomasse (passant de 25 à 30 TWh), à l'éolien (passant de 40 à 45 TWh), à la lignite (charbon de mauvaise qualité, passant de 145 à 160 TWh), le charbon étant stable, le gaz en légère baisse (de 85 à 70 TWh). Parallèlement, la consommation du pays a baissé de 22 TWh. Donc le recours plus important au lignite n'a fait que compenser la baisse de l'usage du gaz, et le bilan en émission de gaz à effet de serre a été stable. En 2013, la progression des renouvelables a provoqué une accélération de la baisse de l'utilisation du gaz et en fin d'année, 28 centrales au gaz attendaient l'autorisation du ministère pour s'arrêter. Angela Merkel — physicienne nucléaire ne l'oublions pas — a même annoncé vouloir accélérer l'arrêt programmé des derniers réacteurs nucléaires... ce qui se fera donc tout en poursuivant la baisse des émissions de gaz à effet de serre. Le programme énergétique de l'Allemagne prévoit la fin des centrales thermiques pour 2050. Et les importations d'électricité française ? Un mythe total. Il suffit de consulter les données de RTE, Réseau de transport de l'électricité, pour constater que tous les mois de l'année 2012, c'est l'Allemagne qui a fourni de l'électricité à la France avec un total de 8,7 TWh sur l'année.

(informations transmises par Jean-Louis Gaby)

Les coûts du chauffage électrique

Ceux qui ont le malheur de se chauffer à l'électricité ont l'impression de la payer bien cher : entre 0,11 et 0,12 € le kWh. Pourtant ce prix n'est pas le juste prix. Selon un rapport publié par RTE, lors des grands froids et donc des records de consommation électrique, l'achat d'électricité sur le marché international est facturé entre 0,40 et

2 € le kWh. Le recours au nucléaire n'y change rien : celui-ci ne peut varier sa puissance et donc assure la consommation plancher et non les pointes de consommation. Si nous voulons faire du social (et des économies financières), il est urgent de renoncer au chauffage électrique.

Gaz de schiste

♦ **Etats-Unis : un simple feu de paille ?** Lorsque le prix du pétrole est monté brutalement entre 2006 et 2008, au moment du franchissement du pic pétrolier, cela a été le signal pour lancer l'exploitation des gaz de schistes à grande échelle : 20 000 puits ont été creusés en seulement trois ans. Conséquence : cela a fait baisser le prix des carburants et l'exploitation des gaz de schistes est devenue non-rentable. Depuis 2012, plus aucun puits n'a été ouvert aux Etats-Unis. Et pendant ce temps, la production de chaque puits s'effondre rapidement (de 60 à 90 % après seulement un an). Si l'exploitation des premiers puits a permis de financer les suivants, ce n'est plus aujourd'hui le cas et de nombreuses compagnies sont aujourd'hui en difficulté dans ce secteur. Ceux qui pensaient que les gaz de schiste allaient nous permettre de compenser la baisse de production du pétrole pendant de longues années, risquent fort de déchanter. Détruire la nature en Europe pour des réserves pour le moment non prouvées, ne fera que reporter, au mieux, le problème de quelques années. Il serait temps de penser dès maintenant à la société de l'après-pétrole.

♦ **Philippe Martin bloque de nouvelles demandes.** Sept nouvelles demandes, concernant des pétroles de schiste dans le bassin parisien, ont été déposées auprès du Ministère de l'environnement. Le 29 novembre 2013, l'actuel ministre, Philippe Martin, a fait savoir qu'il ne signerait pas d'autorisations pour ces demandes. En attendant, les demandes sont prêtes et attendent seulement un changement de politique du gouvernement. Les multinationales du pétrole sont toujours là, avec leurs zones de prospection déjà définies.

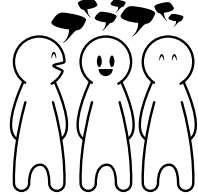
Energie partagée

Energie Partagée, structure d'investissement dans les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie, a annoncé fin novembre 2013, avoir passé le cap des 3000 souscripteurs et avoir collecté plus de 6 millions d'euros depuis 2010. Cet argent a pour le moment permis d'aider à financer sept projets : quatre toitures photovoltaïques, deux parcs éoliens, un projet de micro-chaufferie bois... et pour le moment aucun projet d'économie d'énergie ! C'est pourtant ce dernier domaine qui devrait être le plus aidé : la seule énergie qui ne pollue pas est celle que l'on ne consomme pas. (www.energie-partagee.org)

Rions un peu

Donald Trump est un multimilliardaire américain qui veut construire un complexe touristique en Ecosse. Le magnat est en guerre contre un projet de ferme éolienne à proximité de son projet immobilier, allant jusqu'à comparer l'éolien à du terrorisme dans une publicité interdite de diffusion au Royaume-Uni. Dernièrement Trump a tweeté à la terre entière un argumentaire béton contre les éoliennes : une illustration recensant les maux engendrés par les moulins à vent. Parmi les symptômes décrits, on trouve les troubles de

la mue chez le crabe, la fixation des murs chez le chien, les problèmes de comportement social chez le poon, la vibration des lèvres chez l'être humain et une laine de moindre qualité chez le mouton... Le brave Trump venait en fait de diffuser une illustration satyrique qui démontre l'absurdité des maux attribués aux éoliennes et destinée à ridiculiser les anti-éoliens : <http://grist.org/list/donald-trump-hates-wind-energy-has-no-ability-to-recognize-satire/>



société

Combien de langues survivront ?

Une langue disparaît toutes les deux semaines. Une langue disparaît lorsque son dernier locuteur meurt. On en compte encore plus de 7000 aujourd'hui. Certains pensent qu'internet est un moyen de distinguer celles qui restent des langues d'échanges : ainsi Wikipedia, dictionnaire participatif en ligne, est actuellement disponible en 287 langues.

» Racisme

Les villes qui agissent et celles qui ne font rien

Le CRAN, Conseil représentatif des associations noires, a mené une enquête auprès de cinquante municipalités pour qu'elles détaillent leurs actions en matière de lutte contre les discriminations : présence d'élus issus de la diversité, adjoint en charge du dossier, campagnes de sensibilisation, subventions aux associations... puis enquête sur le terrain pour voir comment cette politique est ressentie sur le terrain.

Arrivent en tête, Villeurbanne (près de Lyon, 79 points sur 100), puis Montreuil, Paris, Toulouse, Roubaix et Saint-Denis. En queue de peloton, Versailles, Aix-en-Provence et Marseille (10 points). Neuf des dix premières villes au classement sont dirigées par des majorités de gauche (la première dirigée par l'UMP, Le Havre, est 10^e), alors que huit des dix dernières sont dirigées par des majorités de droite. Seules 18 villes dépassent la moyenne, ce qui laisse à toutes une marge de progression. Le CRAN a présenté le 8 janvier 2013, un guide de bonne conduite destiné aux candidats aux prochaines élections municipales.

CRAN, 8, rue Renault, 75011 Paris, tél : 06 19 45 45 52, www.le-cran.fr

» Ariège

Pot de non-départ à la retraite

Le CRAC, collectif de résistance et d'actions citoyennes, est un collectif mobilisé contre le projet de loi sur les retraites en Ariège. Soutenu par Attac, EELV, Gauche unitaire, Parti de gauche, Gauche anticapitaliste, CNT, Solidaires..., il dénonce l'allongement de la durée de cotisation, la baisse des pensions... en demandant que la réflexion sur les retraites soit reprise en tenant compte d'autres critères que les seules variations des cotisations sociales : retour à l'emploi par la diminution du temps de travail, augmentation des minima sociaux, investissements dans des projets sociaux et écolo-

giques... Le collectif a lancé une campagne qui peut être reprise n'importe où : il organise des "pots de non-départ à la retraite" où les plus anciens invitent à boire les plus jeunes pour leur expliquer que, sauf changement, ils ne sont pas près de les remplacer au travail.

CRAC c/o Solidaires, tél : 06 72 90 66 32.



Pot de non départ à la retraite, à Paris, à l'initiative de l'UNEF

» Publicité

Multi barbouillage de panneaux numériques

144 m² ! C'est l'espace moyen occupé par la publicité dans les stations de métro parisiennes. Le 30 novembre 2013, des *Déboullonneurs* ont recouvert treize écrans publicitaires à la gare du Nord, à Paris. Onze activistes ont été interpellés... en fanfare. Ils ont barbouillé des slogans comme "Trop d'intérêts privés", "A qui profite la pub ?" sur des panneaux numériques censés capter le regard des passants. Ce matraquage et cette manipulation publicitaire constituent "une indécence en période de crise" estime l'un des activistes.

» Internet

Consommation à outrance

Si internet était un pays, son poids dans l'économie mondiale le classerait en 2012 à la 10^e place. Et comme c'est le secteur qui croît le plus vite, les projections indiquent qu'en 2016, il se classerait en 5^e position (derrière les États-Unis, la Chine, le Japon et l'Inde). C'est le résultat d'une étude réalisée par le Boston Consulting Group (www.bcg.com). Aujourd'hui, 2 milliards de personnes (sur 7) ont accès à internet mais l'essentiel des échanges commerciaux se font dans les 20 pays les plus riches.

Toujours selon cette étude, en 2016, internet représentera 3,4 % du PIB de la France, 5,4 % aux États-Unis et jusqu'à 12,4 % en Grande-Bretagne.

Selon une enquête réalisée par France 24, en septembre 2013, internet et les nouvelles technologies qui lui sont liées consomment déjà environ 10 % de l'électricité mondiale soit plus que l'Allemagne et le Japon réunis.

Rhône-Alpes subventionne les multinationales

Le 25 octobre 2013, une vive discussion a opposé les élus régionaux EELV et les élus PS. Ces derniers, qui président la région, ont en effet proposé au vote une subvention de 25 millions d'euros pour le programme de recherche sur les nanotechnologies Crolles 2017. Cela s'inscrit dans le financement plus général du laboratoire Leti, dans l'agglomération grenobloise. Ce laboratoire, qui coûte 3 milliards d'euros, va bénéficier de 600 millions d'aides de l'État, 400 millions de l'Europe et 100 millions des collectivités de la région. Donc 1,1 milliard d'argent public pour une firme privée STM qui en 2012 a reversé pour

500 millions de dollars à ses actionnaires. Argument de la présidence de la région : "Alors que la France perd des emplois, Crolles a multiplié par quatre les siens en vingt ans". L'utilité de la recherche sur les nanotechnologies n'a même pas fait l'objet d'un débat. A l'arrivée, les élus EELV et 4 des 11 élus Front de gauche, dans la majorité, ont voté contre, le PS a obtenu la majorité, bénéficiant du vote positif d'une partie de la droite. (note du claviériste : *Silence* ayant aussi multiplié par quatre le nombre de ses salariés en vingt ans, nous attendons donc la même somme sur notre compte en banque)

De quelle délinquance parle-t-on ?

Mi-décembre 2013, l'Observatoire national de la délinquance a publié des statistiques montrant que dans le domaine du vol, ce sont surtout les étrangers (Tunisiens et Europe de l'Est) qui sont la cause de la hausse enregistrée. Le rapport souligne que ces vols (à la tire, cambriolage...) sont faits la plupart du temps sans violence. Le rapport souligne que pour les réfugiés, le vol est souvent le seul moyen de survie. Eh oui, les pauvres volent les riches sans respecter les lois. Les riches eux volent les pauvres, mais en respectant les lois qu'ils ont eux-mêmes mises en place.



Politique



De gauche à droite : Rebecca Harms, José Bové, Monica Frassoni et Ska Keller.

» Verts européens

Un super-candidat ?

Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, les différents partis européens peuvent présenter un "super-candidat" prétendant au poste de Président de la Commission européenne aujourd'hui occupé par José Manuel Barroso. Les Verts Européens organisent un vote dans toute l'Europe pour choisir leur "super-candidat". Le vote se déroule par internet entre le 10 novembre 2013 et le 28 janvier 2014. Il y a quatre candidats en lice : José Bové (60 ans, paysan altermondialiste, membre d'EELV), Monica Frassoni (51 ans, italienne, membre des SEL, Ecologie gauche et liberté, politologue), Rebecca Harms (56 ans, vice-présidente du groupe actuel et issu du mouvement antinucléaire allemand, paysagiste) et Ska Keller (32 ans, issue des Jeunes Verts, Allemagne, spécialiste des relations UE-Turquie). Malheureusement, les présentations de chaque candidat en une dizaine de lignes ne permettent guère de faire un choix. Cela manque sérieusement d'un débat politique ! (vote sur www.greenprimary.eu)

» Europe

Démocratie fictive

Depuis quelques années, on assiste à des consultations dites « démocratiques » pour amener à certaines décisions de l'Europe. Mais les dés sont pipés : pour avoir simplement connaissance que ces consultations ont lieu, il faut avoir la chance d'être déjà inscrit dans un réseau actif sur le sujet ; les consultations n'ont lieu que sur internet (alors qu'un français sur trois n'a pas de connexion à domicile), et parfois la consultation n'est pas traduite en français. Par exemple, la Commission Européenne a mis en ligne fin juin 2013 une consultation pour adapter la directive REACH (qui régit l'utilisation des produits chimiques en Europe), aux nanomatériaux. Seuls des acteurs du milieu des nanosciences ou nanotechnologies étaient au courant, et pouvaient aller répondre à 38 questions sur 41 pages, le tout en anglais. Ensuite, l'Europe pourra dire qu'elle a légiféré démocratiquement après consultation. Une démocratie fictive.

EELV ne se porte pas bien

En 2011, lors de la primaire aux élections présidentielles, EELV revendiquait 15 000 adhérents et 17 000 coopérateurs. Pour les élections de la nouvelle direction en novembre 2013, il ne restait plus que 10 000 adhérents et la coopérative qui devait élargir le travail du parti n'a jamais vraiment vu le jour. La participation au gouvernement de deux ministres EELV, Cécile Duflot et Pascal Canfin, a exacerbé les tensions internes. Cécile Duflot qui avait réussi à faire l'unanimité sur son nom en 2011 (93 % des votes après synthèse), n'a, cette fois, réussi à faire passer une de ses proches, Emmanuelle Cosse qu'avec 55 % des voix (51 % des exprimés). Cette faible majorité de la nouvelle direction entraîne un risque de blocage : en effet, selon les statuts hérités des Verts, les décisions du conseil fédéral, pour être validées, doivent réunir au moins 60 % des voix. Au centre de ce blocage, il y a la question de la place d'EELV aux côtés du PS. Nombre d'adhérents souhaitent mettre fin à la participation gouvernementale... et au retour à des listes autonomes lors des élections, même s'il y a ensuite désistement au 2^e tour. Cécile Duflot a été huée lors de son discours au Congrès de Caen, des textes très négatifs circulent sur internet... rien n'augure d'un rebond prochain d'un parti qui aurait pu représenter une alternative concrète si ses dirigeants n'étaient pas hypnotisés par les places de pouvoir. Un gaspillage intellectuel.

» Israël

Boycott, désinvestissement, sanctions

Depuis quelques années, reprenant la méthode utilisée contre l'Apartheid en Afrique du Sud, une coordination d'associations de soutien à la Palestine a lancé une campagne de boycott des produits en provenance d'Israël.

Plusieurs militants ayant participé à des distributions de tracts devant des grandes surfaces ont déjà été poursuivis en justice pour "discrimination à l'encontre d'un Etat" ou "discrimination raciale". A chaque fois, les militants gagnent leur procès... mais cela leur coûte beaucoup de temps et d'avance d'argent.

Pour que cesse cette réplique judiciaire, le mieux est encore que se multiplient les appels au boycott. C'est pourquoi, il est demandé à tous ceux qui le veulent (et aux personnalités en particulier) de se prendre en photo avec une pancarte "Je m'appelle prénom + nom et j'appelle au boycott de l'occupant israélien" (ou toute formulation qui vous convient) et de l'envoyer par courriel à info@europalestine.com



Action d'information dans une grande surface.

» Paris

Cahier de doléances des cyclistes

Malgré des progrès, Paris n'est toujours pas une ville cyclable. La chaussée est encore un espace réservé à la vitesse et à la pollution des voitures et des deux-roues motorisés et de nombreux obstacles restent à lever pour permettre à plus de personnes désireuses d'utiliser un vélo pour leurs déplacements de le faire. C'est pourquoi les animateurs des Vélourutions ont mis en place un cahier de doléances consultable physiquement à la Maison du vélo, place de la Bastille, et chacun-e est invité-e à envoyer propositions et critiques pour l'enrichir à l'adresse électronique paris2014@velourution.org. Le cahier de doléances sera remis aux différents candidats avant les élections. Maison du vélo, 37, boulevard Bourdon, 75004 Paris, tél : 01 43 20 26 02, mdb-idf.org.



Vélo



» Nantes

La publicité salit tout !

Payer les cyclistes pour qu'ils roulent avec des vélos couverts de pub, c'est la très mauvaise idée qu'ont eu les fondateurs de la société Ecovélo qui espère séduire 500 personnes d'ici l'été 2014. Des fois qu'il n'y aurait déjà pas assez d'agressions publicitaires dans les villes !

» Centrafrique

La France fait partie du problème

Début décembre 2013, la France décide d'envoyer un contingent de soldats supplémentaire pour faire la guerre en Centrafrique. Au même moment, François Hollande reçoit à l'Élysée une brochette de dictateurs pour un sommet sur "la paix et la sécurité en Afrique". Quels sont les intérêts de la France dans cette intervention ? Pour Fabrice Tarrit, de Survie, en Centrafrique la France "a installé ou destitué tous les chefs d'État que ce pays a compté. Elle a accueilli le dictateur Bozizé à l'Élysée en 2007, puis envoyé des troupes combattre à ses côtés à Biraï en 2007 et 2008, au prix de nombreuses exactions. En 2010, malgré la déshérence de ce pays, de ses institutions et de son armée, elle a adopté un partenariat de Défense avec la Centrafrique. On ne peut pas prétendre être la solution quand on fait à ce point partie du problème". A l'heure actuelle on assiste en Afrique à "une relégitimation de l'ingérence militaire française qui s'appuie sur une propagande autour d'opérations prétendument menées au nom des droits de l'Homme, mais qui servent en réalité les intérêts français", estime Patrick Farbiaz, du collectif *Sortir du colonialisme*. Survie, 107, boulevard de Magenta, 75010 Paris, tél.: 01 44 61 03 25, <http://survie.org>.

» Génocide rwandais

Un marchand d'armes français bientôt inculpé ?

Le 24 juin 2013, Survie, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et la Ligue française des droits de l'homme (LDH) ont déposé une plainte contre Paul Barril auprès du Tribunal de grande instance de Paris pour complicité de génocide. Celui-ci avait en effet contracté un accord d'assistance de fourniture d'armes et de munitions qu'il avait commencé à exécuter avec le premier ministre du gouvernement rwandais de l'époque, alors que le Rwanda était en plein génocide, ouvertement dénoncé par la communauté internationale. Paul Barril ne peut se targuer d'ignorance car c'est un fin connaisseur de la situation rwandaise. Survie, 107, Boulevard de Magenta, 75010 Paris, Tél : 01 44 61 03 25, <http://survie.org>.

» Amiante

Le lobby se replie dans les pays du Sud

Bien que l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale aient pris position contre l'utilisation de l'amiante, le lobby industriel continue à développer des nouveaux marchés... là où aucune législation n'a été mise en place. Les 3 et 4 décembre 2013, à New Delhi, une conférence internationale organisée par l'association Chrysotile, a ainsi fait la promotion des usages de l'amiante auprès d'un profil de décideurs d'Asie. L'Inde est actuellement un gros importateur de ce matériau toxique : entre 2006 et 2012, ses importations ont doublé pour atteindre 473 000 tonnes. L'amiante est encore utilisé en quantité dans des pays comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Vietnam, la Thaïlande, le Sri Lanka... Selon l'Organisation mondiale du travail, il provoquerait plus de 100 000 décès par an. L'association *Ban Asbestos* a lancé un appel de scientifiques pour demander la mise en place d'une législation internationale interdisant le recours à l'amiante. www.beva.eu ou ban-asbestos-france.com

Pour qui l'électricité ?



Niamey, capitale du Niger, la nuit

Roland H

L'association Oxfam a lancé une campagne pour demander un changement de politique d'Areva au Niger en faisant remarquer que si 30 % de notre consommation électrique est possible grâce à l'uranium extrait du Niger, 90 % de la population du Niger n'a pas accès à l'électricité. Fin novembre 2013, Oxfam a donc interpellé le gouvernement français pour que les négociations entre Areva et le Niger soient menées de manière transparente et que l'accord permette aux Nigériens de profiter de ses propres ressources. On préférerait que ce ne soit pas l'uranium qui soit utilisé mais le soleil.

» Maghreb

Quand l'écologie servait le colonialisme

Une étude de Diana K. Davis montre que durant le 19^e puis au début du 20^e siècle, la protection de l'environnement servait de prétexte pour exproprier les Nord-Africains : les sociétés agro-pastorales étaient accusées d'avoir entraîné, par leur mauvaise gestion des ressources, la désertification. Les colons, appuyés par des scientifiques, ont donc exproprié massivement pour imposer leur "bonne gestion" capitaliste des ressources naturelles. Aujourd'hui les travaux de la science infirment ces partis-pris et montrent que la gestion traditionnelle des ressources était mieux adaptée que celle coloniale. L'environnementalisme teinté de mépris envers les modes de vie rencontrés, était une stratégie de plus pour s'accaparer les terres, avec une grande violence parfois. Et aujourd'hui, les discours scientifiques sur l'écologie ont-ils cessé d'être utilisés comme un outil de domination ? (Source : *La revue des livres* n°10)

» Mali

La France otage de l'uranium

Après trois ans de détention, quatre otages, salariés d'Areva et de Vinci au Niger, ont été libérés le 30 octobre 2013 au Mali contre une rançon que des fuites dans les médias estiment entre 20 et 25 millions d'euros. Officiellement, l'État n'a pas versé cette somme, c'est Areva qui l'a fait. Mais Areva étant détenu à 80 % par l'État, c'est quand même le contribuable qui paie en bout de chaîne.

Cette libération intervient quelques jours après une manifestation de 5000 personnes à Arlit (Niger) protestant contre la pollution radioactive provoquée par les mines d'uranium d'Areva et la confiscation des ressources en eau. L'intermédiaire pour cette libération a été le président du Niger, le même qui demande une renégociation des contrats entre Areva et son pays. En 2012, 37 % de l'uranium nécessaire à nos centrales nucléaires provenait du Niger. Le fait que deux journalistes français soient tués le 4 novembre 2013, moins d'une semaine après, est sans doute en relation avec le versement (ou non) de la rançon (peut-être pas aux bonnes personnes ?).

Derrière ces actes "terroristes", il y a évidemment la guerre pour savoir qui contrôle les richesses de pays comme le Mali (or) ou le Niger (uranium). Notre "niveau de vie" ou notre "indépendance énergétique" a pour contrepartie que des Touaregs se révoltent contre l'anéantissement de leurs terres. Est-ce vraiment du terrorisme ? Sommes-nous prêts à leur accorder leur indépendance ?

décroissance, transition



DRÔME :

FORUM ÉCOLOGIE ET COOPÉRATION

29 janvier au 2 février aux Amanins, à la Roche-sur-Grâne, "pour une transition entrepreneuriale écologique", avec Jean-Guy Henckel (Jardins de Cocagne), Didier Perreol (groupe Ekibio), Pierre Rabhi, Philippe Leconte (la Nef), Rodolphe Balz (Cosmebio), Cyril Dion (mouvement Colibris).

Aide à la mise en route de projets d'entreprises écologiques. Les Amanins, tél : 04 75 43 75 05, www.lesmanins.com

PRENONS EN MAIN NOTRE AVENIR

1^{er} février, un peu partout, journée lancée par le Collectif pour une transition citoyenne, collectif qui regroupe Attac, le Mouvement Inter-Régional des AMAP, Bioconsom'acteurs, le réseau Biocoop, le réseau Cocagne, le mouvement Colibris, la Cfé, la Nef, Enercoop, Énergie Partagée, Terre de Liens, le Plan ESSE, Villes et Territoires en transition, les Amis de la Terre. Localement chacun est invité à organiser des ateliers citoyens pour réinventer l'avenir des territoires et interpeller les candidats aux élections municipales.

Programme complet sur le site : www.transitioncitoyenne.org

femmes, hommes, etc.



ÎLE DE FRANCE : 3^e CONFÉRENCE EUROPÉENNE DES FEMMES

8 février à la Maison des initiatives et de la citoyenneté, 32, rue du Bocage, 93450 L'Île-Saint-Denis.

Association Femmes de l'Île, Le Phare, rue Arnold-Géraux, 93450 L'Île-Saint-Denis.

Fêtes, foires, salons



DRÔME : FESTIVAL DE L'AMOUR

4 au 20 février, à Romans-sur-Isère, festival centré sur la communication non-violente et les relations, avec deux temps forts : jeudi 12 à 20h : conférence de Thomas d'Ansembourg, "Soyez vrai", suivi d'une journée sur la communication non-violente le 13 février. Vendredi 14 février à 20h, conférence de Jacques Salomé "de la relation amoureuse à la relation de couple", suivie d'un séminaire les 15 et 16 février.

Renseignements : www.planetaire.net, contact : ecocit@free.fr, tél : 09 54 69 62 11.

Films, spectacle, culture



PARIS 12^e : ALBUMS, BANDES DESSINÉES ET IMMIGRATION

jusqu'au 27 avril au musée de l'Histoire de l'Immigration, plus de 400 pièces et documents originaux, planches de BD, esquisses, croquis exploratoires, films d'animation, entretiens filmés et photographies sur les BD, qui traitent de la question de l'immigration, avec des immigrés auteurs comme René Goscinny, Albert Uderzo, Enki Bilal, Farid Boudjellal, Marjane Satrapi...

Musée de l'Histoire de l'Immigration, 293, avenue Daumesnil, 75012 Paris, www.histoire-immigration.fr (M^o Porte Dorée)

SAINT-ÉTIENNE : BALAI BROSSÉ

4 février. Nadja, Rosette, Jessy et Jasmine, quatre femmes de ménage, partagent leurs difficultés, leurs rêves, leurs combats. Une pièce de théâtre basée sur des témoignages, écrite par Delphine Dubois-Fabing et jouée par La compagnie du savon noir.

Théâtre Libre, 48, rue Claude Désiré, 42100 Saint-Etienne, tél : 04 77 25 46 99, <http://cie.savon.noir.free.fr>.

habitat



VOSGES : CHANTIERS PARTICIPATIFS

Ecoline, habitat groupé à Saint-Dié,

propose des chantiers participatifs du 1 au 16 mars, puis du 27 avril au 11 mai, + les W-E. Aide pour ossatures bois, enduits terre, chaux et jardins. Gîte + repas offerts. www.ecoline.over-blog.com tél : 06 76 05 77 09 flocondesalpes@free.fr

paix



SUISSE :

EXPOSITION SUR LA PAIX UNIVERSELLE

25 janvier au 22 février, à la galerie de l'association Arva, 12, rue d'Italie, à Vevey. 40 artistes, poésie, peinture, sculpture, photographie.

Arva, rue d'Italie, 12, CH-1800 Vevey, www.arva.ch.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE :

COMMUNICATION ET RÉGULATION NON-VIOLENTE DES CONFLITS

1-2 février. Divers outils de régulation non-violente des conflits seront proposés et explorés de manière active et concrète (grâce à des mises en situation choisies à partir de vos témoignages) : médiation, communication non-violente, négociation sans perdant, écoute empathique, mise en place et suivi de règles ou contrats...

À Château-Arnoux. Ifman-Méditerranée, 4, avenue de Saint-Bonnet, 04350 Malijai, tél : 04 86 89 22 86, www.ifman.fr.

politique & société



LOIRE : DÉSOMBÉIR, UN DROIT, UN DEVOIR ?

7 février. Soirée projection et débat de l'Ecran Club, Espace José Cuadros, MJC de Saint-Chamond, à 20h15. Débat avec Denis Boitier, enseignant en philosophie. Coordination Culturelle de Saint-Chamond, 2A, avenue de la Libération, tél : 04 77 22 74 48.

PARIS : SEMAINE ANTICOLONIALE

7 février au 3 mars. 7 février : ouverture à l'Espace Niemeyer, place du Colonel Fabien (9^e). 15-16 février : salon anticolonial à La Bellevilloise, 21, rue Boyer (20^e). 23 février : assemblée des peuples encore colonisés par la France. 1^{er} mars : marche solidaire des peuples en lutte.

Détail du programme : <http://anticolonial.net>.

santé



LOIRE : LE TRAVAIL C'EST LA SANTÉ ?

28 février. Soirée projection et débat de l'Ecran Club, Espace José Cuadros, MJC de Saint-Chamond, à 20h15.

Coordination Culturelle de Saint-Chamond, 2A, avenue de la Libération, tél : 04 77 22 74 48.

silence



PUY DE DÔME : SILENCE, ON CAUSE !

Mardi 11 février à 20 heures. Débat autour du thème de la revue du mois.

À l'Orange Bleue, 3, rue de la Gravière, 63160 Billom. Tél : 06 33 29 10 19.

JURA : SILENCE, ON CAUSE !

mardi 11 février de 19h à 20h30, collation-débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local".

À l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, Contact : delatour.dominique@wanadoo.fr, tél : 06 82 16 08 87.

BORDEAUX : SILENCE, ON CAUSE !

Jeudi 20 février à 19h, un rendez-vous ouvert à tous pour discuter du thème du dossier du mois de la revue "Silence". L'entrée est gratuite et on propose de la soupe et des tisanes à prix libres.

Le Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, quartier Saint-Michel, à Bordeaux, lesamovar@no-log.org, www.lesamovar.uvaton.org.

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 20 et vendredi 21 février, dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo



VÉLORUTION :

• Samedi 11 février : à Paris, à 14h, place de la Bastille ; à Angers, à 15h, place du Pilori ; à Avignon à 14h30, place Pie ; à Cherbourg, à 14h, place Napoléon ; à Nantes, à 14h, place Royale ; à Nice, à 14h, place Garibaldi ; à Poitiers, à 10h10, porte de Paris ; à Rennes, à 15h, place Hoch ; à Tours, à 14h15, place Jean-Jaurès.

• Jeudi 6 février : à Toulon, rendez-vous à 18h15 devant la gare.

• Vendredi 7 février : à Chambéry, 18h, place du Palais-de-Justice. À Marseille, à 19h, place Jean-Jaurès.

N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : <http://velorution.org>.

Si vous désirez diffuser Silence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

» Vivre ensemble

■ **Drôme, Dieulefit**. Pour son projet d'écolieu, à 5 mn du centre-ville, 3 bâtiments d'un total de 16 logements sur terrain arboré. Le groupe actuel de 19 adultes et 8 enfants recrute 3 familles. Esprit de simplicité, solidarité, mixité générationnelle. Dépôt du permis de construire dans les six mois. Visitez le site www.ecoravie.org. Contactez Annie Liagre, tél : 04 75 90 64 51.

■ **Sud-Est** : Notre noyau de tribu (couple) cherche à partager une parentalité avec femme(s) ou/et homme(s) pour un enfant à concevoir, à naître ou déjà né, sans (ou peu) de projet d'éducation, dans un cadre domestique type « famille élargie » (nous avons nous-mêmes deux « ados » de

16 et 18 ans), et un mode de vie au sein de notre écolihameau, basé sur l'autoproduction vivrière, la vie simple, l'alimentation crue, la préparation post pétrolière. Intéressé(e)s ou critiques n'hésitez pas à nous contacter : Bertrand et Katia 04 93 03 27 81 ou tribunature@no-log.org

■ **Picardie**. Projet d'habitat participatif écologique, intergénérationnel et solidaire dans l'agglomération Compiègnoise, recherche quelques foyers et familles de plus pour se positionner officiellement auprès de la mairie afin d'obtenir une option d'achat pour un terrain au sein du futur quartier des Sablons (adossé à la forêt). Contacts : 06 03 97 47 46 eco.logis.compiegnois@gmail.com (membre de la coordination des associations d'habitants www.habitatparticipatif.net)

■ **Montpellier**. Projet d'habitat groupé participatif, à 10 km au nord de Montpellier, tout proche de Pic Saint-Loup, sur 2400 m² (terrain trouvé), sur lesquels seront construites des maisons mitoyennes de 50 à 120 m², coût maxi : 2850 euros/m² tout compris. Maisons passives, écologiques, économiques, avec une salle et un jardin collectif (architecte déjà trouvé). Un petit groupe s'est déjà constitué et cherche quelques coopérateurs futurs habitants prêts à s'impliquer dans le projet, structure juridique coopérative de construction. Contact : ecohabits@yahoo.fr, Nathalie, tél : 06 89 35 49 80 ou 04 34 00 28 68.

■ **Rhône**. Projet de coopérative d'habitants, agglomération lyonnaise. Coop en germ, future coopérative d'habitants, souhaite accueillir de

nouveaux coopérateurs pour deux projets, l'un à Grigny, l'autre à Saint-Germain-au-Mont d'Or. Nous sommes actuellement une dizaine d'adultes et quelques enfants. L'une de nos caractéristiques est d'être un projet de coopérative intergénérationnelle. Vous pouvez retrouver notre charte de valeurs et d'autres informations sur notre site Internet : www.coopengerm.org et sur le site de Habicoop : www.habicoop.fr. Si ce projet vous intéresse, nous vous invitons à une réunion d'accueil et d'information le samedi 8 février à Villeurbanne ou à Saint-Germain-au-Mont d'Or (lieu à confirmer). Pour plus d'informations et pour obtenir des détails pratiques pour la réunion, merci de nous contacter : contact@coopengerm.org

annonces



La chorégraphe sud-africaine Dada Masilo réinterprète les classiques de la danse comme ici, en 2013 à Lyon, le célèbre "Lac des Cygnes" de Tchaïkovsky.

Décoloniser notre regard sur les cultures africaines

Aujourd'hui encore, la culture africaine est perçue en Occident comme une somme de folklores figés et sans valeur. Alphonse Tiérou, chercheur-chorégraphe et écrivain originaire de la Côte-d'Ivoire, se bat pour refuser le sentiment d'infériorité des Africains hérité de l'ère coloniale et faire reconnaître le potentiel créatif de la danse africaine.

Silence : Comment la culture africaine est-elle perçue en Europe ?

Alphonse Tiérou : La danse africaine souffre d'une profonde incompréhension et reste encore souvent observée d'un œil purement anthropologique. Les danses traditionnelles, voire folkloriques, occupent tout l'imaginaire. On soutient que la créativité n'est pas du domaine de la danse africaine. On a créé pour elle des noms et expressions arbitraires et farfelus : "danse primitive", "danse de la transe", "danse des féticheurs", "danse du chasseur", "danse de la pluie", etc. Ainsi, cette danse est rarement pensée en termes d'art dans toute sa noblesse. Elle est davantage du ressort de l'ethnologue ou de tous les spécialistes de la culture africaine qui trouvent en elle d'intéressants éléments pour nourrir les théories anthropologiques. La créativité n'est pas de mise dans la danse africaine et les Africains eux-mêmes ont fini par croire que leurs danses demeurent hors de l'espace fécond de l'imagination et hors de l'art.

De même, la sculpture africaine se réduit souvent, dans l'esprit des experts, à l'art dit primitif. Ce dernier fait l'objet d'un véritable marché, à travers des



Alphonse Tiérou

ventes aux enchères notamment, avec la recherche d'objets anciens, venus de l'Afrique d'hier. Il ne bénéficie pas aux populations, et la conception africaine de l'art reste incomprise du plus grand nombre.

Et comment est-elle perçue par les Africains ?

Il faut d'abord constater que le pauvre aime copier le riche, mimer les manières du riche. Or, la danse africaine, malgré toutes ses vertus, provient d'abord de pays majoritairement pauvres, bien que, paradoxalement, ces peuples vivent sur un des continents les plus riches de notre planète. Pour ces raisons et bien d'autres encore, certains Africains n'aiment pas leurs propres danses. Sur ce continent, la danse africaine n'est pas enseignée avec respect dans les conservatoires. Elle y est battue à plate couture sur son propre sol par des danses importées, notamment celles issues de cultures dominantes. En ce 21^e siècle, une grande partie de l'élite et nombre d'intellectuels africains font faire de la danse classique à leurs enfants.



En 2009, le chorégraphe Hervé Koubi présente avec neuf danseurs ivoiriens de la compagnie Guélassémon, un spectacle "Rendez-vous d'Afrique" qui, sur une musique baroque, cherche à dépasser les clichés de la danse "traditionnelle".



Vous parliez d'un sentiment d'infériorité, peut-il évoluer ?

Nous devons savoir comment est né et d'où vient ce sentiment, voire complexe, d'infériorité afin de le déconstruire. Des siècles d'humiliation ont conduit à ce sentiment très grave, car il se transmet de génération en génération, s'il n'est pas déconstruit. La couleur de la peau, qui est un faux problème, a beaucoup pesé dans la balance du complexe d'infériorité. Quand un être humain ne s'aime plus, déteste la couleur de sa propre peau, ou s'excuse d'avoir la peau noire, on mesure la profondeur du traumatisme qu'il vit au quotidien. Mon souhait est que soient diffusées les découvertes scientifiques et que soit expliqué à grande échelle ce qu'est la peau noire et blanche. Cette banalisation des connaissances scientifiques tor-drait le cou aux complexes d'infériorité des uns et de supériorité des autres. La politique est un volet important et incontournable : il faut obtenir des gouvernements concernés de mettre en place des politiques de déconstruction de ces préjugés.

Comment concilier les traditions locales avec le projet d'une danse africaine globale au continent ?

La tradition c'est la remise au suivant, après les avoir enrichis, des biens qu'on a reçus, dont on est temporairement le dépositaire. Cette définition n'exclut nullement l'imagination créatrice. Bien au contraire, puisqu'il faut enrichir avant de transmettre. Les traditions locales ne sont pas spécifiques à l'Afrique. Elles sont omniprésentes sur les cinq continents. Pourquoi les Africains n'auraient-ils pas le droit de dépasser leurs traditions locales ? De faire preuve d'innovation en matière d'art, notamment de danse ?



L'Afrique n'est ni un campement, ni un village, ni une ville, ni un pays, mais un continent.

Alphonse Tierou



Eprouvez-vous des difficultés pour enseigner la danse africaine en France ?

Nous sommes confrontés aux problèmes de locaux car la danse africaine ne dispose pas de lieux dédiés. Sa pratique exige un espace insonorisé, car les percussions sont irremplaçables. Dotées d'un fort pouvoir émancipateur, elles ouvrent la voie à la liberté créatrice. Beaucoup de cours et de stages de danse africaine ont été fermés à cause du bruit. Les salles insonorisées, adaptées aux percussions, sont des denrées rares et les locations sont excessivement chères.

Pourquoi vous opposez-vous si fortement au tribalisme ?

A mes yeux, tribalisme et racisme, c'est "blanc bonnet et bonnet blanc" : même logique, mêmes réflexes, même méfiance, même bêtise humaine. Bien entendu, celles ou ceux qui, de par le monde, tirent profit de cet obscurantisme, n'ont pas intérêt à le voir disparaître. Le tribalisme (l'usage ou non de la même langue maternelle étant le prétexte principal au tribalisme) est source de division, de haine, de corruption et de défiance. En Europe, le grand public est peu informé des ravages de ce fléau invisible, drame qui, à mes yeux, constitue l'un des obstacles majeurs au développement économique, social et même artistique des peuples d'Afrique.

Alphonse Tierou, danseur, chorégraphe, est également écrivain et chercheur de renommée internationale sur la question de la création africaine. Il dirige le Centre de Ressources, de Pédagogie et de Recherche pour la Création africaine (Paris). Il publie début 2014 *Alphabet de la danse africaine*. Cette publication, fruit d'une recherche qui prend en compte les invariants de cet art aux multiples facettes, hérité de civilisations millénaires aussi vieilles que Babylone, se veut une somme d'idées, une base de travail, un outil d'imagination, de questionnement, une autre approche du corps dansant, un autre regard sur l'esthétique africaine.

■ www.tierou-doodle.com

Propos recueillis par Rebecca Bilon ■



Accepter de prolonger la durée de vie des réacteurs, c'est prendre le risque d'un accident majeur.

50 % de nucléaire en 2030, ça veut dire quoi ?

François Hollande a promis de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % en 2030 contre 75 % aujourd'hui. Un engagement qui ne signifie pas la même chose selon la politique que l'on mène en faveur des économies d'énergie.

LE 2 DÉCEMBRE 2013, ANNE LAUVERGEON est intervenue dans les médias pour dire que réduire la part du nucléaire dans l'électricité à 50 % ne lui semblait "pas réaliste". Le gouvernement a alors réaffirmé son objectif. Mais concrètement, qu'est-ce que cela signifie ?

QUELLE CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ ?

En 2030, les réacteurs actuels auront entre 40 et 50 ans et devraient de toute manière être arrêtés. Combien faudra-t-il alors en construire en remplacement ? Jean-Louis Gaby, de *Solaire 2000*, a fait différents calculs en prenant comme hypothèse de départ les engagements annoncés lors du Grenelle de l'environnement de 2007. Tout dépend alors de l'évolution de notre consommation d'électricité. Si on suppose que celle-ci reste stable⁽¹⁾, passer de 75 % à 50 % d'électricité nucléaire signifierait une baisse du nombre de réacteurs de 19 (sur 58). Si elle est en hausse, le nombre de réacteurs va moins baisser : avec une hausse de 25 % en 16 ans (tendance actuelle), cela ne baisserait plus que de 9 réacteurs. À l'inverse, si on avait une politique ambitieuse d'économie et que l'on baisse notre consommation d'électricité de 17 %, on pourrait alors baisser de 26 réacteurs. À 25 % d'économie, on baisserait de 29 réacteurs, soit la moitié⁽²⁾.

COMBIEN DE NOUVEAUX RÉACTEURS CONSTRUITS ?

Lors du débat sur la transition énergétique, en 2012, le Ministère de l'industrie a fait circuler un scénario énergétique prévoyant la fermeture des actuels réacteurs à l'âge de 40 ans et parallèlement, la mise en route de deux réacteurs EPR par an à partir de 2020. Dans ce scénario, la part du nucléaire descendrait effectivement à 50 % de la production électrique en 2030.

Problème : pour mettre des EPR en route à partir de 2020, il faudrait déjà s'assurer que l'actuel fonctionne (on ne le saura au mieux qu'en 2016) et comme ensuite, il faut au minimum 7 ans pour lancer les autorisations et construire un réacteur⁽³⁾, ce scénario est déjà dépassé. Politiquement, il semble difficile à un gouvernement, quel qu'il soit, d'annoncer le lancement de la construction de nombreux réacteurs aujourd'hui : l'opinion y est très défavorable et l'exemple allemand donne des arguments pour dire qu'il est possible de faire autrement.

JUSQU'À L'ACCIDENT ?

D'où sans doute l'idée d'augmenter la durée de vie des réacteurs existants, ce qui est politiquement plus discret à faire passer... au risque de s'en faire exploser un à la figure ☹.

(1) Ce qui n'est pas le cas du fait des consommations provoquées par les nouvelles technologies.

(2) Au départ l'accord EELV-PS portait sur l'arrêt de 25 réacteurs dans ce délai... c'est devenu 50 % d'électricité nucléaire, ce qui n'est pas du tout pareil.

(3) Selon EDF, car pour le premier EPR, on en est déjà à 12 ans.

➤ Malgré la propagande dès le premier âge, les jeunes ne trouvent plus la voiture attractive.



Les jeunes ne kiffent plus la voiture

Depuis une dizaine d'années, dans tous les pays les plus motorisés, les jeunes délaissent de plus en plus la voiture.

AUX ETATS-UNIS, ALORS QUE LA DISTANCE parcourue en automobile a augmenté de 85 % entre 1970 et 2004 (le "boom driving"), on assiste maintenant à une baisse de la distance parcourue du fait du désintérêt des jeunes pour la voiture. Chez les 16-34 ans, l'usage de la voiture a baissé de 23 % entre 2001 et 2009. Le taux de jeunes sans permis est passé pendant le même temps de 21 à 26 %. Une étude de l'association Public Interest Research Group montre que cela n'est pas dû à une baisse des moyens économiques, mais à des changements de comportement : les jeunes prennent plus volontiers les transports en commun. Selon une autre étude du phénomène, il ressort que la voiture n'a plus l'image de "liberté" comme le percevaient les générations précédentes.

CHANGEMENT DE COMPORTEMENT

Parallèlement, toujours aux Etats-Unis, l'usage des transports en commun est monté de 10 %, l'usage du vélo et la marche sont également en forte hausse. Beaucoup de jeunes affirment leur choix de ne pas avoir de voiture en s'installant dans des centres villes, proches de commerces, près des réseaux de transports en commun. Malgré la hausse de la population, le niveau de déplacement par voiture en 2011 est redescendu au niveau de celui de 2005. Alors que chez les plus âgés, la voiture arrive en tête des objets dont ils ne pourraient

se passer, cela n'arrive qu'en troisième position chez les moins de 34 ans⁽¹⁾.

Une étude du constructeur automobile Nissan au Japon indique la même tendance : les transports en commun, nombreux dans le pays, couplés avec internet ont le vent en poupe.

Une étude réalisée en Europe indique que 20 % des 15-18 ans continuent à voir la voiture comme un objet de prestige, 40 % la juge indispensable mais n'y mettent pas d'affectif et enfin 40 % n'aiment pas ce mode de transport. Un rejet plus marqué dans des pays comme la Suisse ou l'Allemagne où les transports en commun sont de bonne qualité.

En France, selon les statistiques du CERTU⁽²⁾, le taux de jeunes qui passent leur permis entre 18 et 25 ans a grimpé jusqu'à 68 % en 2000 et est maintenant retombé à 61 %. Ceux qui possèdent une voiture dans cette tranche d'âge est passé pendant le même temps de 23 à 18 %. Selon une étude du GIE Objectif Transport Public réalisée en 2012, seuls 35 % des jeunes de moins de 25 ans estiment la voiture comme indispensable et en ville, 83 % préfèrent les transports publics associés aux vélos en libre-service et aux taxis pour se déplacer.

Une inversion de tendance très nette que nos politiques n'ont pas encore pris en compte.

Francis Vergier ■

Source : FNAUT-Infos, octobre 2013, mensuel de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél : 01 43 35 02 83, www.fnaut.fr.

(1) Après l'ordinateur et le téléphone portable !

(2) Le CERTU, Centre d'Etudes sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques est un organisme public.



◀ Dans l'entreprise AgroPalma, à Taillândia (PA), ce sont plus de 39 000 hectares de palmiers qui sont déjà plantés

D.R.

Comment les agrocarburants détruisent l'Amazonie

Les agrocarburants, nouveau marché phare du Brésil, ont des impacts multiples sur l'agriculture familiale. Etat des lieux à partir d'une enquête de terrain en région amazonienne.

DE NOMBREUSES QUESTIONS SE POSENT aujourd'hui quant à l'avenir de l'agriculture familiale face à des projets agricoles comme les monocultures d'oléagineux impulsées par la demande tant nationale qu'internationale en agrocarburants et en aliments.

Lancé en 2004, le Programme National de Production de Biodiesel (PNPB) cherche à favoriser la production d'agrocarburants au Brésil. L'objectif est de répondre à la demande des marchés européens qui se sont fixés l'objectif de 6% d'agrocarburants en 2010, une proposition de la Commission allant jusqu'à 20% à l'horizon 2020, et cela en rejetant un amendement proposé par les Verts stipulant que les cultures d'agrocarburants ne feraient concurrence ni à la production d'aliments, ni à la préservation des forêts primitives ! Le pays s'intéresse au développement de six oléagineux, dont le soja et le palmier à huile. La ligne directrice du programme est de favoriser "l'intégration sociale" des agriculteurs familiaux. Il a donc été créé le label "combustible social" destiné aux producteurs participant à un développement régional durable, via l'intégration de l'agriculture familiale. L'obtention de ce label n'est possible que si 10% de la production provient de l'agriculture familiale et que les plantations se font sur des surfaces "dégradées" ou "déforestées", assurant ainsi aux entreprises des avantages fiscaux et des parts de marchés dans les appels d'offres étatiques.

Cette dynamique d'expansion agro-industrielle, sous couvert d'inclusion de l'agriculture familiale et de respect de l'environnement, inquiète toutefois plusieurs associations, ONG, universitaires et agriculteurs.

ACCÈS AUX TERRES ET DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Pour le Ministère public⁽¹⁾, le débat sur l'intégration de l'agriculture familiale est, en fait, un moyen pour les multinationales d'avoir accès aux terres. En effet, on estime à plus de 30 millions d'hectares la surface adéquate à la plantation d'oléagineux en Amazonie. L'association des agriculteurs familiaux aux entreprises dans la production d'huile de palme permet à ces dernières d'utiliser la terre sans l'acheter ou la louer, d'utiliser la force de travail et les différentes relations sociales de production sans se compromettre juridiquement. En somme, cela leur permet d'utiliser la terre/le territoire du producteur familial comme ressource de l'agronégoce.

De plus, l'entrée de l'agriculture familiale dans ce type de culture est censée permettre une augmentation des revenus et donc une amélioration des conditions de vie des agriculteurs familiaux. Or, Verena Glass, de l'ONG "Repórter Brasil", montre que, bien que le revenu augmente, les dépenses occasionnées par la culture de palmiers à huile ou du soja s'accroissent également

(1) Laboratoire de recherche de Belém travaillant sur les problématiques amazoniennes.



◀ Des agriculteurs familiaux discutent de leur entrée dans la culture du soja dans la campagne de l'état du Para

(achat des plants, des engrais et des pesticides, des personnes employées pour la cueillette...).

D'autre part, le danger de la dépendance des agriculteurs familiaux vis-à-vis des entreprises est largement mis en avant. En effet, les entreprises vendent les plants aux agriculteurs, leur achètent l'intégralité de la production pour la transformer et fixent donc les prix d'achat. Par ailleurs, elles mettent une assistance technique à disposition des agriculteurs, orientant donc le moment de planter, de traiter, de récolter. Dès lors, l'agriculture familiale est en train d'arrêter d'être familiale pour être au service de grosses entreprises. Enfin, l'augmentation apparente des salaires des agriculteurs et la présence d'un très grand nombre d'ouvriers agricoles a permis la mise en place de réseaux de drogue et de prostitution dans les campagnes associés à un phénomène d'exode rural dû à l'achat massif de terres par les entreprises.

UN MODÈLE INSOUTENABLE

Concernant le volet environnemental, de nombreux cas de pollution des eaux due aux engrais et aux pesticides utilisés pour la culture de ces oléagineux causant problèmes de santé et destruction de la biodiversité ont déjà été notés. Selon la FASE⁽²⁾, l'impossibilité d'utiliser l'eau des fleuves déstructure profondément certaines communautés qui en avaient fait le centre de leurs activités (pêche, lavage du linge, baignade, cuisine, ...). De plus, l'énorme besoin d'eau pour ces monocultures requestionne cette prétendue durabilité mise en avant par le gouvernement et les entreprises. Nous pointons, par ailleurs, le risque de déforestation de la forêt primaire dans le cas où l'expansion de la culture ne serait pas assez contrôlée, comme c'est déjà le cas pour la culture de soja puisque, à ce jour, aucun texte ne

L'Amazonie, terre de déforestation

A partir des années 60, la politique de colonisation prônée par la dictature entraîne un engouement tout particulier pour l'Amazonie, zone non exploitée mais riche de potentiels. Elle voit arriver sur son sol, d'un côté des agriculteurs familiaux produisant avant tout pour l'autoconsommation et vendant leurs surplus sur le marché local, et de l'autre, des projets colossaux de barrages hydroélectriques, d'entreprises d'exportation agroalimentaire et de firmes minières. En parallèle, portées par différents programmes nationaux et par l'économie créée par l'exploitation de matières premières, les infrastructures se sont développées et l'asphalte a gagné du terrain sur des espaces difficiles d'accès, dans une logique de front pionnier toujours à l'œuvre aujourd'hui.

définit clairement ce qu'est une "forêt dégradée" condition pour planter ces monocultures.

Les conclusions sont donc frappantes : augmentation du prix de la terre, ségrégation entre les agriculteurs familiaux et les riches entrepreneurs, exode rural, saturation des villes, situation sanitaire précaire, migration des agriculteurs vers des zones encore non défrichées faisant ainsi augmenter l'arc de déforestation. Dans le nord-est du Pará, région déjà fortement exploitée par toutes sortes d'entreprises (minières, agroalimentaires, agricoles, routières, d'exploitation du bois, ...), l'implantation de monocultures n'est pas synonyme de développement durable comme le laissent entendre le Gouvernement et les entreprises. Ces cultures ne sont pas durables, du point de vue environnemental car elles provoquent la pollution de nombreux cours d'eaux, économiquement car elles vont vers une suppression de la souveraineté alimentaire des agriculteurs familiaux et socialement car elles provoquent exode rural, décomposition des communautés et déstructuration du milieu urbain.

Eva Timone-Martinez ■

(2) Fédération d'institutions pour l'Assistance Sociale et Educative, ONG la plus ancienne du Brésil.

➤
La transmission
d'un agriculteur
à son petit fils :
« parce que notre
agriculture,
c'est surtout de
l'observation »



D.R.



Ce que pensent certains agriculteurs familiaux du soja en Amazonie

Loin d'être un processus linéaire d'amélioration des conditions de vie matérielles, le développement est un lieu d'affrontement "politique" au sens où "tout projet de développement apparaît comme un enjeu où chacun joue avec des cartes et des règles différentes"⁽¹⁾.

DÈS LORS, LA MISE EN PLACE D'UN PROJET de développement n'aura pas les mêmes objectifs pour chacun des acteurs concernés. C'est ce que nous nous proposons de voir à travers l'introduction du soja à Belterra, petite municipalité se situant dans le couloir d'exportation de cet oléagineux depuis quelques années.

L'avancée du soja se fait progressivement vers le nord du pays depuis les années 90 et Belterra se situe sur la route qui part du Mato-Grosso et arrive à Belém, port d'exportation. L'arrivée de cet oléagineux dans la région amazonienne a provoqué une réorientation productive des municipalités concernées. Dès lors, les structures et les pratiques de l'agriculture familiale sont parfois mises de côté, au détriment d'une nouvelle organisation du travail et d'un système de production caractérisé par une intensification productive, par l'adoption de pratiques plus standardisées, par l'application de techniques nouvelles et par la prédominance du travail salarié.

Au niveau local, cette implantation provoque de nombreuses questions et certaines dissensions entre les acteurs.

Pour certains, l'arrivée du soja va à l'encontre d'un développement «pour tous» qui permettrait le renforcement de l'agriculture familiale. Au contraire, de nombreux agriculteurs délaissent leurs activités pour se salarier. Ils quittent donc leur village pour aller en ville et sont confrontés à des situations très difficiles. C'est en ce sens qu'une des secrétaires du syndicat de Belterra affirme : "Ils embauchent quinze fils d'agriculteurs et disent qu'ils génèrent de l'emploi ! Mais, pendant ce temps, ils en enverront cinquante dans la misère parce qu'ils auront pris les terres. En découle que la personne va en ville, achète une maison et doit tout acheter parce qu'elle n'a plus rien".

UN AUTRE DÉVELOPPEMENT ?

Emportée dans une tristesse éternelle elle continue : "Cela n'est pas un développement, c'est mettre l'argent dans la main d'une minorité". Puis elle se calme et,

(1) De Sardan, "Le développement comme champ politique local", Bulletin de l'APAD [En ligne], 6 | 1993.



D.R.



D.R.



Un couple d'agriculteurs familiaux refusant d'entrer dans la culture du palmier à huile



Des agricultrices souhaitant un développement agroécologique dans la municipalité de Moju (Para)

d'une voix douce, me dit : "je pense que si on a un rêve et que l'on ne fait pas tout pour l'atteindre, on ne devrait même pas rêver. Le rêve doit exister, c'est important, si vous ne rêvez pas vous n'avez aucune portée. Donc, je vis dans ce rêve de voir ce développement équitable arriver".

C'est dans la même optique que l'actuel maire de Belterra est revenu dans sa campagne natale après avoir fait des études supérieures à 3000 km plus à l'est dans la ville de Recife. Il me dit être revenu "dans le but de faire un développement d'une nouvelle conception, pour montrer que l'agriculteur familial n'est pas un ignorant, mais qu'au contraire tout vient de là". Dès lors, l'agriculture du soja est importante mais le but n'est pas son extension car la majorité de la population de Belterra est constituée d'agriculteurs familiaux qui développent une production avant tout durable et qui satisfait aux nécessités de la population. Il s'agit plutôt de réguler la production par la mise en place d'un pacte qui éviterait les "conflits". Bien entendu, ils refusent le soja OGM, qui correspond pourtant à 54% de la production de soja brésilien. Ainsi, le prefeito a une vision d'un développement agricole articulé : "juste produire, produire, produire, non, nous avons besoin de penser dans un ensemble [...], éviter la dépendance par la connaissance". Il ne s'agit pas d'appliquer de manière automatique sans esprit critique un modèle qui ne respecte pas notre réalité, mais plutôt de questionner ce modèle pour le rendre meilleur. Il me donne alors l'exemple des routes en me disant : "par exemple, ici, nos routes sont horribles, alors comment on peut appliquer un modèle où ce sont les routes qui sont au centre en terme de voie de commercialisation quand il n'y a pas de routes, ce n'est pas possible".

UNE RÉALITÉ COMPLEXE

Toutefois, la situation est plus délicate et paradoxale comme je le comprends en rencontrant la présidente du syndicat des travailleurs ruraux. Bien qu'ayant pour fonction de défendre l'agriculture familiale face à l'extension de la culture de soja, elle fait face à une réalité bien plus complexe puisque elle est mère de huit fils, tous salariés à l'exception d'un, dans les entreprises de soja : "J'ai des difficultés à dire que ça doit s'arrêter. Je pense que nous devons étudier beaucoup avant de dire ça, parce que tout arrêter d'un coup, je ne sais pas, il faudrait étudier plus" et rajoute d'une voix grave : "Tu sais, dans l'agriculture familiale, c'est très difficile. Tu n'as pas ce dont tu as besoin. Tu travailles, tu travailles pour rien. Et ces gens du soja, ils viennent de l'extérieur et ils ont offert du travail à mes fils qui sont devenus salariés".

Ces représentations, bien plus complexes que les approches binaires que nous connaissons souvent, questionnent notre lecture du développement. Derrière lui se cache paradoxes et ambiguïtés, individus et histoires de vie, jeux de pouvoirs et affinités. Un développement social ne rime pas forcément avec un développement éthique, économique et/ou territorial. Cela nous permet de mieux comprendre les enjeux existants autour de l'implantation des monocultures de soja en Amazonie et plus largement de la réception, au niveau local, de tous les gros projets agricoles, miniers, énergétiques,...

Eva Timone-Martinez ■

Eva Timone-Martinez

a réalisé une étude d'un an et demi au Brésil sur l'implantation du palmier à huile dans le cadre d'un Master 2 au Muséum d'Histoire Naturelle et AgroParisTech.



Peu importe que l'autoroute soit vide... la « clause de déchéance » permettra de faire payer le contribuable.



D.R.

Partenariats public-privés Ce sont les entreprises qui gagnent

La mode est au partenariat public-privé. Officiellement, ce serait un moyen d'alléger les contraintes pour les collectivités publiques. Dans la réalité, c'est surtout une méthode pour aspirer l'argent public.

DANS LES CONTRATS PRIVÉS-PUBLICS, les avocats prévoient absolument tout pour protéger l'intérêt... du privé !

VINCI GAGNE À NOTRE-DAME-DES-LANDES

Ainsi, si l'aéroport Notre-Dame-des-Landes venait à voir le jour, il serait financé à 30 % par des fonds publics (collectivités locales 115,5 millions + Etat 146,5 millions) et tout ce qui va autour serait financé par... l'argent public⁽¹⁾. Vinci ne s'engage que sur environ 310 millions. Mais si l'aéroport est abandonné, les contrats prévoient de fortes indemnités pour Vinci... qui, de fait, ferait quand même du bénéfice.

PAU-LANGON, AUTOROUTE EN FAILLITE, QUI VA PAYER ?

Au début, il y a eu des autoroutes rentables : les plus fréquentées. Et puis, on a ajouté des liaisons intermédiaires de moins en moins fréquentées. Avec l'autoroute A65, entre Pau et Langon (près de Bordeaux), inaugurée en 2010, il semble que l'on ait atteint une limite : elle est tellement peu fréquentée que la société *Alienor* qui la gère envisage de se déclarer en faillite. Ses actionnaires, *Sanef* et *Eiffage*, pourraient alors faire jouer la "clause de déchéance" qui fait retomber la dette... sur l'Etat, donc sur nous⁽²⁾.

GRAND STADE DE LYON, GARANTI PAR LE DÉPARTEMENT

Le Grand stade de Lyon se construit sur d'anciennes zones maraîchères, en contradiction totale avec les engagements de la Métropole sur la protection de sa ceinture verte. Il s'agit officiellement d'avoir une plus grande capacité pour les matchs européens. Ce projet a été lancé au moment où l'équipe de Lyon dominait le foot français. C'est la société, cotée en bourse, qui gère l'équipe de foot, *OL Groupe*, qui a cherché des partenariats pour construire un stade associé avec un centre commercial, des cinémas... Entre temps, l'équipe de foot a perdu de sa force, le stade actuel a perdu 30 % de sa fréquentation, la crise économique fait que plusieurs centres commerciaux périphériques de Lyon sont actuellement en situation difficile. *OL Groupe* n'arrivait pas à trouver le financement et a dû vendre ses meilleurs joueurs pour trouver des liquidités. Et comme cela ne suffisait pas, c'est finalement le Conseil Général qui a accepté de se porter caution. Si demain, l'opération financière est un fiasco, ce sont les contribuables du Rhône qui paieront.

Il existe de multiples autres exemples : partenariat dans la recherche, distribution de l'eau... Partout le principe est le même : du profit pour les uns, des factures pour les autres. Pourtant aucune loi n'oblige les élus à faire de tels contrats. Lesquels sont prêts à s'engager à cesser ce genre d'accord ?

Michel Bernard ■

(1) 97 millions pour la desserte routière, 34 millions pour le contrôle aérien, 150 millions pour une liaison tram-train, 5 millions pour le fonctionnement du Syndicat mixte... et déjà 50 millions pour les forces de l'ordre.

(2) Avant sa construction, les opposants avaient dénoncé des perspectives de fréquentation largement surestimées. Ce sont eux qui avaient raison... et qui vont payer !



Si le casque protège des traumatismes crâniens dans les accidents, il faut commencer par le rendre obligatoire pour les piétons (26 % de blessés touchés au crâne) puis les automobilistes (24 %), avant les cyclistes (17 %).

Le casque doit rester facultatif

Depuis une dizaine d'années, des élus essaient de rendre le port du casque obligatoire. Face à eux, les associations de cyclistes s'y opposent. Pourquoi ?

ARGUMENT EN FAVEUR DU CASQUE : cela protégerait des traumatismes crâniens⁽¹⁾. Dès 2005, la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB) a rassemblé nombre d'études sur le sujet⁽²⁾. Le premier pays à rendre le casque obligatoire a été la Finlande en 2003. La Suède et la Slovaquie ont suivi pour les moins de 15 ans en 2007. La Nouvelle-Zélande et l'Australie ont légiféré sur le port obligatoire également. Le projet est en débat en Espagne. En 2007, en France, un projet de loi a été repoussé par les associations qui ont su convaincre plusieurs députés et le ministre de l'Ecologie de l'époque, Jean-Louis Borloo.

LES RAISONS DE S'Y OPPOSER

L'instauration du casque obligatoire transmet un message de dangerosité du vélo. Dans tous les pays où l'obligation a été mise en place, cela a eu comme conséquence une baisse de 25 à 30 % de l'usage de la bicyclette... alors que seulement 15 à 50 % des cyclistes portaient un casque. Or ce n'est pas le vélo qui est dangereux mais ceux qui le percutent...

Le principal défaut observé est le changement de comportement des automobilistes : une étude menée en Grande-Bretagne, avec une caméra embarquée, montre que les voitures passent plus près des vélos lorsque les cyclistes sont casqués que lorsqu'ils ne le sont pas, ce qui augmente le risque de passer sous le véhicule en cas de chute.

La chute d'usage du vélo constatée partout entraîne une moindre visibilité des deux-roues dans la circulation. Une étude a montré en 2003 que cela augmente de fait le nombre d'accidents.

La conclusion des associations de cyclistes est que cette mesure est une demande des lobbies d'automobilistes, qui cherchent à se débarrasser des cyclistes qui les ralentissent.

D'AUTRES CRITÈRES À PRENDRE EN COMPTE

Le Danemark et les Pays-Bas sont les deux pays au monde où il y a le plus de cyclistes. Ce sont aussi les pays où l'usage du casque est le moins répandu (entre 1 et 3 % contre près de 10 % en France). Or ce sont les deux pays où le nombre d'accidents de vélos sont les plus faibles.

A kilométrage égal à vélo, les Etats-Unis, qui promeuvent le casque mais où le vélo est très peu utilisé, comptent 5 fois plus d'accidents pour les cyclistes...

Ce n'est donc pas le casque qui fait la différence mais bien la perception de la place du vélo dans la société. C'est pourquoi les associations de cyclistes demandent de réfléchir aux moyens d'éviter les comportements dangereux des véhicules motorisés qui sont les premiers responsables des accidents de cyclistes.

FUB, 12, rue des Bouchers,
67000 Strasbourg,
tél : 03 88 75 71 90,
www.fubicy.org

(1) Les casques actuels ne sont pas efficaces pour une chute ou un choc à plus de 20 km/h.

(2) <http://www.fubicy.org/spip.php?rubrique41>

Un germe de transition

L'humanité est dans une transition qui va s'accéléralant en abandonnant sur sa route une partie d'elle-même. Dans ses révolutions la société a toujours eu tendance à recréer une pensée unique, une façon de vivre qui prime sur les autres comme nous le subissons aujourd'hui. La diversité ne peut subsister que dans la coopération, la communication consciente et bienveillante. A chacun de nourrir son action individuelle et collective dans une spiritualité qui lui est propre et qui s'enrichit de celle des autres.

(...) Au printemps 2012, l'idée d'un groupe de transition pour les gens de la forêt de Brocéliande a pris corps. Progressivement nous nous sommes retrouvés huit, une matinée par mois, quatre femmes, quatre hommes, de 27 à 74 ans. Nous avons cherché à nous connaître, à cerner nos attentes, nos projets, nos sensibilités dans ce pays qui

nous rassemble. La transition ne concerne pas seulement les énergies. Nous avons échangé sur nos rapports hommes-femmes, sur nos spiritualités, sur le lâcher-prise, sur la fête. Nous avons réalisé une carte mentale du pays avec tous ses réseaux. Nous sommes allés chez chacun-e entendre ce qui le préoccupe dans sa vie, dans sa famille, dans son environnement. Nous pensions qu'avant de se lancer dans l'action publique, il était nécessaire de se nourrir du même esprit, de faire corps ensemble. Que chacun-e soit reconnu-e et demeure pleinement soi pour participer à une transition commune. Inventer la démarche de notre groupe en tenant compte des courants divers qui nous entourent.

En faisant le tour, nous nous sommes rendus-compte que chacun-e était déjà fortement engagé-e dans son lieu de vie, dans son

travail, ses activités, dans une transition déjà en marche. Ainsi 4 sur 8 d'entre nous n'utilisent plus EDF, sont autonomes pour l'eau, 2 pratiquent l'école à la maison, 7 n'ont plus de télé, ont des toilettes sèches, 6 font leur jardin, 7 se contentent d'un revenu inférieur au Smic et consomment local pour s'alimenter, se vêtir, se chauffer au bois. Par contre un seul n'a pas internet et de portable. Nous sommes à l'écoute de ce qui va dans le sens de la transition écologique, sociale, économique sur notre territoire mais nous n'y participons pas en tant que groupe pour le moment.

Alexis Robert
Ille-et-Vilaine



La fin de Sénailac en transition

Nous ne sommes plus !

Certains membres du groupe, incapables de tolérer le moindre désaccord, la moindre tension ou le moindre conflit, n'ont pas pu admettre qu'un point de vue différent est parfois une donnée enrichissante essentielle plutôt qu'une menace pour la cohésion du groupe, et le clivage a été ainsi décuplé, au point de s'avérer mortel.

Le débat lancé dans *Silence* en novembre 2013, sur le caractère « apolitique » de la transition, et sur le clivage entre la transition et « les grandes luttes écologiques », démontre que les divergences qui se sont manifestées au sein de Sénailac en transition existent au niveau national et ne frappent pas cette seule initiative.

Il faut espérer qu'un débat ouvert et public sur ce sujet permettra aux autres initiatives et mouvements de conjuguer leurs différences de conception afin d'aller de l'avant ensemble, et non d'alimenter une opposition constante et destructrice comme celle qui a atteint Sénailac en transition.

De manière inéluctable, l'équipe de relations publiques de Sénailac en transition, dans le Lot et ailleurs, s'est trouvée limitée presque systématiquement aux membres du groupe qui s'engageaient dans des activités et des actions hors du village, autrement dit les militants les plus radicaux, ceux qui s'étaient également impliqués dans le film Transition au pays : aventure lotoise, qui tenaient des stands lors des festivals, organisaient des événements aux côtés d'autres initiatives, coopéraient avec le Parc naturel régional des Causses du Quercy, etc.

Élargir le mouvement a toujours figuré parmi les idées essentielles qui inspiraient Sénailac en transition.

L'entité nommée Sénailac en transition n'existe plus, mais son influence sur la vie du village et de ses habitants, sur le Lot, sur le mouvement de transition, s'est avérée productive et positive. Alors, que l'aventure continue !

Kim Goddard
Lot

L'écologie à la loupe

Belle idée, belles photos, belle dernière page de lampions [*Silence* n°416 p.48, reportage photos sur un lancer de lampions pour "occuper le ciel" à Notre-Dame-des-Landes, ndr]. Un seul petit problème : le texte est peu lisible,

caractères trop petits, contraste couleur trop faible. Je prends ma loupe ! Manche plastique, cerclage alu, verre hyper travaillé, poli...et comme toujours fabrication, transport, stockage... bilan environ-

nemental, sans calcul, mauvais ! Tout ça pour lire *Silence* !

Ah, décroissance, quand tu nous tiens ! Plus sérieusement, que devient le lampion ? Il retombe, on le recycle ? Quels matériaux et quel combustible ? En fait, je cherche – comme on dit – la petite bête. *Silence* est super, mais finalement, j'ai l'impression de toujours lire le même numéro... Seule force qui émerge pour moi : tout est basé sur la solidarité, le partage et la foi en une vie harmonique possible, même maintenant. Car le premier pollueur est en chacun, dans les petits irrespects du quotidien... "Et ça ? Je ne sais pas quoi en faire ! Bon, poubelle...". En tout cas, merci, vraiment.

Eric Varjebedian
Allemagne



Ondes

(...) J'ai découvert votre revue grâce à votre numéro spécial "Téléphones insupportables" qui était référencé par d'autres. Je suis en mode survie en milieu high-tech depuis 1998.

(...) Votre numéro 416 m'a apporté une grille d'analyse pertinente pour décoder tout ce qui se cache derrière le terme d'écoquartier, terme qui m'est devenu familier depuis deux ans, vus les projets municipaux locaux, je vous en remercie. (...)

La censure qui perdure en France sur notre plus grande entreprise à l'internationale, l'aérospatiale, devient dramatique. Tout comme pour les déchets nucléaires terrestres, le silence est de mise sur les déchets satellitaires et leurs conséquences dans un avenir proche. Que de budgets à redistribuer... (...)

Il me semble que *Silence* pourrait contribuer à un article de fond sur les télécommunications : sons et images, qui fait quoi avec quelle technologie et quels supports, à l'aube des "smart cities" ("villes intelligentes") françaises, de l'expérimentation linky lyonnaise (compteurs électriques utilisant les ondes à hautes fréquences), des RFID (puces à lecture par radio-fréquence) généralisées... (...)

Pascale Giroud
Rhône

Enfants de Tchernobyl

Abonné à *Silence* depuis 2003 (...), j'ai été très content de lire l'article "Mensonges nucléaires" dans le numéro d'octobre 2013. Je suis moi-même antinucléaire depuis les années 70 pour une raison simple : je n'ai jamais admis qu'on fasse peser sur les générations futures un fardeau qu'elles n'auront jamais accepté. (...) Et en 1986 il y a eu Tchernobyl. Et voilà que le lobby malfaisant, par l'action de l'AIEA, fait dire à l'OMS que tout est rentré dans l'ordre sur le plan sanitaire en Biélorussie. Le problème serait devenu économique et culturel. Mensonge cynique, indigne de l'humanité civilisée. Il reste une façon de dénoncer. Je suis adhérent de l'Association *Enfants de Tchernobyl Bélarus*, dont la principale action consiste à soutenir financièrement l'Institut Belrad, fondé à l'époque par Vassili Nesterenko, le père d'Alexei, premier physicien nucléaire biélorusse, pour soigner les enfants victimes de la radioactivité par ingestion de faibles doses cumulées de Césium 137. Quand leur charge corporelle de cet isotope dépasse une valeur tolérable, on leur administre de la pectine de pomme, extrait biologique qui fait éliminer les métaux lourds en général, et parmi eux le Césium. Le traitement est efficace et son action est vérifiée, mais cela coûte environ 100€ par enfant et par an. Ces populations sont pauvres, incapables d'acheter de la nourriture "propre", et Belrad ne fonctionne que grâce à des dons divers, de particuliers

et d'associations. Les Etats et la plupart des organismes internationaux refusent tout soutien au nom de la honteuse fiction validée par l'OMS. La crise semble peser aussi sur ces dons, car ils sont en baisse, et l'Institut Belrad commence à voir partir de jeunes collaborateurs qualifiés, dont le dévouement ne parvient plus à compenser la sobriété salariale. (...) Pourtant quelques milliers de personnes qui donneraient régulièrement ne serait-ce que 10€, permettraient de rétablir la situation. Le naufrage financier de Belrad serait la dernière défaite avant le triomphe complet de la barbarie d'Etat officielle. Il ne suffit plus d'agiter de petits drapeaux ou de fixer des autocollants à l'arrière de nos véhicules. Il faut prendre nos responsabilités et mettre sur la table l'argent que l'OMS ou l'UNICEF ne donneront pas. Payer, ne serait-ce que quelques euros, si on est des milliers, est la plus démonstrative façon de "conchier" les théories fumeuses des nucléocrates qui, à Tchernobyl comme déjà maintenant à Fukushima, prétendent que la vie peut continuer comme avant. C'est la plus éclatante façon de démontrer que rien n'est réglé.

Jean Monestier

Pyrénées-Orientales

Enfants de Tchernobyl Belarus, Résidence "Les jardins d'Emeraude", 28, bis, rue de la République, Appt 21, 22770 Lancieux.

Droit de polluer

Au moment où tout démontre que les pollutions sont causes d'un développement sans pareil des maladies (cancers, malformations, Alzheimer, Parkinson, leucémies, virus, asthme, allergies multiples...) les pollueurs osent réclamer le droit de polluer plus et de ne pas être taxés pour cela ! Les patrons routiers et l'agro-industrie sont à l'initiative du mouvement, et essaient même d'y entraîner les malheureux esclaves licenciés des industries de la malbouffe. "Laissez-nous bosser", clament dans la presse patrons et Medef. Chacun sait que si le travail était une bonne chose, les riches se le garderaient pour eux ! Ce sont quand même les deux activités les plus polluantes et les plus ASSISTEES qui protestent contre la taxe et encaissent des millions supplémentaires donnés par l'Etat. Ils refusent la taxe pollution, alors qu'ils vivent et roulent avec les impôts des autres contribuables ! Aides européennes, détaxations et exonérations en tous genres, gaz-oil moins cher : ceux qui dégradent nos routes, notre biodiversité, nos paysages, notre alimentation, notre santé, ne pourraient le faire sans l'aide des contribuables à tous niveaux. De plus, ils exploitent des salariés français ou étrangers sous payés dans des conditions d'insécurité maximum. Et on ne "compte" jamais les dégâts pour la santé et la sécu. Même chose pour les pollueurs d'eau de Bretagne qui s'attaquent violemment aux citoyens qui demandent de manger sainement et de ne plus avoir de porcs ou poulets industriels, ni d'algues vertes ! Nous sommes de plus



en plus nombreux à réclamer des terres pour multiplier le nombre de petits agriculteurs et pour l'indépendance alimentaire locale. Ça, c'est du vrai boulot, rentable, non assisté, qui crée de l'emploi local !

"Vous risquez de mettre en péril nos entreprises", nous dicte le Medef. Sans même penser que nombre d'entre nous veulent diminuer le transport routier, et rejettent la surdose d'import export qui nous oblige à accepter tant de saloperies. Nous n'en avons rien à foutre, messieurs, de vos camions. Nous voulons RELOCALISER toutes les activités production-consommation, et recycler les salariés dans le transport local ou ferroviaire !

Ce patronat casseur, allié à l'extrême-droite, ose même importer des bonnets "rouges" pour manipuler les ouvriers sacrifiés. Le Medef veut oublier que c'est sa politique qui a sacrifié 80 % des paysans et qui ouvre ou ferme, ici ou à l'étranger, des entreprises de malbouffe qui expulsent les petits paysans des pays pauvres et créent la malnutrition.

Michel Chevalier

Saône-et-Loire

Masculinisme, groupes de pères, la confusion

Je souhaite réagir à l'article sur le masculinisme, paru en décembre (n°418, p. 20) dans la revue *Silence* que j'apprécie beaucoup. Concernant les revendications des droits des pères, il y a un problème de fond. Les médias en parlent de plus en plus et ce n'est pas pour rien.

Le discours "tous victimes" au sujet des mères ne fait pas grandir la cause féministe, alors qu'il y a des mères qui abusent (elles ne sont pas majoritaires, mais il y en a qui vont très loin dans leur délire).

J'ai vu des cas, dans des associations de pères, de maltraitements d'enfants et de pères, où le père a été utilisé comme un simple géniteur et où la femme revendique tout pouvoir sur l'enfant.

Les associations des pères sont décriées.

Il existe des pères hystériques, comme des mères hystériques, parce qu'ils sont en grand souffrance. D'où vient la souffrance ?

Les personnes critiquant les "masculinistes" se fondent sur un reportage militant au Québec transposé à la France... Quelle rigueur scientifique !

Si les hommes avaient tous les droits, il n'y aurait pas besoin de créer un nouveau concept pour justifier la domination masculine.

Les associations des pères conseillent aux pères en difficulté d'aller vers la diplomatie, de prendre en compte que le droit n'est pas en notre faveur (ou son application)...

Il ne faut pas se tromper de sujet non plus.

On parle de problèmes de droit civil (garde de l'enfant), à ne pas confondre avec d'autres associations qui règlent les problèmes de droit pénal (parents violents qui peuvent être le père), des cas particuliers qui existent mais qui ne sont pas majoritaires.

Pourquoi les associations de mères luttent contre la garde partagée ? Bonne question...

C'est sûr qu'avec de nombreux déménagements, il y en a qui ne facilitent pas les choses.

Se pose aussi un autre problème dans les milieux écolo, un retour en arrière avec la mode du "maternage", dont les livres et les ateliers se vendent très bien... Le maternage défend une idéologie réactionnaire avec la femme au foyer, l'enfant fragile à sur-protéger, la fusion physique entre le corps de la mère et de l'enfant (cododo = dormir avec lui pendant une longue partie de son enfance, allaitement jusqu'à 5 ou 6 ans, pas de frustrations ni de pleurs, dictature du "rythme de l'enfant" à suivre en permanence...).

Au nom d'un certain retour à la nature, on se coupe de la société et on s'enferme. Est-ce cela l'avenir de nos enfants ? L'éducation, c'est l'affaire des deux parents, qu'ils soient en couple ou non...

Jean

Changement des normes européennes des prélèvements automatiques

Je souhaite me désabonner de *Silence*. Je proteste ainsi contre la mise en place du nouveau procédé de virement transfrontière qui privilégie les déplacements de fonds vers les paradis fiscaux, et fait, une fois de plus, passer le capital avant l'humain.

Je me réabonnerai éventuellement, de façon traditionnelle dès la fin de celui-ci.

Merci et bonne continuation ! Et félicitations pour le toujours haut niveau de débat que vous proposez !

Christophe Hercé

Val-de-Marne

Silence : Nous n'avons pas choisi de faire ce changement. Il nous est imposé par l'Union européenne et les banques. Silence a dû envoyer un courrier d'information obligatoire à tous ses abonnés par prélèvement automatique, pour les informer des nouvelles règles. Celles-ci interviennent dans le cadre de la mise en place du SEPA (Single Euro Payment Area, soit en français l'Espace Unique de Paiement en Euro). Le SEPA se présente comme "la zone dans laquelle les particuliers, les entreprises et les autres acteurs économiques pourront effectuer et recevoir des paiements en euro au sein de l'Europe (dont le Liechtenstein, Monaco et la Suisse)."

A notre échelle, cela a surtout représenté une charge de travail importante, un coût non négligeable, et des responsabilités accrues en tant que bénéficiaire de prélèvements, dont à l'inverse les banques se déchargent.

Prisonniers politiques palestiniens

Les autorités israéliennes détiennent environ 4500 prisonniers politiques palestiniens. Parmi eux figurent notamment des femmes, des mineurs, des universitaires et des parlementaires dont les conditions de détention ne respectent pas les normes internationales en la matière.

Les violations quotidiennes du droit international et ces mauvais traitements ont donné lieu en avril 2014 à un mouvement massif de grève de la faim de plus de 2000 prisonniers, revendiquant les droits humains les plus élémentaires.

Ces violations concernent notamment le jugement par des tribunaux militaires israéliens sans enquête préalable et sans comparution devant un juge ; la mesure de détention administrative, qui permet la détention d'individus pour des périodes de six mois indéfiniment renouvelables, sans inculpation, sans charges, et sans procès ; le maintien en détention d'une partie des prisonniers dont la libération était une condition des accords d'Oslo ; les conditions de détention des prisonniers qui bafouent les règles établies par la quatrième

Convention de Genève ; la négligence médicale ; la torture et les mauvais traitements infligés aux prisonniers ; le traitement des mineurs (moins de 18 ans).

Nous demandons la libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques palestiniens, qu'ils aient été des militants de la lutte armée ou de la résistance non violente, légitimes et légales au regard du droit international.

L'Association France Palestine Solidarité a lancé, fin 2013, une campagne de parrainage de prisonniers politiques palestiniens (voir le site de l'AFPS à l'adresse <http://www.france-palestine.org/Parrainer-un-e-prisonnier-e>)

Tous les prisonniers politiques palestiniens sont parrainés sans distinction sur leur appartenance politique ou la raison de leur détention.

Jasmine Souben

Pyrénées-Atlantiques

Association France Palestine Solidarité (AFPS), 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 72 15 79, www.france-palestine.org.

Parti pris ?

Bien sûr, vous avez tous les droits de critiquer le Front de Gauche [*Silence* n° 414, p. 35], mais ce qui me semble très important, c'est de rassembler et de ne pas décourager vos lecteurs de la "saine politique". Pour cela, il faudrait aller creuser la politique du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon et les ouvrages sur l'écossocialisme, pour moi seule voie possible et souhaitable en ce moment pour nous sortir de l'impasse et aller dans le sens de votre journal : alternatives, écologie, non-violence et, EN PLUS, justice sociale.

M. F. Jourjon

Drôme

Nous avons également reçu... 1/2

■ **Recettes crues pour tous les goûts**, collectif, éd. *Le Chou brave* (38400 Saint-Martin-d'Hères), 2013, 15 €. Une cinquantaine de recettes pour ceux et celles qui cherchent des idées pour manger cru. Compilation de recettes prises sur internet.

■ **Agathe ne croit pas au Père Noël**, Catherine Dumonteil-Kremer, Marie-Pierre Emorine, éd. *La Plage/En famille autrement*, 2013, 30 p., 12 €. Dès 4 ans. Dans la famille d'Agathe, on ne croit pas Père Noël, mais cela n'empêche pas de faire de cette fête un moment magique, au contraire. Premier d'une série de petits livres pour être en famille autrement, avec de bonnes pistes pour sortir des idées reçues vers plus d'authenticité.

■ **Agathe et les petits bonheurs**, Catherine Dumonteil-Kremer, Marie-Pierre Emorine, *La Plage/En famille autrement*, 2013, 30 p. 12 €. Dès 4 ans. Certains soirs, avant de se coucher, Agathe et sa famille font une ronde autour d'une bougie pour se raconter leurs petits bonheurs de la semaine. Un bel album étonnant et chaleureux qui aide à apprécier les bonheurs du quotidien. Et une pratique à expérimenter chez soi...

■ **Rêves d'orchidées**, Cédric Janvier et Cathy Delanssey, Balivernes Editions, 2013, 19 €. Un livre étonnant sur les orchidées qui mêle poésies, planches botaniques et illustrations fantastiques. Le résultat est inégal et laisse perplexe.

■ **La nature au café du commerce, préjugés et lieux communs sur la faune et la flore**, Jean-François Noblet, éd. *Plume de carotte*, coll. *Les engagés*, 2013, 150 p., 15 €. Réponses avec humour à une trentaine de phrases que les ennemis des écolos aiment à répéter sans cesse (style "les écolos veulent retourner à l'âge des cavernes"). C'est drôle, mais bien léger pour en faire un livre.

■ **L'écologie de la conscience**, Jean Bedard, éd. *Liber (Montréal)*, 2013, 490 p., 29 €. Si l'écologie devient un enjeu de société grandissant, c'est parce que nous avons de plus en plus conscience que nous vivons au détriment d'autres, dans les pays du Sud et dans le futur. L'auteur fait un vaste tour de ce qui conditionne notre psychologie et de pourquoi nous n'arrivons pas à agir, tournant en rond dans un certain confort/conformisme. Il termine bien par quelques pistes d'actions, mais cela reste sur le mode interrogatif.

■ **Les travailleurs**, Grégoire Courtois, éd. *Presque lune*, 2009, 248 p., 18,50 €. Dans un avenir proche, le système nous aura convaincu que seul le travail a une valeur. D'où des habitations où l'on vit sur son lieu de travail, où l'on bosse toute la journée. Dans ce monde futuriste, où la communication se fait par l'intermédiaire d'écrans, il arrive quand même qu'il se passe quelque chose... Un style d'écriture toute-fois fort déstructuré.

■ **A.M.O. (Antigone, Médée, Ophélie)**, Marina Darmestoy, *Les Xéroglyphes*, 2013, 120 p., 12 €. L'auteure est une militante du droit au logement. Dans ces trois textes de théâtre, elle brosse le portrait de femmes qui se rebellent contre l'ordre établi de diverses manières. Etrange.

■ **Taking Root, prendre racine**, ce DVD de 80 mn, en anglais, doublé en français, présente Wangari Maathai, prix Nobel de la paix 2004. Cette Kenyane a, pendant quarante ans, initié un mouvement pour replanter des millions d'arbres et encourager les femmes à s'instruire et à agir. Agissant de manière non-violente, elle a été l'objet de campagnes de presse haineuses de la part d'un pouvoir dictatorial qu'elle a contribué à faire chuter. Ce DVD est disponible contre 12 € frais de port inclus, auprès de *Espoirs pour les jeunes*, 2, rue de l'Espérance, 47190 Galapian, espergala@wanadoo.fr, www.pari47.com

■ **Les valeurs requises de l'alimentation de l'homme et de ses animaux domestiques**, Eric Vanden Eynde, éd. *Amyris*, 2013, 222 p. 26 €. Curieuse présentation de la santé, avec une nature qui sait tout, une vérité universelle et une évidence indiscutable. La génétique sait tout, le monde industriel mène à la décadence de l'espèce humaine, ajoutons encore une pincée de Création... et cela donne un livre assez incompréhensible.

Construire l'autonomie. Se réappropriier le travail, le commerce, la ruralité

Offensive

Après *Divertir pour dominer* (2010) consacré à une critique radicale de la culture de masse, la revue libertaire *Offensive* propose, sur le même principe, une sélection d'articles sur la question de l'autonomie. Les textes mêlent harmonieusement critiques sociales contemporaines, rappels historiques et expériences alternatives. Ils dessinent un projet émancipateur qui doit s'opposer à l'idéologie individualiste produisant une autonomie destructrice qui n'est que l'adaptation à l'évolution du marché et des technologies, dans le but de valoriser le capital par une marchandisation généralisée. Alors que le capitalisme prospère sur la dépossession de nos biens communs les plus vitaux, y compris la santé et les relations humaines, les auteurs préconisent une autonomie solidaire et ouverte sur une transformation sociale, basée sur la liberté et reprenant l'héritage historique des expériences d'autogestion et de démocratie directe. CJ

Ed. *L'échappée*, 2013, 336 p., 14 €.

20 objets à réaliser en design libre

Laboratoire Entropie

Les membres du laboratoire grenoblois Entropie diffusent une vision subversive de la technique. Ecœurés par le système de brevetage et d'obsolescence programmée des objets, ils travaillent depuis quelques années à la diffusion de notices techniques pour apprendre à réaliser soi-même des objets. Cet ouvrage explique la philosophie de ces militants du design libre et de l'autonomie par rapport au système technicien. Et surtout il propose vingt notices d'objets en design libre, avec à chaque fois tous les plans pour construire, comme sur un mode d'emploi technique, un lombricomposteur, un four solaire, une marmite norvégienne, des chaises, tables, lits, commodes, bibliothèques, carrioles à vélo... A diffuser pour émanciper le bricolage du système marchand. Espérons que cet excellent outil sera ensuite réédité dans une version moins luxueuse et donc plus abordable. GG

Autoédition, 2013, 274 p., 35€

Entropie, 15, rue Georges Jacquet, Grenoble,
<http://laboratoireentropie.blogspot.fr>

Éduquer sans punition La sanction éducative en pratique

Philippe Beck

Formateur pour adultes et médiateur, Philippe Beck introduit son propos par des repères théoriques relatifs à la nature de la règle, aux valeurs défendues par celle-ci et aux différents types

de transgressions. De la petite enfance à l'âge adulte, en passant par des situations de handicap mental, il propose de nombreux exemples vécus de résolution de ces transgressions grâce à la sanction éducative.

Si certaines des valeurs mentionnées et règles associées peuvent être discutables, ce livre reste cependant un bon outil pratique à l'usage quotidien des parents ainsi que de ceux et celles qui travaillent dans l'éducation. Toutes et tous y piocheront avec bonheur pistes de réflexion et applications concrètes... pour s'engager, au-delà de la répétition des solutions proposées, à l'invention de réponses adaptées dans l'« esprit » de la sanction éducative. ET.

Ed. *Jouvence*, 2013, 160 p., 16,50 €

Sauvons-nous de nos sauveurs

Slavoj Žižek, Srećko Horvat

Plusieurs articles sur l'Europe de deux philosophes, l'un slovène et l'autre croate, à rebours de la pensée libérale qui régit aujourd'hui les politiques européennes. Ils critiquent la vision selon laquelle les Balkans seraient le dernier bastion de la barbarie en Europe (en réalité son envers refoulé) : avec l'accueil en son sein de pays comme la Croatie, l'Union Européenne accomplirait sa "mission civilisatrice"... La droitisisation extrême de l'échiquier européen est aussi analysée. L'équilibre entre partis sociaux-démocrates de gauche et de droite a éclaté au profit d'un nouvel équilibre entre une force sociale-démocrate libérale et un populisme anti-immigration de plus en plus puissant, en harmonie avec les valeurs de Frontex, la barrière anti-immigré-e-s de l'UE. La crise grecque est analysée, non comme un accident, mais comme le destin qui attend le continent s'il poursuit dans la même voie libérale. Face aux dangers de la politique d'austérité, Žižek prône une socialisation des banques ainsi que des alternatives comme le parti grec de gauche radicale Syriza. GG

Ed. *Lignes*, 2013, 172 p., 14€

La France nucléaire L'art de gouverner une technologie contestée

Sezin Topçu

Historienne et sociologue des sciences, l'auteur retrace quatre décennies de nucléarisation de la France et montre comment les Français, au départ sceptiques voire opposés au programme électronucléaire du gouvernement Messmer, l'ont peu à peu accepté, même après Tchernobyl et Fukushima. Elle analyse le rôle de l'Etat et du lobby nucléaire pour imposer par la force, sans débat, et le plus rapidement possible, ce lourd choix de société. Elle insiste aussi sur le rôle des sciences sociales au service des entreprises pour s'adapter à chaque phase de la contestation, d'abord pour discréditer les critiques radicales des années 1970, ensuite pour institutionnaliser la critique, et par là même

Livres

la neutraliser. Soulignant le « renouveau progressif mais profond de la critique de l'énergie nucléaire », la leçon implicite de ce livre savant est de revenir à la problématique du nucléaire comme choix de société, et non d'insister sur ses seuls risques techniques. CJ

Ed. *Seuil*, 2013, 350 p., 21 €

Plaidoyer pour l'herboristerie Comprendre et défendre les plantes médicinales

Thierry Thévenin

Thierry Thévenin est producteur-cueilleur de plantes médicinales, porte-parole du syndicat Simples, qui regroupe les professionnels de ce domaine avec une charte écologique. Il s'intéresse ici au cadre légal de l'herboristerie, actuellement en voie de redéfinition, tant au niveau européen que français. Ce n'est pas gagné, car la mise à mort de ce domaine accompagne l'industrialisation de la santé. Et donc revenir là-dessus nuit à de grosses sociétés. Il retrace ici l'histoire de cette marchandisation, concentrée sur quelques plantes et oubliant l'essentiel. Il fait ensuite un tour d'Europe où la situation varie beaucoup selon les pays. Enfin, il consacre toute la fin de l'ouvrage à présenter les richesses des soins par les plantes, multipliant les exemples. Un livre qui non seulement donne envie de se soigner soi-même, mais aussi d'agir pour une plus grande liberté dans ce domaine. Dynamisant. FV.

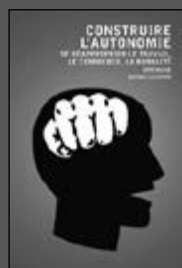
Ed. *Actes Sud*, coll. *Domaine du possible*, 2013, 294 p., 22 €

Désobéir en démocratie

Manuel Cervera-Marzal

C'est aux fondements philosophiques de la désobéissance civile que cette étude est consacrée. Qu'est-ce qui fonde le droit de désobéir à une loi, dans une société démocratique ? L'auteur, militant et chercheur, présente les différentes sources de la désobéissance civile (droit naturel, conscience individuelle, critères objectifs), de l'Antiquité à nos jours. Une présentation claire, qui aborde notamment les débats entre conservateurs et libéraux, mais aussi le dépassement des débats purement intellectuels et académiques par la pensée désobéissante elle-même, celle des acteurs de la désobéissance civile. La pensée de Martin Luther King est entre autres mobilisée, puis l'auteur nous emmène vers les horizons de la révolution non-violente et de l'anarchisme non-violent. Un parcours philosophique structuré, cohérent et dynamisant, malgré des désaccords possibles ici et là (l'étrange notion de "violence non-violente" par exemple). GG

Ed. *Aux forges de Vulcain*, 2013, 170 p., 20 €.





La face cachée du numérique

Impact environnemental des nouvelles technologies

Fabrice Flipo, Michelle Dobré, Marion Michot

Après avoir lu ce livre, vous n'aurez sans doute plus le même regard sur internet, les réseaux sociaux, le téléphone portable... Les auteurs dévoilent ici quantité d'informations précises sur leurs coûts énergétiques qui anéantissent tous les bénéfices fait dans les autres domaines. Ils démontent le mythe du virtuel qui permettrait d'éviter d'autres consommations ; dénoncent obsolescence rapide génératrice d'une montagne de déchets et d'épuisement à grande vitesse de nos ressources naturelles. Ils rappellent que ce n'est pas le consommateur qui est demandeur, mais bien les multinationales, avec le soutien des politiques qui y voient une possibilité de maintenir la croissance. Les auteurs critiquent les démarches de Greenpeace et du WWF qui ne se battent que pour des machines moins consommatrices, évitant des questions de société plus fondamentales, heureusement abordées par exemple par le CNIID ou les Amis de la Terre. Après un bilan catastrophique, le dernier chapitre est malheureusement pauvre : comment s'en passer ? Seul, c'est impossible (voir notre n°407 *Vivre sans internet*), mais collectivement, c'est peut-être possible, mais qui va oser commencer ? MB.

Ed. L'Echappée, 2013, 128 p., 12 €.

La fin de l'abondance

L'économie dans un monde post-pétrole

John Michael Greer

Dans *Small is beautiful* (1973). Schumacher a mis le doigt sur une erreur fondamentale des économistes : les ressources naturelles ne sont ni gratuites ni illimitées, donc la croissance ne peut être infinie. L'auteur essaie ici de reprendre ces idées et de les confronter à ce qui nous menace : la fin des énergies fossiles peu chères et concentrées, par des énergies renouvelables et diffuses. L'avenir est au local, résilient, durable et peu coûteux. Cela aura des conséquences importantes sur nos modes de vie : contrairement à ce qu'imaginent par exemple les initiateurs des mouvements de transition, il pense, lui, qu'Internet, trop technologique, sera l'une des premières victimes du changement. De nombreuses autres machines vont laisser place à un retour à un immense besoin de main-d'œuvre (source d'énergie elle aussi plus diffuse et renouvelable). Il se rapproche ainsi des idées de Gandhi et voit dans les pays du Sud, une réserve de savoirs qui nous seront fort utiles pour penser une société sobre en ressources. On pourra reprocher à ce livre d'avancer beaucoup de propositions comme

évidentes, il en ressort néanmoins une grande richesse d'idées à creuser et à expérimenter. MB.

Traduction de l'anglais (Canada) par Michel Durand, éd. Ecosociété, 2013, 236 p., 19 €.

L'organisation criminelle de la faim

Olivier Assouly

La faim est devenue une arme de guerre. Jusqu'à récemment les famines traversées par les peuples étaient un « coup du sort ». Depuis la fin du 18^e siècle, l'instrumentalisation de la faim est devenue une arme économique pour contraindre les populations à travailler. Le summum de cette exploitation par la nourriture a été développé dans les camps de concentration. Les rations étaient calculées pour permettre la survie des plus forts et exploiter leurs dernières forces. Quand la confiscation du vivant par les multinationales et la libéralisation des marchés alimentaires à des seules fins économiques sont à l'origine d'émeutes de la faim et d'accaparement des terres agricoles, la faim devient un redoutable instrument de pouvoir politique et économique. JP.

Ed. Actes Sud, 2013, 208 p., 20 €

Immolations au Tibet

Tsering Woeser

Entre 2009 et 2013, plus de 125 personnes (laïques et religieux, femmes et hommes, âgés de 16 à 64 ans), se sont immolés au Tibet. Ce mouvement a pris naissance, selon l'auteure, poétesse tibétaine, suite aux émeutes historiques de 2008 et à la répression sans merci qui les a suivies. Selon elle, les immolations constituent à un moment donné le seul moyen d'agir tout en restant fidèles au principe de non-violence quand tout mouvement collectif est rendu impossible par la répression. L'auteure a analysé les motifs invoqués dans leurs dernières paroles (lettres, vidéos). Peu cherchent à invoquer l'aide de la communauté internationale. Les immolés envisagent souvent leur acte comme un passage à l'action et une démonstration de la force du peuple tibétain, une protestation contre le colonialisme chinois. La répression s'abat durement également sur les proches et les communautés qui rendent hommages à ces "lampes d'offrande". Un éclairage peu commun sur une réalité méconnue. GG

Ed. Indigènes, 2013, 48p., 5 €

Romans

La révolte d'Albi

Réfugiés politiques, un futur possible

Claude Mamier

Nous sommes en 2056. Conséquence du réchauffement climatique, la mer a envahi une partie de la ville d'Alexandrie, en Egypte. La France négocie l'accueil de réfugiés en échange de l'attribution des travaux de reconstruction. Plusieurs milliers d'Egyptiens arrivent ainsi à Albi. Parmi eux, Ahmed, conteur et anarchiste, va rencontrer Renaud, animateur d'une radio libre. Le fils de ce dernier est ingénieur en charge d'un chantier à Alexandrie. Quatrième personnage principal, le jeune Fathi fuit son oasis pour venir se réfugier dans la Commune mise en place au milieu de la zone inondée. On les retrouve trois ans plus tard, quand les premiers Egyptiens doivent repartir au pays. Répression, révoltes, nanotechnologies, surveillance policière... l'auteur mélange tout cela avec habileté, créant un vrai suspense, avec juste ce qu'il faut de réflexions anarchistes pour se rappeler qu'il y a encore du chemin à faire pour arriver à se passer de l'Etat, ici comme en Egypte. MB.

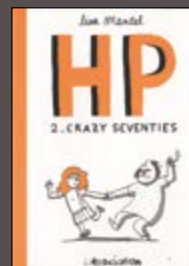
Ed. Libertaires, 2013, 300 p., 15 €

B. D.

Le goût de la terre

Baudoin et Troubs

Invités par des universitaires colombiens, les deux dessinateurs reprennent la formule expérimentée dans *Viva la vida* (à Ciudad Juárez,



au Mexique) : échanger un souvenir contre un dessin avec les personnes rencontrées dans la rue. Ils vont pour cela dans des petits villages à la frontière entre les zones contrôlées par le gouvernement et celles contrôlées par les FARC. L'occasion d'en savoir un peu plus sur ce mouvement né des paysans en révolte contre l'appropriation des terres par les multinationales (pétrole, mines, coca...). De magnifiques portraits, des témoignages souvent liés à la peur de la guerre, et partout le même désir de paix, ce qui, selon une commandante du FARC rencontrée à l'occasion, serait déjà fait si l'armée états-unienne n'entretenait pas le conflit. MB.

Ed. *L'Association*, 2013, 124 p., 19 €

HP

2 - Crazy seventies

Lisa Mandel

Après les asiles d'aliénés où le malade mental est enfermé, voici la révolution des années 60 où le malade devient une personne avec des droits. Mais, révolution de 68 oblige, cela va parfois un peu trop loin ! En réunion collective où se mêlent soignants et malades, certains iront jusqu'à sauter par les fenêtres, la réadaptation par le travail tourne à l'exploitation pure et simple... et les psychologues mènent la danse ! Avec un dessin minimaliste, une succession de petites histoires sur les excès des nouvelles pratiques psychiatriques. MB.

Ed. *L'Association*, 2013, 96 p., 13 €

Romain & Augustin, un mariage pour tous

Thomas Cadène, Didier Garguilo, Joseph Falzon

Nous sommes au printemps 2013, en pleines manifs pour le mariage pour tous. Romain et Augustin décident de se marier. Cette décision provoque tout un éventail de réactions dans leurs familles respectives, des plus enthousiastes aux plus réticentes. En couleur, les chapitres sur la préparation du mariage, avec les doutes et incertitudes de chacun. En noir et blanc, un tournage de film fait par un cousin qui interroge tous les membres des deux familles. Cette alternance de style parfaitement réussie permet d'opposer une vie assez banale — si ce n'est qu'il est composé de deux hommes — et des réflexions plus morales et politiques sur le droit au mariage (de la mère catholique qui prie pour que Dieu soigne son fils au père gauchiste qui dénonce le caractère bourgeois du mariage). Qui sera là finalement le jour du mariage ? La BD a été réalisée en parallèle à l'actualité et on y retrouve le discours de Taubira, la prise de position contre le mariage de Jospin, les propos homophobes de certains... C'est extrêmement bien vu. MB.

Ed. *Delcourt*, coll. *Mirages*, 2013, 160 p. 20 €

Jeunesse

Les bêtes biscornues, saugrenues, toutes nues

Jean-Baptiste de Panafieu, illustrations de Benoît Perroud et Lucie Riolland

Un très bel album illustré à lire dès 8 ans pour connaître d'autres espèces animales que celles que l'on voit partout comme le beau lion, le gentil dauphin et le kangourou malicieux... Des animaux ignorés ou méconnus, tout aussi merveilleux, tels que l'opossum, le poisson chauve-souris à lèvres rouges, le kiwi... dont on (re)découvre avec joie et étonnement les particularités et la faculté d'adaptation à leur environnement, et qui méritent tout autant notre attention et notre protection, afin de les inclure dans la préservation d'une biodiversité sinistrement menacée. BB

Coll. *Dame Nature*, *Gulfstream éditeur*, 2013, 88 p., 16€

Jeux pour habiter autrement la planète

coordonné par Elise Bancon

Avec les 11-15 ans. Trois grands thèmes de jeux : nature et environnement, citoyenneté et coopération, solidarité. 25 jeux de groupes expliqués avec les motivations, le déroulement du jeu et des annexes pour en savoir plus. Une collection qui se décline pour d'autres âges (il y a d'autres jeux pour les 8-11 ans et pour les 15-25 ans) réalisée par les Scouts et Guides de France, avec le soutien de différentes associations comme le CCFD. Une manière intelligente et amusante d'aborder de grands problèmes de société (biodiversité, gaz à effet de serre, changement climatique, handicap, résolutions des conflits, justice, droits de l'enfant, consommation, publicité, conduite à risque, relation garçon/fille, migrations, inégalités, partage de l'eau, discriminations, mondialisation, commerce éthique...). FV.

Coll. *Habiter autrement la planète*, éd. *Presses d'Ile-de-France*, 2013, 144 p. 15,20 €

Musique

Respect Existence or Expect Resistance

Klee Benally

Indien Navajo d'Arizona, Klee Benally sort son premier album solo de folk. Il officiait auparavant avec le groupe de punk rock *Black Fire*, composé de membres de sa famille, et dont chaque concert s'ouvrait sur des chants et danses traditionnelles Navajo. À travers 14 titres de folk éternel, seul avec sa guitare et un timbre de voix rocailleux, Klee poursuit sa lutte artistique pour la défense des peuples indigènes, contre le nucléaire, etc. Chaque titre est un pamphlet qui porte haut la voix, avec rage et révolte. JP.

Auto-production, 2013, 14 titres, 38 mn, prix libre

Nous avons également reçu... 2/2

■ **De la justice**, Jacques Langlois, éd. *Libertaire*, 2013, 270 p. 15 €. En principe, l'Etat est censé assurer la justice. Il suffit de regarder combien augmentent les inégalités sociales dans un même pays ou entre pays pour comprendre qu'il n'en est rien. La justice est censée, par les lois, protéger les faibles. Du fait des puissances de l'argent, qui permet de financer avocats, médias et lobbyistes, il n'en est rien : les lois sont détournées de leur sens, protégeant le capital et non la personne. L'auteur propose quelques pistes d'inspiration libertaire, malheureusement dans un langage assez complexe.

■ **Ravages productivistes, résistances paysannes**, Estelle Deléage, éd. *Le bord de l'eau*, 2013, 44 p. 6 €. Alors que le nombre de paysans baisse rapidement au niveau mondial, pour servir de main-d'œuvre à l'industrie, 500 millions de personnes souffrent de la faim... principalement des paysans qui ne sont plus maîtres de leur production. Jusqu'où peut aller ce phénomène alors qu'ils sont indispensables pour nourrir la planète ? L'auteure agronome, après avoir décrit l'industrialisation agricole et les questions que cela pose, s'intéresse brièvement ensuite aux luttes paysannes actuelles, appelant à les rejoindre.

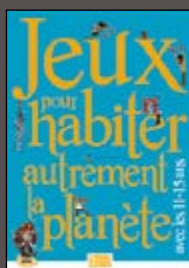
■ **La civilisation et le travail**, William Morris, traduction Dominique Bellec, éd. *Le Passager clandestin*, 2013, 104 p. 7 €. Réédition de deux conférences de 1884 et 1886 montrant comment la logique industrielle conduit à l'exploitation et au gaspillage. Appel au retour à l'artisanat, avec le plaisir créatif, et l'intégration dans la communauté. Complété par un texte sur la mondialisation et l'esclavage moderne.

■ **Retour aux sources du pléistocène**, Paul Shepard, traduction de l'anglais (Etats-Unis) Sophie Renaut, préface Patrick Degeorges, éd. *Dehors*, 2013, 256 p. 20 €. Le pléistocène s'est achevé il y a environ 12 000 ans quand l'homme s'est sédentarisé et a développé l'agriculture. A ce moment là, certains ont commencé à penser l'humain comme hors du monde animal (et au-dessus généralement). Cela se traduit aujourd'hui par une destruction accélérée de la nature par l'Occident, le même Occident qui dévalorise les modes de vie indigènes qualifiés de "sous-développés". Or, ces indigènes ont su conserver à travers les âges les savoirs acquis pendant des milliers d'années. L'auteur, considéré comme un animateur du mouvement de l'"écologie profonde", propose donc de remettre l'humain au milieu du monde animal, seule solution pour retrouver une relation équilibrée avec la nature. Si l'on peut suivre l'auteur sur l'héritage à valoriser, on hésitera par contre à imaginer que le futur se trouve dans notre passé.

■ **De quelle révolution avons-nous besoin ?** Michel Weber, éd. *Sang de la Terre*, 2013, 280 p. 18,90 €. Si l'économisme et le technicisme ont pris le dessus sur la démocratie, c'est entre autres parce que nous sommes sous la domination du lobby militaro-industriel. En s'appuyant sur les connaissances philosophiques, l'auteur propose un nouveau discours autour de trois mesures principales : déprofessionnaliser la politique, relocaliser les choix grâce à la redynamisation de la vie communautaire, et reprendre le dessus sur l'économisme en favorisant la création de monnaies locales. Malheureusement difficile à lire.

■ **Du voyage et des hommes**, Franck Michel, éd. *Livres du monde*, coll. *Mondes ouverts*, 2013, 416 p. 19,90 €. De très riches réflexions sur le voyage, sur ce qu'il provoque chez le voyageur et chez les hôtes, un chapitre sur l'écotourisme (un oxymore ?)... de quoi réfléchir avant de partir "ailleurs".

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.





Silence, c'est vous aussi...

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **25 janvier** (pour le n° de mars), **1^{er} mars** (pour le n° d'avril), **29 mars** (pour le n° de mai)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Devenez Réd'acteur

Silence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour couvrir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet www.revuesilence.net à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.**

Devenez Don'acteur

Silence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *Silence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand *Silence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec Silence !*

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-contre ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Rejoignez un relais local

- > **Aube.** Labo univ'X (groupe Silence), 15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes, rencontres3@gmail.com, tél. : 06 66 56 01 60, <http://rencontres3.free.fr>
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaudio.geoffroy@orange.fr
- > **Besançon.** Martine Lionnet, tél. : 03 81 83 35 95
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, cabvalerie@yahoo.fr
- > **Loire-Atlantique.** Nicolas Cassagnau, 9 av. Maryse Bastié, 44400 Rezé, tél. : 09 81 11 15 52, nicolas.cassagnau@bbox.fr
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83
- > **Pays-Bas** (La Haye et Delft) silence.paysbas@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Tarn.** Gérard, tél. : 06 75 32 43 70, Silence81@orange.fr

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04

Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **18 décembre 2013** - **Editeur :** Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 1^{er} trimestre 2014
- **Tirage :** 4750 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Mireille Collange, Myriam Grataloup, Jean-Marc Luquet - **Directeur de publication :** Jean-Marc Luquet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Eva Thiebaud - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemey, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Goutal, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Françoise Weité - **Photographes :** Henry Arvidsson, Stina Berge, Clay, Guillaume de Crop, DigitalArt Berlin, Anne Girard, Roland H, John Hogg, Tom Knutson, Peter Lüthi, Mossot, Yuriko Nakao / Bloomberg, Weck.info - **Et pour ce n° :** Rebecca Bilon, Christine (On passe à l'acte), Charles Jacques, Dominique Lalanne Alice Le Roy, Pascale Mugler (Reporterre.net), Marie-Pierre Najman, Denis Richard, Michel Scribe, Eva Timone-Martinez, Francis Vergier - **Couverture :** Silvia Antunes - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Réseau informatique :** Jean-Marc Luquet - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



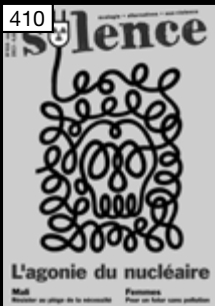
L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire"



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilhaud-Granges. Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr



Commandes

Numéros disponibles

- ☐ 383 Vivre en colocation
- ☐ 388 Ça marche !
- ☐ 390 Internet, l'envers de la toile
- ☐ 391 Après la vélorution
- ☐ 393 Contraception et autonomie
- ☐ 394 Le retour des monnaies locales
- ☐ 395 A la découverte de la presse alternative
- ☐ 396 Terres collectives
- ☐ 398 Expériences de transition
- ☐ 399 A votre santé ?
- ☐ 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- ☐ 401 Se former à la non-violence
- ☐ 402 Ces croyances qui nous dominent
- ☐ 404 Se réappropriar l'espace public

- ☐ 405 Avec les sans terres
- ☐ 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- ☐ 407 Vivre sans internet
- ☐ 409 Un autre cercle est possible
- ☐ 410 L'agonie du nucléaire
- ☐ 411 Déraciner le racisme
- ☐ 412 Slow des lents demain qui chantent ?
- ☐ 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- ☐ 416 Les limites des écoquartiers
- ☐ 417 Transition et engagements politiques
- ☐ 418 Sortir de la démesure
- ☐ 420 Quand jardiner soigne

Numéros régionaux

- ☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
- ☐ 392 Auvergne
- ☐ 397 Lorraine
- ☐ 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- ☐ 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- ☐ 414 Ain
- ☐ 419 Picardie

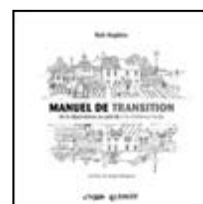
Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €). Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Livres

- ☐ **L'écologie 600 en dates**
84 p. - 12 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €
Autres pays, nous consulter.



- ☐ **Manuel de transition**
212 p. - 20 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter.

- ☐ **Un écolisme apolitique ?**
80 p. - 7 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2 €
Autres pays, nous consulter.

Commandes de plusieurs livres, nous consulter.



Je m'abonne à Silence

France métropolitaine

- ☐ Découverte 1^{er} abonnement
6 n° 20 €

- ☐ Particulier 1 an 46 €
- ☐ Institution 1 an 60 €
- ☐ Soutien 1 an 60 € et +

- ☐ Petit futé 2 ans 74 €
- ☐ Petit budget 1 an 32 €

- ☐ 5 abonnements Découverte
offerts 100 €

- ☐ Groupés à la même adresse
- ☐ par 3 ex. 1 an 115 €
- ☐ par 5 ex. 1 an 173 €

Autres pays et Dom-tom

- ☐ Découverte 1^{er} abonnement
6 n° 27 €

- ☐ Particulier 1 an 55 €
- ☐ Institution 1 an 68 €
- ☐ Soutien 1 an 60 € et +

- ☐ Petit futé 2 ans 85 €
- ☐ Petit budget 1 an 39 €

Abonnement en ligne :
www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

☐ Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- ☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐ € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- ☐ € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :

SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE

I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement
un relevé d'identité
bancaire (RIB)
ou postal (RIP).

Fait à :
Signature :

Le :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Fukushima : paroles de mères

La catastrophe nucléaire de Fukushima a déclenché l'évacuation de populations dans un cercle restreint autour de la centrale, mais aussi l'exil de nombreuses personnes plus éloignées, en particulier des mères souhaitant protéger leurs enfants de la contamination radioactive.

La photographe Nonoko Kameyama a fui Tokyo avec ses deux jumeaux âgés alors de six mois, vers Fukuoka, au sud. A travers ces portraits, elle a souhaité porter le message de femmes et de mères qui refusent le nucléaire.

Suite à ce travail, un mouvement s'est organisé et le 7 juillet 2013, 500 femmes ont planté 20 000 tiges de bambous devant la résidence du premier ministre, chacune portant un message d'une femme demandant de ne pas autoriser le redémarrage de réacteurs nucléaires.



Jyo Maiko (35 ans) et Ayumu (1 an)

"Le monde a changé le jour où le centrale nucléaire a explosé. Papa et maman se sont enfuis de Tokyo en t'enveloppant. Tu vas vivre en connaissant le Japon après l'explosion nucléaire. Je n'aimais pas le nucléaire mais je vivais normalement, je pensais qu'on n'y pouvait rien... Tu peux te fâcher contre les grands".



Affiche de l'exposition "100 mères" de Nonoko Kameyama



Hanada et son enfant de 4 ans

Notre vœu est de protéger les enfants. Que plusieurs se trouvent encore dans la zone affectée emplie nos cœurs d'une douleur profonde. Il sera trop tard dans quelques années lorsque les symptômes auront commencé à être apparents. Nous devrions évacuer les enfants de Fukushima.

